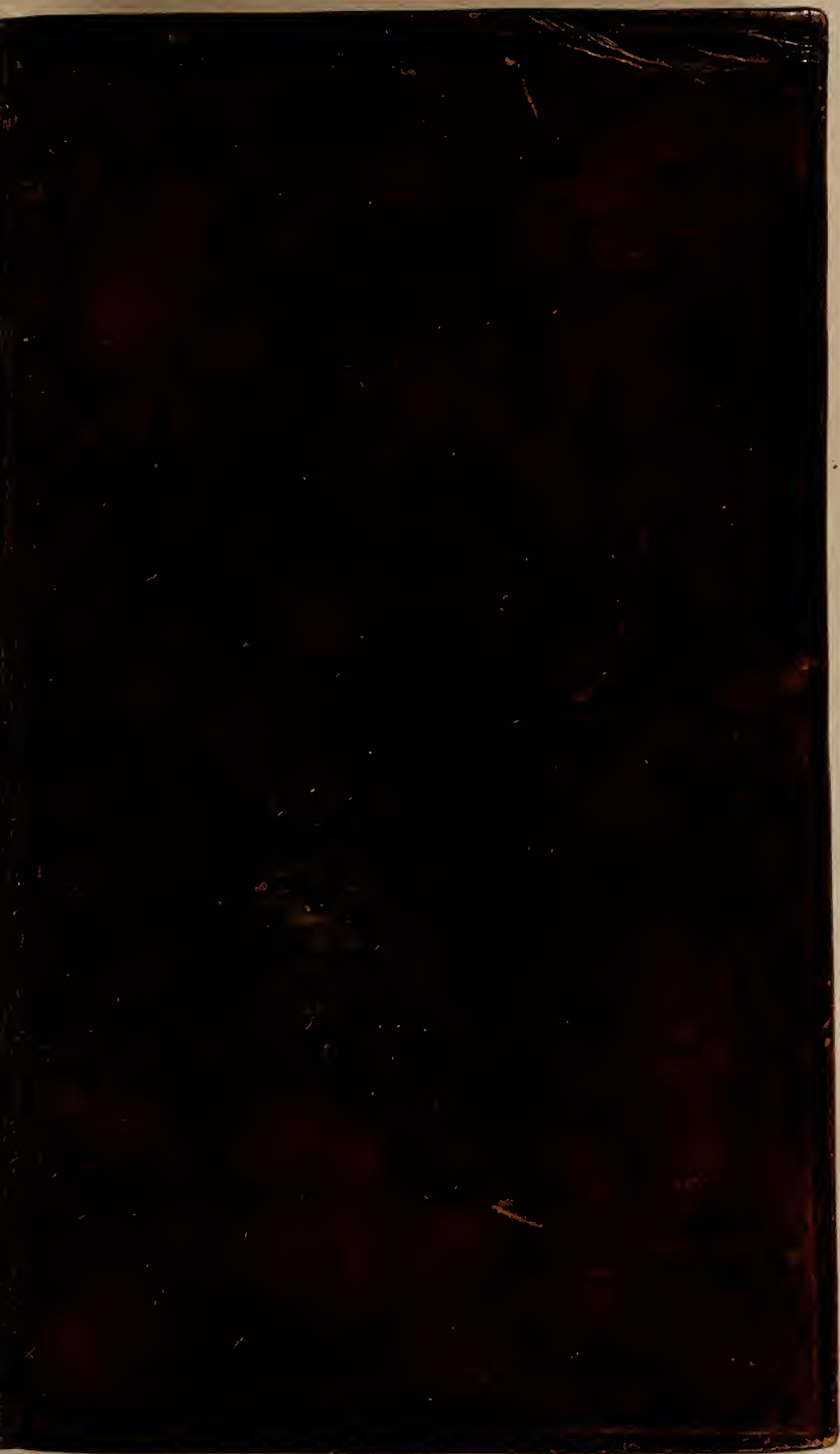
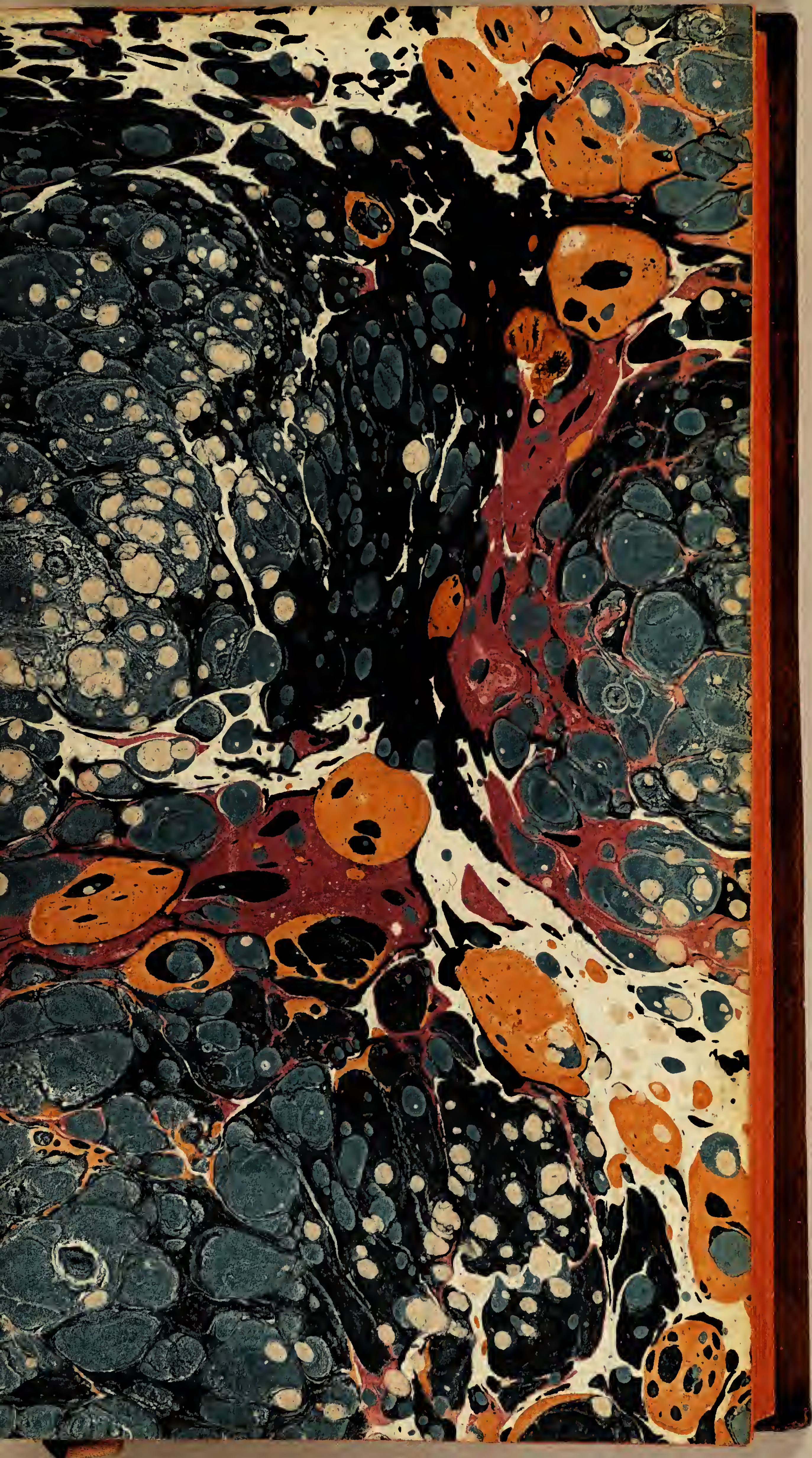



GAUDEO



HISTOIRE
PHILOSOPHIQUE
ET
POLITIQUE

Des établissements & du commerce des Européens dans les deux Indes.

TABLEAU DE L'EUROPE.



A LA HAYE,
Chez GOSSE, Fils.

M. DCC. LXXIV.



TABLE
DES CHAPITRES
Contenus dans ce Volume.

LIVRE DIX-NEUVIEME.

Fin de la Table des Chapitres.

HISTOIRE



HISTOIRE PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE

Des établissements & du commerce des Européens dans les deux Indes.

LIVRE DIX-NEUVIEME.

Nous avons essayé de peindre, au commencement de cet ouvrage, l'état où étoit le commerce de l'Europe avant la découverte des deux Indes. La marche lente, pénible & tyrannique des établissements formés dans ces contrées éloignées, a occupé ensuite. Le tableau

ſera fini, ſi l'on parvient à déterminer l'influence que les liaiſons avec le nouveau monde ont eue ſur les mœurs, les gouvernements, les arts, les opinions de l'ancien. Commençons par la religion.

CHAPITRE I.

Religion.

Elle eſt dans l'homme l'effet du ſentiment de ſes maux, & de la crainte des puiſſances inviſibles.

La plupart des légiſlateurs ſe ſont ſervi de cette diſpoſition pour conduire les peuples, & plus encore pour les aſſervir. Quelques-uns ont fait deſcendre du ciel le droit de commander; & c'eſt ainſi que s'eſt établie la théocratie.

Si celle des Juifs a eu une origine plus ſublime, elle n'a pas toujours été exempte des inconvénients que l'ambition des prêtres a néceſſairement dans le gouvernement théocratique.

Le christianisme succéda au judaïsme. L'asservissement d'une république, maîtresse du monde, à des monstres de tyrannie ; la misere effroyable que le luxe d'une cour & la solde des armées répandirent dans le vaste empire sous le regne des Néron ; les irruptions successives des Barbares qui démembrerent ce grand corps ; la perte des provinces qui se souleverent ou furent envahies : tous ces maux physiques avoient préparé les esprits à une nouvelle religion, & les révolutions de la politique en devoient amener une dans le culte. On ne voyoit plus dans le paganisme vieilli que les fables de son enfance, l'ineptie ou la méchanceté de ses dieux, l'avarice de ses prêtres, l'infamie & les vices des rois qui soutenoient ces dieux & ces prêtres. Alors le peuple qui ne connoissoit que ses tyrans sur la terre, chercha son asyle dans le ciel.

Le christianisme vint le consoler, & lui apprendre à souffrir. Tandis que les

vexations & les debauches du trône ſapoient le paganiſme avec l'empire, des ſujets opprimés & dépouillés, qui avoient embraſſé les nouveaux dogmes, achevoient cette ruine par l'exemple de toutes les vertus qui accompagnent toujours la ferveur du proſélytiſme. Mais une religion née dans les calamités publiques, devoit donner à ceux qui la prêchoient beaucoup d'empire ſur les malheureux qui ſe réfugioient dans ſon ſein. Auſſi le pouvoir du clergé naquit-il, pour ainſi dire, dans le berceau de l'évangile.

Du débri des ſuperſtitions païennes & des ſectes philoſophiques, il ſe forma un corps de rites & de dogmes que la ſimplicité des premiers chrétiens ſanctifia par une piété vraie & touchante, mais qui laiſſerent en même temps un germe de diſputes & de débats, d'où ſortit cette complication de paſſions qu'on voile & qu'on honore ſous le nom de zele. Ces diſſentions enfanterent des écoles, des docteurs,

un tribunal une hiérarchie. Le christianisme avoit commencé par des pêcheurs qui ne savoient que l'évangile ; il fut achévé par des évêques qui formerent l'église. Alors il gagna de proche en proche, & parvint jusqu'à l'oreille des empereurs. Les uns le tolérerent par mépris ou par humanité ; les autres le persécuterent. La persécution hâta les progrès que la tolérance lui avoit ouverts. Le silence & la proscription, la clémence & la rigueur, tout lui devint utile. La liberté naturelle à l'esprit humain le fit adopter à sa naissance, comme elle l'a fait souvent rejeter dans sa vieillesse. Cette indépendance, moins amoureuse de la vérité que de la nouveauté, devoit lui donner des sectateurs dans toutes les conditions, quand il n'auroit pas eu tous les caracteres propres à lui attribuer de la vénération.

Constantin, au lieu d'unir à sa couronne le pontificat quand il se fit chrétien, comme ils étoient unis dans la

perſonne des empereurs païens, accorda au clergé tant de richeſſes & d'autorité, tant de moyens de les accroître de plus en plus, que cet aveugle abandon fut ſuivi d'un deſpotiſme eccléſiaſtique, qui, avec le temps, devint intolérable.

Il étoit porté au dernier excès, quand une partie de l'Europe en ſecoua le joug. Un moine lui fit perdre presque toute l'Allemagne; un chanoine, la moitié de la France; un roi, pour une femme, la moitié de l'Angleterre. Dans d'autres états, beaucoup d'eſprits hardis ſe détacherent des dogmes du chriſtianiſme; & les plus vertueux d'entre eux n'en conſerverent qu'un certain attachement à la pureté de ſa morale, quoiqu'extérieurement ils pratiquaſſent ce que preſcrivoient les loix de la ſociété où ils vivoient.

Cette maniere de penſer ne deviendra jamais générale & populaire, à moins que le magiſtrat, inſpecteur né de tout ce qui, par ſa publicité, peut influer

ſur la police, ne recouvre ſes premiers droits. Les dogmes, ſoit de théorie, ſoit de pratique, ſont, par cette raiſon, ſoumis à la ſurveillance du gouvernement : mais ſon pouvoir, comme ſon devoir, ſe borne à éloigner tout ce qui nuit au bonheur des peuples, à permettre tout ce qui n'altere point la paix & l'union des hommes.

Tous les états devroient avoir à peu près le même code moral de religion, & livrer le reſte, non pas aux diſputes des hommes, qu'il faut empêcher quand elles peuvent troubler la tranquillité publique, mais à l'impulſion de la conſcience, en accordant une entiere liberté de penſer aux théologiens comme aux philoſophes. Cette tolérance indéfinie ſur tous les dogmes & les opinions qui n'attaqueroient pas le code moral des nations, feroit l'unique moyen de prévenir ou de ſaper ce pouvoir, ſoit temporel, ſoit ſpirituel du clergé qui, avec le temps, en fait un corps formidable à l'état, d'éteindre

insensiblement l'enthousiasme des ministres & le fanatisme des peuples.

C'est en partie à la découverte du nouveau monde qu'on devra la tolérance religieuse, qui doit s'introduire dans l'ancien. Elle arrivera, cette tolérance. La persécution ne feroit que hâter la chûte des religions dominantes. L'industrie & la lumiere ont pris, chez les nations, un cours, un ascendant qui doit rétablir un certain équilibre dans l'ordre moral & civil des sociétés: l'esprit humain est désabusé de l'ancienne superstition. Si l'on ne profite de cet instant pour le rendre à l'empire de la raison, il doit se livrer à des superstitions nouvelles.

Tout a concouru depuis deux siecles à épuiser cette fureur de zele qui dévoroit la terre. Les déprédations des Espagnols dans toute l'Amérique ont éclairé le monde sur les excès du fanatisme. En établissant leur religion par le fer & le feu dans des pays dévastés & dépeuplés, ils l'ont rendu odieuse

en Europe ; & leurs cruautés ont détaché plus de catholiques de la communion Romaine, qu'elles n'ont fait de chrétiens parmi les Indiens. L'abord de toutes les sectes dans l'Amérique septentrionale, a nécessairement étendu l'esprit de tolérance au loin, & soulagé nos contrées de guerres de religion. Les missions nous ont délivrés de ces esprits inquiets, qui pouvoient incendier leur patrie, & qui sont allés porter les torches & les glaives de l'évangile au delà des mers. La navigation & les longs voyages ont insensiblement détourné une grande partie du peuple des folles idées de la superstition. La différence des cultes & des nations, a familiarisé les esprits les plus grossiers avec une sorte d'indifférence pour l'objet qui avoit le plus frappé leur imagination. Le commerce entre les sectes les plus opposées, a refroidi la haine religieuse qui les divisoit. On a vu qu'il y avoit par-tout de la morale & de la bonne foi dans les opinions, par-tout du déréglement dans les

mœurs & de l'avarice dans les ames ; & l'on en a conclu que c'étoient le climat, le gouvernement & l'intérêt ſocial ou national, qui modifioient les hommes.

Depuis que la communication eſt établie entre les deux émiſpheres de ce monde, on parle & l'on s'occupe moins de cet autre monde, qui faiſoit l'eſpérance du petit nombre, & le tourment de la multitude. La variété, la multiplicité des objets que l'induſtrie a préſentés à l'eſprit & aux ſens, a partagé les affections de l'homme, & affoibli l'énergie de tous les ſentiments. Les caracteres ſe ſont émouſſés ; & le fanatiſme a dû s'éteindre comme la chevalerie, comme toutes les grandes manies des peuples déſœuvrés. Les cauſes de cette révolution dans les mœurs, ont influé encore plus rapidement ſur les gouvernements.



CHAPITRE II.

GOUVERNEMENT.

LA société vient naturellement de la population, & le gouvernement tient à l'état social. En considérant le peu de besoins que la nature donne à l'homme, en proportion des ressources qu'elle lui présente; le peu de secours & de biens qu'il trouve dans l'état civil, en comparaison des peines & des maux qu'il y entasse; son instinct, commun à tous les êtres vivants, pour l'indépendance & la liberté; une multitude de raisons prises de sa constitution physique: on a voulu douter si la sociabilité étoit aussi naturelle à l'espece humaine, qu'on le pense ordinairement.

Mais aussi la foiblesse & la longueur de son enfance; la nudité de son corps sans poil & sans plume; la perfectibilité

de ſon eſprit, ſuite néceſſaire de la durée de ſa vie ; l'amour maternel qui croît avec les ſoins & les peines, qui, après avoir porté ſon fruit neuf mois dans ſes entrailles, le porte & l'allaite des années entieres dans ſes bras ; l'attachement réciproque, né de cette habitude entre deux êtres qui ſe ſoulagent & ſe careſſent ; la multiplication des ſignes communicatifs dans une organiſation, qui joint aux accents de la voix, communs à tant d'animaux, le langage des doigts & des geſtes particuliers à l'eſpece humaine ; les événements naturels, qui peuvent rapprocher de cent façons, & réunir des individus errants & libres ; les accidents & les beſoins imprévus qui les forcent à ſe rencontrer pour la chaſſe, la pêche, ou même pour leur défenſe ; enfin l'exemple de tant d'eſpeces qui vivent en troupe, telles que les amphibies & les monſtres marins, les vols de grue & d'autres animaux, les inſectes même qu'on trouve en bandes & en eſſaims ; tous ces faits

& ces raisonnements semblent prouver que l'homme tend de sa nature à la sociabilité, & qu'il y arrive d'autant plus promptement, qu'il ne sauroit beaucoup peupler sous la zone torride, sans se former en hordes errantes ou sédentaires, ni se répandre sous les autres zones, sans s'associer à ses semblables, pour la proie & le butin qu'exige le besoin de se nourrir & de se vêtir.

De la nécessité de s'associer, dérive celle d'avoir des loix relatives à cet état; c'est-à-dire, de former, par la combinaison de tous les instincts communs & particuliers, une combinaison générale, qui maintienne la masse & la pluralité des individus. Car si la nature pousse l'homme vers l'homme, c'est sans doute par une suite de cette attraction universelle, qui tend à la reproduction & à la conservation. Tous les penchants que l'homme porte dans la société, tous les plis qu'il y prend, devroient être subordonnés à cette premiere impulsion. Vivre & peupler étant la desti-

nation de toutes les eſpeces vivantes, il ſemble que la ſociabilité, ſi c'eſt une des premieres facultés de l'homme, devroit concourir à cette double fin de la nature; & que l'inſtinct qui le conduit à l'état ſocial, devroit diriger néceſſairement toutes les loix morales & politiques, au réſultat d'une exiſtence plus longue & plus heureuſe pour la pluralité des hommes. Cependant, à ne conſidérer que l'effet, on diroit que toutes les ſociétés n'ont pour principe ou pour ſuprême loi que la *ſûreté de la puiſſance dominante.* D'où vient ce contraſte ſingulier, entre la fin & les moyens, entre les loix de la nature & celles de la politique? Une ſeule réponſe ſe préſente à l'eſprit; & la voici, C'eſt d'abord le haſard qui ébauche les gouvernements, & la raiſon qui les perfectionne. D'après ce principe, examinons la nature des gouvernements qui ont mené l'Europe à l'état de police où nous la voyons.

Tous les fondements de la ſociété

actuelle se perdent dans les ruines de quelque catastrophe, ou révolution physique. Par-tout on voit les hommes chassés par les feux de la terre ou de la guerre, par un débordement des eaux ou des insectes dévorants, par la disette ou par la famine, se réunir dans un coin du monde inhabité, ou se disperser & se répandre dans des lieux déjà peuplés. Toujours la police commence par le brigandage, & l'ordre par l'anarchie.

Les Hébreux, que les plaies d'Egypte forcerent à transmigrer dans l'Arabie Pétrée, furent au moins quarante ans à se discipliner en corps d'armée, avant d'aller dévaster la Palestine, pour s'y établir comme nation.

La Grece vit ses états fondés par des brigands, qui détruisirent quelques monstres & beaucoup d'hommes, afin d'être rois.

Rome fut, dit-on, cimentée des débris échappés aux flammes de Troye, ou ne fut qu'une caverne de bandits de la Grece & de l'Italie : mais de cette

écume du genre humain, sortit un peuple de héros.

La guerre, qui des grands peuples de l'Europe n'avoit fait que l'empire des Romains, fit redevenir barbares ces Romains si nombreux. Le caractere & les mœurs des conquérants, passant presque toujours dans l'ame des vaincus, ceux qui s'étoient éclairés à la lumiere de Rome savante, retomberent dans les ténebres des Scythes stupides & féroces. Durant des siecles d'ignorance, la force faisant toujours la loi, & le hasard ou la faim ayant ouvert aux forces du nord les portes du midi, le flux & le reflux continuel des émigrations empêcherent les loix de se fixer nulle part. Comme une foule de petits peuples avoit détruit une grande nation, plusieurs chefs ou tyrans dépecerent en fiefs chaque vaste monarchie. Le peuple, qui n'a rien gagné dans le gouvernement d'un seul homme ou de plusieurs, fut toujours écrasé, mutilé, foulé par ces démembrements de l'a-

narchie féodale. C'étoient de petites guerres continuelles entre des bourgs voisins, au lieu de nos grandes & superbes guerres de nation à nation.

Cependant, une fermentation continuelle conduisoit les nations à prendre une forme, une consistance. Les rois voulurent s'élever sur les ruines de ces hommes ou de ces corps puissants, qui perpétuoient les troubles ; & ils employerent, pour y réussir, le secours du peuple. On le mania, on le façonna, on le polit, & on lui donna des loix plus raisonnées qu'il n'en avoit eu. La servitude avoit abattu sa vigueur naturelle ; la propriété lui rendit du ressort ; & le commerce, qui suivit la découverte du nouveau monde, augmenta toutes ses facultés, en répandant une émulation universelle.

A ce mouvement général, s'en joignit un autre. Les monarques n'avoient pu agrandir leur pouvoir, sans diminuer celui du clergé, sans favoriser ou préparer le discrédit des opinions reli-

gieuses. Les novateurs qui oserent attaquer l'église, furent appuyés du trône. Dès-lors l'esprit humain prit des forces, en s'exerçant contre les fantômes de l'imagination ; & rentré dans le chemin de la nature & de la raison, il découvrit les véritables principes du gouvernement. Luther & Colomb étoient nés ; l'univers en trembla, toute l'Europe fut agitée : mais cet orage épura son horizon pour des siecles. L'un de ces hommes ranima tous les esprits, l'autre tous les bras. Depuis qu'ils ont ouvert toutes les routes de l'industrie & de la liberté, la plupart des nations de l'Europe travaillent, avec quelque succès, à corriger ou à perfectionner la législation, d'où dépend toute la félicité des hommes.

Cependant cet esprit de lumiere n'est pas arrivé jusqu'aux Turcs. Jamais ils n'ont discontinué d'être fideles aux maximes du despotisme Asiatique. Le cimeterre est toujours, à Constantinople, l'interprete de l'Alcoran. Si le ser-

rail ne voit pas le grand-seigneur entrer & sortir, comme le tyran de Maroc, une tête à la main & dégouttant de sang, une nombreuse cohorte de satellites se charge d'exécuter ces meurtres féroces. Le peuple, égorgé par son maître, égorge aussi son bourreau; mais satisfait de cette vengeance momentanée, il ne songe point à la sûreté de l'avenir, au bonheur de sa postérité. C'est trop de soins pour des orientaux, que de veiller à la sûreté publique, par des loix pénibles à concevoir, à discuter, à conserver. Si leur tyran pousse trop loin les vexations & les cruautés, on demande la tête du visir, on fait tomber celle du despote, & tout est à sa place. Les janissaires n'ont point d'autre remontrance. Les hommes, même les plus puissants de l'empire, n'ont pas la premiere idée du droit des nations. Comme en Turquie la sûreté personnelle est le partage d'un état abject, les familles principales tirent vanité du danger qui les menace de la

part du gouvernement. Un bacha vous dira qu'un homme comme lui n'eſt pas fait pour terminer paiſiblement ſa carriere dans un lit, comme un homme obſcur. On voit ſouvent des veuves ſe glorifier de ce que leurs maris, qu'on vient d'étrangler, leur ont été enlevés par un genre de mort convenable.

Les Ruſſes & les Danois n'ont pas les mêmes préjugés, quoique ſoumis à un pouvoir également arbitraire. Parce que ces deux nations jouiſſent d'une adminiſtration plus ſupportable, de quelques réglements écrits ; elles oſent penſer ou dire que leur gouvernement eſt limité : mais quel homme éclairé ont-elles perſuadé ? Dès que le prince inſtitue les loix & les abolit, les étend & les reſtreint, en permet ou ſuſpend l'exercice à ſon gré ; dès que l'intérêt de ſes paſſions eſt la ſeule regle de ſa conduite ; dès qu'il devient un être unique & central où tout aboutit ; dès qu'il crée le juſte & l'injuſte ; dès que ſon caprice devient loi, & que ſa fa-

veur eſt la meſure de l'eſtime publique : ſi ce n'eſt pas là le deſpotiſme, qu'on nous diſe quelle eſpece de gouvernement ce pourroit être.

Dans cet état de dégradation, que ſont les hommes ? Leurs regards contraints n'oſent ſe lever vers la voûte des cieux. Ils manquent également, & de lumiere pour voir leurs chaînes, & d'ame pour en ſentir la honte. Eteint dans les entraves de la ſervitude, leur eſprit n'a pas aſſez d'énergie pour ſaiſir les droits inſéparables de leur être. On pourroit douter ſi ces eſclaves ne ſont pas auſſi coupables que leurs tyrans, & ſi la liberté a plus à ſe plaindre de ceux qui ont l'inſolence de l'envahir, que de l'imbécillité de ceux qui ne la ſavent pas défendre.

Cependant vous entendrez dire que le gouvernement le plus heureux ſeroit celui d'un deſpote juſte & éclairé. Quelle extravagance ! Il pourroit aiſément arriver que la volonté de ce maître abſolu fût en contradiction avec

la volonté de ſes ſujets. Alors, malgré toute ſa juſtice & toutes ſes lumieres, il auroit tort de les dépouiller de leurs droits, même pour leur avantage. Il n'eſt jamais permis à un homme, quel qu'il ſoit, de traiter ſes commettants comme un troupeau de bêtes. On force celles-ci à quitter un mauvais pâturage, pour paſſer dans un plus gras : mais ce ſeroit une tyrannie, d'employer la même violence avec une ſociété d'hommes. S'ils diſent, nous ſommes bien ici, s'ils diſent même d'accord, nous y ſommes mal, mais nous voulons y reſter ; il faut tâcher de les éclairer, de les détromper, de les amener à des vues ſaines, par la voie de la perſuaſion, mais jamais par celle de la force. Le meilleur des princes, qui auroit fait le bien contre la volonté générale, ſeroit criminel, par la ſeule raiſon qu'il auroit outre-paſſé ſes droits. Il ſeroit criminel pour le préſent & pour l'avenir : car s'il eſt éclairé & juſte, ſon ſucceſſeur, ſans être héritier de ſa raiſon & de ſa vertu, héritera ſûre-

ment de son autorité, dont la nation sera la victime. Peuples, ne permettez donc pas à vos prétendus maîtres de faire même le bien, contre votre volonté générale. Songez que la condition de celui qui vous gouverne, n'est pas autre que celle de ce cacique à qui l'on demandoit s'il avoit des esclaves, & qui répondit : *des esclaves ! Je n'en connois qu'un dans toute ma contrée, & cet esclave-là, c'est moi.*

Entre la Russie & le Danemarck, est la Suede : voici son histoire, & démêlez-y, si vous pouvez, sa constitution.

Une nation pauvre est presque nécessairement belliqueuse, parce que sa pauvreté même, dont le fardeau l'importune sans cesse, lui inspire tôt ou tard le desir de s'en délivrer ; & ce desir vient, avec le temps, l'esprit général de la nation, & le ressort du gouvernement.

Pour que le gouvernement d'un tel pays passe rapidement de l'état d'une monarchie tempérée à l'état du despo-

tisme le plus illimité, il ne lui faut qu'une suite de souverains heureux à la guerre. Le maître, fier de ses triomphes, se croit tout permis, ne connoît plus de loi que sa volonté ; & ses soldats, qu'il a conduits tant de fois à la victoire, prêts à le servir envers & contre tous, deviennent, par leur attachement, la terreur de leurs concitoyens. Les peuples, de leur côté, n'osent refuser leurs bras à des chaînes qui leur sont présentées par celui qui joint à l'autorité de son rang, celle qu'il tient de l'admiration & de la reconnoissance.

Le joug imposé par le monarque victorieux des ennemis de l'état, pese sans doute, mais on n'ose le secouer. Il s'appesantit même sous des successeurs qui n'ont pas le même droit à la patience de leurs sujets. Il ne faut alors qu'un grand revers pour abandonner le despote à la merci de son peuple : alors ce peuple, indigné de sa longue souffrance, ne manque guere de profiter de l'occasion pour rentrer dans ses droits ; mais comme

comme il n'a ni vues, ni projets, il passe en un clin d'œil de l'esclavage à l'anarchie. Au milieu de ce tumulte général, on n'entend qu'un cri ; c'est liberté. Mais comment s'assurer de ce bien précieux ? On l'ignore, & voilà la nation divisée en diverses factions, mues par différents intérêts.

Entre ces factions, s'il en est une qui désespere de prévaloir sur les autres, elle se détache ; elle oublie le bien général ; & plus jalouse de nuire à ses rivaux que de servir la patrie, elle se range autour du souverain. A l'instant il n'y a plus que deux partis dans l'état, distingués par deux noms, qui, quels qu'ils soient, ne signifient jamais que royalistes & anti-royalistes. C'est le moment des grandes secousses ; c'est le moment des complots.

Quel est alors le rôle des puissances voisines ? Tel qu'il a toujours été dans tous les temps & dans toutes les contrées ; c'est de semer des ombrages entre les peuples & leur chef ; c'est de suggé-

rer aux sujets tous les moyens d'avilir, d'abaisser, d'anéantir la souveraineté ; c'est de corrompre ceux mêmes qui sont rassemblés autour du trône ; c'est de faire adopter quelque forme d'administration, également nuisible à tout le corps national, qu'elle appauvrit, sous prétexte de travailler à sa liberté & au souverain, dont elle réduit toutes les prérogatives à rien.

Alors le monarque trouve autant d'autorités opposées à la sienne, qu'il y a d'ordres différents dans l'état : alors, sa volonté n'est rien sans le concours de ces différentes volontés ; alors, il faut qu'il assemble, qu'il propose, qu'on délibere sur les choses de la moindre importance ; alors, on lui donne des tuteurs comme à un pupille imbécille, & ces tuteurs sont des hommes, sur la malveillance desquels il peut compter.

Mais quel est alors l'état de la nation ? Qu'a produit l'influence des puissances voisines ? Elle a tout confondu, tout bouleversé, tout séduit par son ar-

gent & par ses menées. Il n'y a plus qu'un parti ; c'est le parti de l'étranger : il n'y a plus que des factionnaires hypocrites. Le royalisme est une hypocrisie ; l'anti-royalisme est une autre hypocrisie : ce sont deux masques divers de l'ambition & de la cupidité : la nation n'est plus qu'un amas d'ames scélérates & vénales.

Ce qui doit arriver alors n'est pas difficile à deviner : il faut que les puissances étrangeres qui ont corrompu la nation, soient trompées dans leurs espérances. Elles ne se sont pas apperçues qu'elles en faisoient trop ; que peut-être même elles faisoient tout le contraire de ce qu'une politique plus profonde leur auroit dicté ; qu'elles coupoient le nerf national, tandis que leurs efforts ne faisoient que tenir courbé le nerf de la souveraineté, & que ce nerf venant un jour à se détendre avec toute l'impétuosité de son ressort, il ne se trouveroit aucun obstacle capable de l'arrêter ; qu'il ne falloit qu'un homme & un

inſtant pour produire cet effet inattendu.

Il eſt venu, cet inſtant ; il s'eſt montré, cet homme : & tous ces lâches de la création des puiſſances ennemies ſe ſont proſternés devant lui. Il a dit à ces hommes qui ſe croyoient tout : Vous n'êtes rien ; & ils ont dit, nous ne ſommes rien ! Il leur a dit : Je ſuis le maître ; & ils ont dit unanimement, vous êtes le maître ! Il leur a dit : Voilà les conditions ſous leſquelles je veux vous ſoumettre ; & ils ont dit, nous les acceptons. A peine s'eſt-il élevé une voix qui ait réclamé. Quelle ſera la ſuite de cette révolution ? On l'ignore. Si le maître veut uſer des circonſtances, jamais la Suede n'aura été gouvernée par un deſpote plus abſolu. S'il eſt ſage ; s'il conçoit que la ſouveraineté illimitée ne peut avoir des ſujets, parce qu'elle ne peut avoir des propriétaires ; qu'on ne commande qu'à ceux qui ont quelque choſe, & que l'autorité ceſſe ſur ceux qui ne poſſedent rien, la nation repren-

dra peut-être son premier esprit Quels que soient ses projets & son caractere, la Suede ne sera jamais plus malheureuse qu'elle l'étoit.

La Pologne, qui, n'ayant qu'un peuple esclave au dedans, mérite de ne trouver au dehors que des oppresseurs, conserve pourtant l'ombre & le nom de liberté. Elle est encore aujourd'hui, ce qu'étoient tous les états de l'Europe il y a dix siecles, soumise à de grands aristocrates, qui nomment un roi pour en faire l'instrument de leurs volontés. Chaque noble y tient de son fief, qu'il conserve par son épée, comme ses aïeux l'acquirent, une autorité personnelle & héréditaire sur ses vassaux. Le gouvernement féodal y domine dans toute la force de son institution primitive. C'est un empire composé d'autant d'états qu'il y a de terres. Ce n'est point à la pluralité, mais par l'unanimité des suffrages, qu'on y fait les loix, qu'on y prend les résolutions. Sur de fausses idées de droit & de perfection, on a

ſuppoſé qu'une loi n'étoit juſte qu'autant qu'elle étoit adoptée d'un conſentement unanime, parce qu'on a cru, ſans doute, que tous verroient le bien, & que tous le voudroient ; deux choſes impoſſibles dans une aſſemblée nationale. Mais peut-on même prêter des intentions ſi pures à une poignée de tyrans ? Car cette conſtitution, qui s'honore du nom de république, & qui le profane, qu'eſt-elle autre choſe qu'une ligue de petits deſpotes contre le peuple ? Là, tout le monde a de la force pour empêcher, & perſonne pour agir ; là, le vœu de chacun peut s'oppoſer au vœu général ; & là ſeulement, un ſot, un méchant, un inſenſé, eſt ſûr de prévaloir ſur une nation entiere.

Auſſi ce gouvernement n'a jamais proſpéré ; & la Pologne, qui doit à la jalouſie de ſes grands la liberté d'élire ſes rois, n'a dû qu'à la jalouſie de ſes voiſins de n'avoir pas un deſpote héréditaire dans la famille d'un conquérant étranger. Il étoit réſervé à nos jours

de voir cet état déchiré par trois puissances rivales, qui se sont approprié les provinces qui étoient le plus à leur bienséance. Fasse le ciel que ce crime de l'ambition tourne au bien de l'humanité, & que, par un acte glorieux de bienfaisance, les usurpateurs brisent les chaînes de la patrie la plus laborieuse de leurs nouveaux peuples! Leurs sujets seront plus fideles, en étant plus libres; & en cessant d'être des esclaves, ils deviendront des hommes.

Dans une monarchie toutes les forces, toutes les volontés sont un pouvoir d'un seul homme; dans le gouvernement Germanique, chaque membre est un corps. C'est peut-être la nation qui ressemble le plus à ce qu'elle fut autrefois. Les anciens Germains, divisés en peuplades par d'immenses forêts, n'avoient pas besoin d'une législation bien raffinée. Mais à mesure que leurs descendants se sont multipliés & rapprochés, l'art a maintenu dans cette région ce qu'avoient établi la nature, la

ſéparation des peuples & leur réunion politique. Les petits états qui compoſent cette république fédérative, y conſervent l'image des premieres familles. Le gouvernement particulier n'eſt pas toujours paternel, ou les peres des nations n'y ſont pas toujours doux & humains. Mais enfin la raiſon & la liberté qui réuniſſent les chefs, y temperent la ſévérité de leur caractere & la rigueur de leur autorité. Un prince, en Allemagne, ne peut pas être un tyran avec autant d'impunité que dans les grandes monarchies.

Les Allemands, plus guerriers encore que belliqueux, parce qu'ils poſſedent plus l'art de la guerre qu'ils n'en ont la paſſion, n'ont été conquis qu'une fois ; & ce fut Charlemagne qui put les vaincre, mais non pas les ſoumettre. Ils obéirent à l'homme dont l'eſprit ſupérieur à ſon ſiecle ſut en dompter, en éclairer la barbarie ; mais ils ſecouerent le joug de ſes ſucceſſeurs. Cependant ils conſerverent à leur chef

le titre d'empereur ; mais ce n'étoit qu'un nom, puisque la réalité de la puissance résidoit presqu'entiere dans les seigneurs qui possédoient les terres. Le peuple qui, malheureusement, a toujours été par-tout asservi, dépouillé, tenu dans la misere par l'ignorance, & dans l'ignorance par la misere, n'avoit aucune part au bienfait de la législation. De ce renversement de l'équilibre social qui tend, non à l'égalité des conditions & des fortunes, mais à la plus grande répartition des biens, se forma le gouvernement féodal dont le caractere est l'anarchie. Chaque seigneur vécut dans une entiere indépendance, & chaque peuple sous la tyrannie la plus absolue : c'étoit l'effet inévitable d'un gouvernement où la monarchie étoit élective. Dans les états où elle étoit héréditaire, les peuples avoient du moins une digue, un recours permanent contre l'oppression. L'autorité royale ne pouvoit s'étendre sans adoucir, pour quelque temps, le sort des

vaſſaux, en affoibliſſant le pouvoir des ſeigneurs.

Mais, en Allemagne, comme les grands profitoient de chaque interregne pour envahir & pour reſtreindre les droits de la puiſſance impériale, le gouvernement ne put que dégénérer. La force décida de tout entre ceux qui portoient l'épée. Les terres & les hommes ne furent que des inſtruments ou des ſujets de guerre entre les propriétaires. Les crimes furent les armes de l'injuſtice. La rapine, le meurtre & l'incendie paſſerent non-ſeulement en uſage, mais en droit. La ſuperſtition, qui avoit conſacré la tyrannie, fut obligée d'y mettre un frein. L'égliſe, qui donnoit un aſyle à tous les brigands, établit une treve entr'eux. On ſe mit ſous la protection des ſaints, pour ſe ſouſtraire à la fureur des nobles. Les cendres des morts pouvoient ſeules en impoſer à la férocité, tant le tombeau fait peur, même aux ames ſanguinaires.

Quand les esprits, toujours effarouchés, furent disposés au calme par la frayeur, la politique, qui se sert également de la raison & des passions, des ténebres & des lumieres, pour gouverner les hommes, hasarda quelque amélioration dans le gouvernement. D'un côté, l'on affranchit plusieurs habitants dans les campagnes ; de l'autre, on accorda des exemptions aux villes : il y eut par-tout plus d'hommes libres. Les empereurs qui, pour être choisis même par des princes ignorants & féroces, devoient montrer des talents & des vertus, préparerent les voies à la réforme de la législation.

Maximilien profita de tous les germes de bonheur que le temps & les événements avoient amenés dans son siecle. Il abattit l'anarchie des grands. En France, en Espagne, on les avoit soumis aux rois ; en Allemagne, un empereur les soumit aux loix. A la vérité, ces loix, établies entre des lions, ne sauvent

point les agneaux : le peuple est toujours à la merci de ses maîtres, qui ne se sont obligés que les uns envers les autres. Mais comme on ne peut ni violer la paix publique, ni faire la guerre sans encourir les peines d'un tribunal toujours ouvert, & appuyé de toutes les forces de l'empire, les peuples sont moins sujets à ces irruptions subites, à ces hostilités imprévues, qui, troublant la propriété des souverains, menaçoient continuellement la vie & la sûreté des sujets. La guerre, qui faisoit le droit, est soumise à des conditions qui temperent le carnage. Les cris de l'humanité percent jusque dans l'effusion du sang. C'est à l'Allemagne que l'Europe doit les progrès de la législation dans tous les états; des regles & des procédés dans la vengeance des nations; une certaine équité dans l'abus de la force; la modération au sein de la victoire; un frein à l'ambition de tous les potentats; enfin, de nouveaux obstacles à la guerre, & de nouvelles facilités à la paix.

Cette heureuse constitution de l'empire Germanique s'est perfectionnée avec la raison depuis le regne de Maximilien. Cependant les Allemands eux-mêmes se plaignent de ce que formant un corps de nation, ayant le même nom, parlant la même langue, vivant sous un même chef, jouissant des mêmes droits, étant liés par le même intérêt, leur empire ne jouit ni de la tranquillité, ni de la force, ni de la considération qu'il devroit avoir.

Les causes de ce malheur se présentent d'elles-mêmes. La premiere est l'obscurité des loix. Les écrits sur le droit public d'Allemagne sont sans nombre ; & il n'y a que peu d'Allemands qui connoissent la constitution de leur patrie. Les membres de l'empire se font tous représenter dans l'assemblée nationale, au lieu qu'ils y siégeoient autrefois eux-mêmes. L'esprit militaire, qui est devenu général, a banni toute application des affaires, tout sentiment généreux de patriotis-

me, tout amour de ses concitoyens. Il n'y a pas de prince qui n'ait monté la magnificence de sa cour sur un ton plus grand que ses moyens, & qui ne se permette les vexations les plus criantes pour soutenir ce faste insensé. Après tout, rien ne contribue à la décadence de l'empire autant que l'agrandissement démesuré de quelques-uns de ses membres. Ces souverains, devenus trop puissants, détachent leur intérêt particulier de l'intérêt général. Cette désunion mutuelle des états fait que, dans les dangers communs, chaque province reste abandonnée à elle-même. Elle est obligée de plier sous la loi du plus fort, quel qu'il soit; & la constitution Allemande dégénere insensiblement en esclavage ou en tyrannie.

L'Angleterre doit son génie national à sa position géographique, & son gouvernement à son caractere national. La nature l'appelloit à la mer, au commerce, à la liberté. Cette idole des ames fortes, qui les rend féroces dans

l'état ſauvage & fieres dans l'état civil, la liberté régna toujours dans le cœur & dans l'eſprit des Anglois, lors même qu'ils ignoroient encore ſes droits & ſes avantages.

C'eſt la nation qui connut la premiere l'injuſtice & le néant du pouvoir eccléſiaſtique, les limites de l'autorité royale, les abus du gouvernement féodal. C'eſt la nation qui ſut la premiere ſoulever & rejeter ce triple fardeau d'oppreſſion. Juſqu'au regne de Henri VIII, elle n'avoit combattu que pour le choix de ſes tyrans; mais enfin, en les choiſiſſant, elle ſe préparoit à les abattre un jour, à les punir ou à les chaſſer.

Cependant ſes rois ſe croyoient encore abſolus, parce que tous ceux de l'Europe l'étoient. Le mot de monarchie trompa Jacques I; il y attachoit une autorité ſans limites. Il manifeſta cette idée avec une franchiſe, une aveugle ſimplicité, qui ne lui permit pas même de ſe défier aſſez de ſes pré-

tentions pour les appuyer d'avance par la force. Ses courtiſans & ſon clergé l'entretinrent dans cette illuſion flatteuſe : il y perſévéra juſqu'à la fin. Il mourut plein de l'eſtime de lui-même, & mépriſé de ſon peuple, qui connoiſſoit la foibleſſe de ce monarque & priſoit ſes propres forces.

Les Anglois, pour mettre fin aux vengeances, aux défiances, qui, après la fin tragique de Charles I, ſe feroient éterniſées entre le trône & la nation, choiſirent dans une race étrangere un prince qui dût accepter enfin ce pacte ſocial, que tous les rois héréditaires affectent de méconnoître. Guillaume III reçut des conditions avec le ſceptre, & ſe contenta d'une autorité établie ſur la même baſe que les droits du peuple.

Sous les Stuart, le pouvoir & la liberté avoient été balottés par des orages continuels entre les prérogatives de la couronne & les privileges de la nation. Depuis qu'un titre parle-

mentaire ou national est le seul droit des rois, quelque faction qui tourmente le peuple, la force de la constitution prévaut toujours en sa faveur.

Le gouvernement placé entre la monarchie absolue, qui est une tyrannie; la démocratie, qui penche à l'anarchie; & l'aristocratie, qui, flottant de l'une à l'autre, tombe dans les écueils de tous les deux : le gouvernement mixte des Anglois saisissant les avantages de ces trois pouvoirs, qui s'observent, se temperent, s'entr'aident & se répriment, va de lui-même au bien national. Cette constitution, qui, sans exemple de l'antiquité, devroit servir de modele à la postérité, se soutiendra long-temps, parce qu'elle n'est pas l'ouvrage des mœurs & des opinions passageres, mais du raisonnement & de l'expérience.

Cependant les esprits sont sagement alarmés sur la durée d'un si bon gouvernement. On ne craint pas les usurpations de la couronne. Le concours

du prince à la légiſlation eſt trop foible pour l'emporter ſur les deux chambres du parlement. Son droit de rejeter ou de conſentir n'eſt aujourd'hui qu'une formalité. Sa plus grande force eſt dans le pouvoir exécutif, qui réſide en lui ſeul. Mais comme il n'a de pouvoir que le droit & l'exercice, ſans en avoir les inſtruments & les moyens, il ne peut s'en prévaloir. S'il en abuſoit une fois, il riſqueroit de le perdre à jamais. L'argent vient des impôts, & les impôts du parlement. La nation donne des ſubſides au prince, qui rend ſes comptes à la nation. Dès-lors le parlement, ſous les yeux duquel paſſent les revenus & les dépenſes, eſt le véritable légiſlateur : c'eſt lui qui ordonne les taxes & qui juge de leur emploi. Mais ſi le prince eſt dans la dépendance des communes à cet égard, il a ſur elles un grand aſcendant, celui des graces & des faveurs.

Dans les monarchies les rois ſont corrompus ; en Angleterre ils cor-

rompent. Un écrivain philoſophe & politique, qui connoît la conſtitution de ſon pays, dit que cette corruption eſt néceſſaire pour arrêter la pente du gouvernement vers la démocratie, & que le peuple deviendroit trop puiſſant, ſi le roi n'achetoit les communes.

D'un autre côté, ſi, créant les pairs à ſa volonté, le prince élevoit les membres des communes les plus riches à de grands honneurs, il feroit pencher le gouvernement à l'ariſtocratie. Mais comme il ne ſauroit prodiguer la pairie ſans l'avilir, & que d'ailleurs le commerce tiendra toujours les richeſſes dans la plus grande circulation, on ne verra guere les tréſors & les dignités s'accumuler & ſe réunir ſur quelques têtes; & il s'élévera des murmures, des troubles, même des ſéditions, pour le ſalut du peuple, avant que ce malheur arrive. L'intérêt de tout le corps dans la chambre des communes, eſt reſtreint par l'intérêt de chaque individu. Le prince n'eſt pas

assez riche pour les corrompre tous ; il ne peut les acheter ouvertement sans les déshonorer, ni les asservir sans déchaîner le peuple. Il se trouvera toujours des démagogues ; & la nation en a besoin pour veiller, accuser, effrayer même le parlement.

Cependant, si les jouissances du luxe venoient à pervertir entiérement les mœurs nationales ; si l'amour des plaisirs amollissoit le courage des chefs & des officiers dans les flottes & dans les armées ; si l'ivresse des succès momentanés, si les vaines idées d'une fausse grandeur exposoient la nation à des entreprises plus vastes que ses forces ; si elle se trompoit dans le choix de ses ennemis ou de ses alliés ; si elle perdoit ses colonies à force de les étendre ou les gêner ; si l'amour du patriotisme ne s'exaltoit pas chez elle jusqu'à l'amour de l'humanité, elle seroit tôt ou tard asservie elle-même, & retomberoit dans ce néant des choses & des hommes, d'où elle n'est sortie qu'à

travers des torrents de ſang, & par les calamités de deux ſiecles de fanatiſme & de guerre. Ce peuple reſſembleroit à tant d'autres qu'il mépriſe, & l'Europe ne pourroit montrer à l'univers une nation dont elle oſât s'honorer. Le deſpotiſme, qui s'appeſantit univerſellement ſur les ames affaiſſées & dégradées, léveroit ſeul la tête au milieu de la ruine des arts, des mœurs, de la raiſon & de la liberté.

L'hiſtoire des Provinces-Unies offre de grandes ſingularités. Le déſeſpoir forma leur union. L'Europe preſque entiere favoriſa leur établiſſement. Elles avoient à peine triomphé des longs & puiſſants efforts de la cour de Madrid, pour les remettre ſous le joug, qu'elles meſurerent leurs efforts avec ceux des Bretons, & qu'elles déconcerterent les projets de la France. Elles donnerent enſuite un roi à l'Angleterre, & dépouillerent l'Eſpagne des provinces qu'elle poſſédoit en Italie & dans les Pays-Bas, pour les donner à l'Autriche.

Depuis cette époque, la Hollande s'est dégoûtée d'une politique militaire : elle ne s'occupe plus que de sa conservation, mais peut-être avec trop peu d'énergie, de précautions & de vertu.

Son gouvernement, quoique tracé d'avance sur un plan réfléchi, n'est pas moins défectueux que ceux qui sont l'ouvrage du hasard. Les sept provinces composent une espece d'heptarchie, dont les membres sont trop indépendants l'un de l'autre. Dans la république, chaque province est souveraine ; dans les provinces, les villes ne sont point sujettes. Alliances, paix, guerre, subsides, rien ne se fait que par les états-généraux ; & ceux-ci ne peuvent rien sans le consentement des états provinciaux, ni cette assemblée, sans la délibération des villes. Une souveraineté trop dispersée, premier vice. Unanimité de suffrage, second vice. Egalité de voix, troisieme défaut. Sans égard à la différence de population & de gran-

deur, la province de Hollande n'a pas plus de voix que celle d'Overyssel, quoiqu'elle supporte vingt fois plus de charges publiques. Le suffrage d'Amsterdam n'a pas plus de poids que celui de la plus petite ville: source intarissable de discorde. Si l'entêtement d'une seule province trouble l'union, point de médiateur légal pour la rétablir: car le stadhouder n'en est pas un.

Chargé de terminer les querelles religieuses, ce magistrat a, dès-lors, une influence dangereuse, parce qu'il peut impliquer toutes les affaires de religion dans celles d'état, & toutes les affaires d'état dans celles de religion. Autorisé à décider sur les articles du traité d'union, quand il y a scission ou partage, le pouvoir de finir la discorde lui donne la facilité de la fomenter. Quelle carriere ouverte à son ambition!

Ces dangers firent supprimer le stadhouderat vers le milieu du siecle dernier. Mais ceux qui renverserent ce fantôme de tyrannie, marchoient in-

ſenſiblement à une tyrannie réelle. Ils changerent la démocratie en olygarchie. Dès-lors les bourgeois de chaque ville perdirent les privileges de la liberté, avec le droit d'élire leurs magiſtrats & de former leur ſénat. Les bourgmeſtres choiſirent leurs échevins, & s'emparerent des finances, dont ils ne rendirent compte qu'à leurs égaux ou à leurs clients. Les ſénateurs s'arrogerent le droit de compléter leur corps. Ainſi la magiſtrature ſe reſſerra dans quelques familles qui s'attribuerent un droit, comme excluſif, de députation aux états-généraux. Chaque province, chaque ville tomba à la diſcrétion d'un petit nombre de citoyens, qui, partageant les droits & la dépouille du peuple, avoient l'art d'éluder ſes plaintes, ou de prévenir la fureur de ſon mécontentement.

Ces attentats ont fait rétablir le ſtadhouderat dans la maiſon d'Orange, & on l'a rendu héréditaire, même aux femmes. Mais un ſtadhouder n'eſt qu'un capitaine-

pitaine-général. Cependant ce magistrat, pour être utile à la république, devroit être tout entier à l'état. S'il avoit dans l'assemblée générale l'influence qu'il a dans le conseil de guerre, il ne lui resteroit d'autres intérêts que ceux de la patrie. Il seroit indifférent pour la guerre comme pour la paix.

Mais peut-être craint-on que le stadhouderat, réunissant le pouvoir civil à la force militaire, cette dignité ne devînt un jour un instrument d'oppression. Rome est toujours citée pour exemple à tous nos états libres, qui n'ont rien de commun avec elle. Si le dictateur devint l'oppresseur de cette république, c'est qu'elle avoit opprimé toutes les nations; c'est que sa puissance devoit périr par le glaive qui l'avoit fondée; c'est qu'une nation, composée de soldats, ne pouvoit échapper au despotisme du gouvernement militaire. Elle tomba sous le joug, qui le croiroit ? parce qu'elle ne payoit point d'impôts. Les peuples conquis étoient seuls tributaires du fisc. Les

revenus publics devant être les mêmes après qu'avant la révolution, la propriété ne paroiſſoit pas être attaquée; & le citoyen crut qu'il ſeroit aſſez libre, tant qu'il ſeroit le maître de ſes biens.

La Hollande, au contraire, gardera ſa liberté, parce qu'elle eſt ſujette à des impôts très-conſidérables. Elle ne peut conſerver ſon pays qu'à grands fraix. Le ſentiment de ſon indépendance lui donne ſeul une induſtrie proportionnée au poids de ces contributions, & à la patience d'en ſoutenir le fardeau. S'il falloit ajouter aux dépenſes énormes de l'état, celles qu'exige le faſte d'une cour; ſi le prince employoit à ſoudoyer les ſuppôts de la tyrannie, ce qu'il doit aux fondements d'une terre bâtie ſur la mer, il pouſſeroit bientôt les peuples au déſeſpoir.

L'habitant Hollandois, placé ſur une montagne, & découvrant au loin la mer, s'élevant au deſſus du niveau des terres de dix-huit à vingt pieds, qui la voit s'avancer en mugiſſant contre ces digues

qu'il a élevées, rêve, & se dit secrétement en lui-même : tôt ou tard cette bête féroce sera la plus forte. Il prend en dédain un domicile aussi précaire, & sa maison en bois ou en pierre, à Amsterdam, n'est plus sa maison ; c'est son vaisseau qui est son asyle, & peu à peu il prend une indifférence & des mœurs conformes à cette idée. L'eau est pour lui ce qu'est le voisinage des volcans pour d'autres peuples.

Si à ces causes physiques de l'affoiblissement de l'esprit patriotique, se joignoit la perte de la liberté, les Hollandois ne quitteroient-ils pas un pays qui ne peut être cultivé que par des hommes libres ? Ce peuple négociant porteroit ailleurs son esprit de commerce avec son argent. Ses isles de l'Asie, ses comptoirs d'Afrique, ses colonies du nouveau monde, tous les ports de l'Europe lui ouvriroient un asyle. Quel stadhouder, quel prince révéré chez un tel peuple voudroit, oseroit en être le tyran ?

Les François, avec une autre situa-

tion, ont un autre gouvernement. Par quelles vicissitudes a-t-il passé ? Toujours attachés à un roi, parce qu'ils furent fondés par un capitaine, l'esprit guerrier les préserva long-temps de l'esclavage politique. Cette franchise de courage, cette horreur de toute espece de lâcheté, ce cœur franc qu'ils tenoient des Germains, leur fit croire ou qu'ils étoient libres, ou qu'ils devoient l'être, même sous des rois. Jaloux de cette idée d'eux-mêmes, la noblesse, qui composa, pour ainsi dire, la nation, prétendit être indépendante, non-seulement du monarque, mais de son propre corps. Chaque seigneur forma dans le sein de l'état, comme une république de sa famille & de ses vassaux. La France avoit un gouvernement militaire impossible à définir, entre l'aristocratie & la monarchie, conservant tous les abus de ces deux polices, sans en avoir les vrais avantages. Une lutte perpétuelle entre les rois & la noblesse, une alternative de prépondérance entre le pouvoir d'un

seul & celui de plusieurs, cette sorte d'anarchie dura, presque sans intervalle, jusque vers le milieu du quinzieme siecle.

Alors changea le caractere des François, par une suite d'événements qui avoient changé la forme du gouvernement. La guerre, que les Anglois, unis ou soumis aux Normands, n'avoient cessé de faire à ce royaume depuis deux ou trois cents ans, y répandit l'alarme, & fit de grands ravages. Les victoires de l'ennemi, la tyrannie des grands, tout fit desirer à la nation que le prince devînt assez puissant pour chasser les étrangers & soumettre les seigneurs. Pendant que des rois sages & belliqueux travailloient à ce grand ouvrage, il naquit une nouvelle génération. Chacun, après le danger, se crut assez riche des droits qui étoient restés à son pere. On ne remonta pas jusqu'à l'origine du pouvoir des rois, qui dérivoit de la nation; & Louis XI se trouva, sans de grands efforts, plus puissant que ses prédécesseurs.

Avant lui, l'hiſtoire de France offre une complication d'états, tantôt diviſés & tantôt unis. Depuis ce prince, c'eſt l'hiſtoire d'une grande monarchie. L'autorité de pluſieurs tyrans eſt concentrée dans une même main. Le peuple n'en eſt pas plus libre ; mais c'eſt une autre police. La paix eſt plus ſûre au dedans, & la guerre plus vigoureuſe au dehors.

Les guerres civiles qui menent les peuples libres à l'eſclavage, & les peuples eſclaves à la liberté, n'ont fait en France qu'abaiſſer les grands, ſans relever le peuple. Les miniſtres qui ſeront toujours les hommes du prince, tant que la nation n'influera pas dans le gouvernement, ont tous vendu leurs concitoyens à leur maître ; & comme le peuple, qui n'avoit rien, ne pouvoit rien perdre à cet aſſerviſſement, les rois y ont trouvé d'autant plus de facilité, qu'il a toujours été coloré d'un prétexte de police ou même de ſoulagement. L'antipathie, que produit une

exceſſive inégalité des conditions & des fortunes, a favoriſé tous les projets qui devoient agrandir l'autorité royale. Les princes ont eu la politique d'occuper la nation, tantôt de guerres au dehors, tantôt de diſputes religieuſes au dedans; de laiſſer diviſer les eſprits par les opinions, & les cœurs par les intérêts; de ſemer & d'entretenir des rivalités entre les divers ordres de l'état; de careſſer tour-à-tour chaque ambition par une apparence de faveur, & de conſoler l'envie naturelle du peuple par l'humiliation de toutes. La multitude, pauvre, dédaignée, en voyant ſucceſſivement abattre tous les corps puiſſants, a, du moins, aimé dans le monarque l'ennemi de ſes ennemis.

La nation, déchue par ſon inadvertance du privilege de ſe gouverner, n'a pas cependant encore ſubi tous les outrages du deſpotiſme. C'eſt que la perte de ſa liberté n'eſt pas l'ouvrage d'une révolution orageuſe & ſubite, mais de la lime de pluſieurs ſiecles. Le caractere

national, qui a toujours influé dans l'esprit des princes & des cours, ne fût-ce que par les femmes, a formé comme un balancement de puissance, qui, tempérant par les mœurs l'action de la force & la réaction des volontés, a prévenu ces éclats, ces violences, d'où résulte, ou la tyrannie monarchique, ou la liberté populaire.

L'inconséquence naturelle à l'esprit d'une nation gaie & vive comme les enfants, a heureusement prévalu sur les systêmes de quelques ministres despotes. Les rois ont trop aimé les plaisirs, & en ont trop bien connu la source, pour ne pas déposer souvent ce sceptre de fer, qui auroit effrayé la société, & dissipé les frivoles amusements dont ils étoient idolâtres. L'intrigue, qui les a toujours assiégés depuis qu'ils ont appellé les grands à la cour, n'a point cessé de renverser les gens en place avec leurs projets. Comme le gouvernement s'est altéré d'une maniere insensible, les sujets ont conservé une sorte de dignité, dans la-

quelle le monarque même sembloit respecter la source ou l'effet de la sienne propre. Il s'est trouvé long-temps le suprême législateur, sans vouloir ou pouvoir abuser de toute sa puissance. Arrêté par le seul nom des loix fondamentales de sa nation, il a craint souvent d'en choquer les maximes. Il a senti qu'on avoit des droits à lui opposer. En un mot, il n'y a point eu de tyran, lors même qu'il n'y avoit plus de liberté.

Tels, & plus absolus encore, ont été les gouvernements d'Espagne & de Portugal, de Naples & de Piémont; toutes les petites principautés d'Italie. Les peuples du midi, soit paresse d'esprit ou foiblesse de corps, semblent être nés pour le despotisme. L'Espagne avec beaucoup d'orgueil, l'Italie, malgré tous les dons du génie, ont perdu tous les droits, toutes les traces de la liberté. Par-tout où la monarchie est illimitée, on ne peut assigner la forme du gouvernement, puisqu'elle varie, non-seulement avec le caractere de

chaque souverain, mais à chaque âge du même prince. Ces états ont des loix écrites, ont des usages & des corps privilégiés : mais quand le législateur peut bouleverser les loix & les tribunaux ; quand son autorité n'a plus d'autre base que la force, & qu'il invoque Dieu pour se faire craindre, au lieu de l'imiter pour se faire aimer ; quand le droit originel de la société, le droit inaliénable de la propriété des citoyens, les conventions nationales, les engagements du prince sont en vain réclamés ; enfin, quand le gouvernement est arbitraire, il n'y a plus d'état : ce n'est plus que la terre d'un seul homme.

Dans ces sortes de pays, il ne se formera point des hommes d'état. Loin que ce soit un devoir de s'instruire des affaires publiques, c'est un crime, un danger d'être éclairé sur l'administration. Là, comme dans le ministere de l'église, la vocation s'appelle grace ; on l'obtient par des prieres. La faveur

de la cour, le choix du prince supplééent aux talents. Ce n'est pas qu'ils ne soient utiles ; on en a besoin quelquefois pour servir, jamais pour commander. Aussi, dans ces contrées, le peuple finit par se laisser gouverner, pourvu qu'on le laisse dormir. Une seule législation mérite d'être observée dans ces belles régions de l'Europe ; c'est le gouvernement de Venise.

Une ville, grande, magnifique & riche, inexpugnable, sans enceinte & sans forteresses, domine sur soixante-douze isles. Ce ne sont pas des rochers & des montagnes élevés par le temps au sein d'une vaste mer ; c'est plutôt une plaine morcelée & coupée en lagunes par les stagnations d'un petit golfe, sur la pente d'un terrein bas. Ces isles, séparées par des canaux, sont jointes aujourd'hui par des ponts. Les ravages de la mer les ont formées, les ravages de la guerre les ont peuplées vers le milieu du cinquieme siecle. Les habitants de l'Italie fuyant devant

Attila, chercherent un aſyle dans l'élément des tempêtes.

Les lagunes Vénitiennes ne compoſoient, dans les premiers temps, ni la même ville, ni la même république. Unies par un intérêt commun de commerce, ou plutôt par le beſoin de ſe défendre, elles étoient, du reſte, diviſées en autant de gouvernements que d'iſles, ſoumiſes chacune à ſon tribun.

De la pluralité des chefs, naquit la diviſion des eſprits & la deſtruction du bien public. Ces peuples élurent donc, pour ne faire qu'un corps, un prince qui, ſous le nom de duc ou de doge, jouit long-temps de tous les droits de la ſouveraineté, dont il ne lui reſte aujourd'hui que les marques. Les doges furent élus par le peuple jusqu'en 1173, où les nobles s'étant emparés de toute l'autorité de la république, en nommerent le chef.

Le gouvernement de Veniſe ſeroit le meilleur de tous, ſi l'ariſtocratie

n'étoit peut-être le pire. Toutes les branches du pouvoir y sont distribuées entre les nobles, & balancées avec une harmonie admirable. Les grands y regnent sans bruit avec une sorte d'égalité, comme les étoiles brillent au firmament dans le silence de la nuit. Le peuple jouit de ce spectacle, & s'en contente avec du pain & des jeux. La distinction entre les plébéiens & les patriciens y choque moins que dans d'autres républiques, parce que les loix y veillent sur-tout à réprimer, à épouvanter l'ambition des nobles. D'ailleurs, comme Venise avoit fondé sa prospérité sur son commerce, le peuple pouvoit s'y consoler de la perte du pouvoir, par l'espérance des richesses, où l'industrie & le travail le faisoient participer.

L'émulation qu'excita l'opulence chez cette nation maritime, la mit en état d'avoir de fortes armées. Le patriotisme, qui est naturel aux républiques, lui fournit des soldats. Le con-

cours de lumieres qui réſulte du gouvernement de pluſieurs, en fit un peuple politique avant tous les autres. Il ſut former des ligues, il ſut en détruire, & ſe maintenir contre les plus formidables puiſſances. Mais depuis que la décadence de ſon commerce a diminué ſon action au dehors, ſa vigueur au dedans, la république de Veniſe eſt tombée dans une circonſpection puſillanime. Elle a pris, elle a renforcé le caractere national de toute l'Italie ombrageuſe & défiante. Avec la moitié des tréſors & de veilles que lui a coûté depuis deux ſiecles ſa neutralité, elle ſe feroit délivrée à jamais des dangers dont, à force de précautions, elle s'environne. Sa plus grande confiance eſt dans un inquiſiteur qui rode perpétuellement entre les individus, la hache levée ſur le cou de quiconque oſera dire, ou du bien, ou du mal de l'adminiſtration. Le grand crime eſt la ſatire ou l'éloge du gouvernement. Le ſénateur de Veniſe, caché derriere une

grille, dit à son sujet : *qui es-tu, pour oser approuver notre conduite ?* Un rideau se leve ; le pauvre Vénitien, tremblant, voit un cadavre attaché à une potence, & entend une voie redoutable qui lui crie de derriere la grille : *c'est ainsi que nous traitons notre apologiste ; retourne-t-en dans ta maison, & tais-toi.* La république de Venise se soutient encore par sa finesse. Une autre république en Europe se soutient par son courage : c'est la Suisse.

Les Suisses, connus dans l'antiquité sous le nom d'Helvétiens, ne devoient être subjuguées, ainsi que les Gaulois & les Bretons, que par César, le plus grand des Romains, s'il eût plus aimé Rome. Ils furent unis à la Germanie, comme province Romaine, sous l'empire d'Honorius. Les révolutions faciles & fréquentes, dans un pays tel que les Alpes, diviserent des peuplades, séparées par de grands lacs ou de grandes montagnes, en différentes seigneuries. La plus considérable, occupée par la maison d'Autriche, s'empara à la lon-

gue de toutes les autres. La conquête entraîna la servitude ; l'oppression amena la révolte, & de l'excès de la tyrannie sortit la liberté.

Treize cantons de paysans robustes, qui gardent presque tous les rois de l'Europe, & n'en craignent aucun ; qui sont mieux instruits de leurs vrais intérêts qu'aucune autre nation ; qui forment le peuple le plus sensé de notre politique moderne : ces treize cantons composent entr'eux, non pas une république comme les sept provinces de la Hollande, ni une simple confédération comme le corps Germanique ; mais plutôt une ligue, une association naturelle d'autant de républiques indépendantes. Chaque canton a sa souveraineté, ses alliances, ses traités à part. La diete générale ne peut faire des loix, ni des réglements pour aucun.

Les trois plus anciens se trouvent liés directement avec chacun des douze autres. C'est par cette liaison de convenance, non de constitution, que si l'un des treize cantons se trouvoit at-

taqué, tous les autres marcheroient à son secours. Mais il n'y a point d'alliance commune entre tous & chacun d'eux. Ainsi les branches d'un arbre se trouvent liées entr'elles, sans tenir immédiatement au tronc commun.

Cependant l'union des Suisses fut inaltérable jusqu'au commencement du seizieme siecle. Alors la religion, ce lien de paix & de charité, vint les diviser. La réformation fendit en deux le corps Helvétique. L'état fut scié par l'église. Toutes les affaires publiques se traitent dans les dietes particulieres des deux communions, catholique & protestante. Les dietes générales ne s'assemblent que pour conserver une apparence d'union. Malgré ce germe de dissention, la Suisse a joui de la paix, bien plus qu'aucun état de l'Europe.

Sous le gouvernement Autrichien, l'oppression & les levées de la milice empêcherent la population de fleurir. Après la révolution, les hommes se multiplierent trop, en raison de la sté-

rilité des rochers. Le corps Helvétique ne pouvoit groſſir ſans crever, à moins qu'il ne fît des excurſions au dehors. Les habitants de ſes montagnes devoient, comme les fleuves qui en deſcendent, s'épancher dans les plaines qui bordent les Alpes. Ces peuples ſe ſeroient détruits eux-mêmes, s'ils fuſſent reſtés iſolés. Mais l'ignorance des arts, le manque de matieres pour les fabriques, le défaut d'argent pour attirer chez eux les denrées, ne leur ouvroient aucune iſſue pour l'aiſance & l'induſtrie. Ils tirerent de leur population même un moyen de ſubſiſtance & de richeſſes, une ſource & une matiere de commerce.

Le duc de Milan, maître d'un pays riche, qui étoit ouvert à l'invaſion & difficile à défendre, avoit beſoin de ſoldats. Les Suiſſes, comme ſes voiſins les plus forts, devoient être ſes ennemis, s'ils n'étoient ſes alliés, ou plutôt ſes gardiens. Il s'établit donc entre ce peuple & le Milanez une ſorte de trafic, où

la force devint l'échange de la richeſſe. La nation engagea ſucceſſivement des troupes à la France, à l'empereur, au pape, au duc de Savoie, à tous les potentats d'Italie. Elle vendit ſon ſang à des puiſſances éloignées, aux nations les plus ennemies, à la Hollande, à l'Eſpagne, au Portugal; comme ſi ſes montagnes n'étoient qu'une miniere d'armes & de ſoldats, ouverte à quiconque voudroit acheter des inſtruments de guerre.

Chaque canton traite avec la puiſſance qui lui offre les meilleures capitulations. Il eſt libre aux ſujets du pays d'aller faire la guerre au loin, chez quelque nation alliée. Le Hollandois eſt par état un citoyen du monde; le Suiſſe eſt par état un deſtructeur de l'Europe. Plus on cultive, plus on conſomme de denrées, plus la Hollande gagne; plus il y a de batailles & de carnage, & plus la Suiſſe proſpere.

C'eſt de la guerre, ce fléau inſéparable du genre humain, ſauvage ou policé,

que les républiques du corps Helvétique ſont forcées de vivre & de ſubſiſter. C'eſt par là qu'elles tiennent au dedans le nombre des habitants en proportion avec l'étendue & le rapport de leurs terres, ſans forcer aucun des reſſorts du gouvernement, ſans gêner l'inclination d'aucun individu. C'eſt par ce commerce de troupes avec les puiſſances belligérantes, que la Suiſſe s'eſt préſervée de la néceſſité des émigrations ſubites qui font les invaſions, & de la tentation des conquêtes qui eût cauſé la ruine de la liberté de ces républiques, comme elle perdit toutes les républiques de la Grece.

Maintenant, ſi nous revenons ſur nos pas, nous trouverons que tous les gouvernements de l'Europe ſont compris ſous quelqu'une des formes que nous avons décrites, & qui ſont diverſement modifiées par la ſituation locale, la maſſe de la population, l'étendue du territoire, l'influence des opinions & des occupations, les relations extérieu-

tes & la viciſſitude des événements qui agiſſent ſur l'organiſation des corps politiques, comme l'impreſſion des fluides environnants agit ſur les corps phyſiques.

Ne croyez pas, comme on le dit ſouvent, que les gouvernements ſoient à peu près les mêmes, ſans autre différence que celle du caractere des hommes qui gouvernent. Cette maxime eſt peut-être vraie dans les gouvernements abſolus, chez les nations qui n'ont pas en elles-mêmes le principe de leur volonté. Elles prennent le pli que le prince leur donne : élevées, fieres & courageuſes ſous un monarque actif, amoureux de la gloire : indolentes & mornes ſous un roi ſuperſtitieux : pleines d'eſpérance ou de crainte ſous un jeune prince ; de foibleſſe & de corruption ſous un vieux deſpote ; ou plutôt alternativement confiantes & lâches ſous les miniſtres que l'intrigue ſuſcite. Dans ces états, le gouvernement prend le caractere de l'adminiſtration : mais dans les états li-

bres, l'administration prend le caractere du gouvernement.

Quoi qu'il en soit de la nature & du ressort des constitutions qui gouvernent les hommes, l'art de la législation étant celui qui demande le plus de perfection, est aussi le plus digne d'occuper les meilleurs génies. La science du gouvernement ne contient pas des vérités isolées, ou plutôt elle n'a pas un seul principe qui ne tienne à toutes les branches d'administration.

L'état est une machine très-compliquée, qu'on ne peut monter ni faire agir sans en connoître toutes les pieces. On n'en sauroit presser ou relâcher une seule, que toutes les autres n'en soient dérangées. Tout projet utile pour une classe de citoyens ou pour un moment de crise, peut devenir funeste à toute la nation, & nuisible pour un long avenir. Détruisez ou dénaturez un grand corps; ces mouvements convulsifs, qu'on appelle coups d'état, agiteront la masse nationale, qui s'en ressentira peut-être

durant des siecles. Toutes les innovations doivent être insensibles, naître du besoin, être inspirées par une sorte de cri public, ou du moins s'accorder avec le vœu général. Anéantir ou créer tout-à-coup, c'est empirer le mal & corrompre le bien. Agir sans consulter la volonté générale, sans recueillir, pour ainsi dire, la pluralité des suffrages dans l'opinion publique ; c'est aliéner les cœurs & les esprits, tout décréditer, même le bon & l'honnête.

L'Europe auroit à desirer que les souverains, convaincus de la nécessité de perfectionner la science du gouvernement, voulussent imiter un établissement de la Chine. Dans cet empire, on distingue les ministres en deux classes, celle des *penseurs* & celle des *signeurs*. Tandis que la derniere est occupée du détail & de l'expédition des affaires, la premiere n'a d'autre travail que de former des projets, ou d'examiner ceux qu'on lui présente. C'est la source de tous ces réglements admirables, qui

font régner à la Chine la législation la plus savante, par l'administration la plus sage. Toute l'Asie est sous le despotisme : mais en Turquie, en Perse, c'est le despotisme de l'opinion par la religion; à la Chine, c'est le despotisme des loix par la raison. Chez les Mahométans, on croit à l'autorité divine du prince : chez les Chinois, on croit à l'autorité naturelle de la loi raisonnée. Mais dans ces empires, c'est la persuasion qui meut les volontés.

Dans l'heureux état de police & de lumiere où l'Europe est parvenue, on sent bien que cette conviction des esprits, qui opere une obéissance libre, aisée & générale, ne peut venir que d'une certaine évidence de l'utilité des loix. Si les gouvernements ne veulent pas soudoyer des *penseurs*, qui peut-être deviendroient suspects ou corrompus dès qu'ils seroient mercenaires : qu'ils permettent du moins aux esprits supérieurs de veiller en quelque sorte sur le bien public. Tout écrivain de

génie

génie eſt magiſtrat né de ſa patrie. Il doit l'éclairer, s'il le peut. Son droit, c'eſt ſon talent. Citoyen obſcur ou diſtingué, quels que ſoient ſon rang ou ſa naiſſance, ſon eſprit toujours noble prend ſes titres dans ſes lumieres. Son tribunal, c'eſt la nation entiere; ſon juge eſt le public, non le deſpote qui ne l'entend pas, ou le miniſtre qui ne veut pas l'écouter.

Toutes ces vérités ont leurs limites, ſans doute : mais il eſt toujours plus dangereux d'étouffer la liberté de penſer, que de l'abandonner à ſa pente, à ſa fougue. La raiſon & la vérité triomphent de l'audace des eſprits ardents, qui ne s'emportent que dans la contrainte, & ne s'irritent que de la perſécution. Rois & miniſtres, aimez le peuple; aimez les hommes, & vous ſerez heureux. Ne craignez alors, ni les eſprits libres & chagrins, ni la révolte des méchants. Celle des cœurs eſt bien plus dangereuſe : car la vertu s'aigrit & s'indigne juſqu'à l'atrocité. Caton & Brutus

étoient vertueux ; ils n'eurent à choisir qu'entre deux grands attentats, le suicide ou la mort de César.

Souvenez-vous que l'intérêt du gouvernement n'est que celui de la nation. Quiconque divise en deux cet intérêt si simple, le connoît mal, & ne peut qu'y préjudicier.

Un bon gouvernement peut quelquefois faire des mécontents : mais quand on fait beaucoup de malheureux sans aucune sorte de prospérité publique, c'est alors que le gouvernement est vicieux de sa nature.

Le genre humain est ce qu'on veut qu'il soit ; c'est la maniere dont on le gouverne qui le décide au bien ou au mal.

Un état ne doit avoir qu'un objet ; & cet objet est la félicité publique. Chaque état a sa maniere d'aller à ce but ; & cette maniere est son esprit, son principe auquel tout est subordonné.

Un peuple ne sauroit avoir d'industrie pour les arts, ni de courage pour la

guerre, sans confiance & sans amour pour le gouvernement. Mais dès que la crainte a rompu tous les autres ressorts de l'ame, une nation n'est plus rien, un prince est exposé à mille entreprises au dehors, à mille dangers au dedans. Méprisé de ses voisins, haï de ses sujets, il doit trembler jour & nuit sur le sort de son royaume & sur sa propre vie. C'est un bonheur pour une nation, que le commerce, les arts & les sciences y fleurissent. C'est un bonheur pour ceux qui la gouvernent, quand ils ne veulent pas la tyranniser. Rien n'est si facile à conduire que des esprits justes ; mais rien ne hait autant qu'eux, la violence & la servitude. Donnez des peuples éclairés aux monarques, laissez les brutes aux despotes.

Le despotisme s'éleve avec des soldats, & se dissout par eux. Dans sa naissance, c'est un lion qui cache ses griffes, pour les laisser croître. Dans sa force, c'est un frénétique qui déchire son corps avec ses bras. Dans sa vieil-

lesse, c'est Saturne qui, après avoir dévoré ses enfants, se voit honteusement mutilé par sa propre race.

Le gouvernement peut se diviser en législation & en politique. La législation agit au dedans, & la politique au dehors.



CHAPITRE III.

Politique.

Les peuples sauvages & chasseurs ont plutôt une politique qu'une législation. Gouvernés chez eux par les mœurs & l'exemple, ils n'ont des conventions ou des loix que de nation à nation. Des traités de paix ou d'alliance sont tout leur code.

Telles étoient à peu près les sociétés des temps anciens. Séparés par des déserts, sans communication de commerce ou de voyages, ces peuples n'avoient

que des intérêts du moment à démêler. Finir une guerre, en fixant les limites d'un état, c'étoit toutes leurs négociations. Comme il s'agissoit de persuader une nation, & non de corrompre une cour par les maîtresses ou les favoris du prince, ils employoient des hommes éloquents ; & le nom d'adorateur étoit synonyme à celui d'ambassadeur.

Dans le moyen âge, où tout, jusqu'à la justice, se décidoit par la force, où le gouvernement gothique divisoit par les intérêts tous les petits états qu'il multiplioit par sa constitution ; les négociations n'avoient guere d'influence sur des peuples isolés & farouches, qui ne connoissoient d'autre droit que la guerre, ni des traités, que pour des treves ou des rançons.

Durant ce long période d'ignorance & de férocité, la politique fut toute concentrée à la cour de Rome. Elle y étoit née des artifices, qui avoient fondé le gouvernement des papes. Comme les pontifes influoient par les

loix de la religion & par les regles de la hiérarchie, sur un clergé très-nombreux que le prosélytisme étendoit sans cesse au loin dans tous les états chrétiens, la correspondance qu'ils entretenoient avec les évêques, établit de bonne heure, à Rome, un centre de communication de toutes ces églises, ou de ces nations. Tous les droits étoient subordonnés à une religion qui dominoit exclusivement sur les esprits; elle entroit dans presque toutes les entreprises, ou comme motif, ou comme moyen; & les papes ne manquoient jamais, par les émissaires Italiens qu'ils avoient placés dans les prélatures de la chrétienté, d'être instruits de tous les mouvements, & de profiter de tous les événements. Ils y avoient le plus grand intérêt, celui de parvenir à la monarchie universelle. La barbarie des siecles où ce projet fut conçu, n'en obscurcit point l'éclat & la sublimité. Quelle audace d'esprit, pour soumettre sans troupes des nations toujours armées!

Quel art de rendre reſpectable & ſacrée la foibleſſe même du clergé ! Quelle adreſſe à remuer, à ſecouer les trônes les uns après les autres, pour les tenir tous dans la dépendance ! Un deſſein ſi profond & ſi vaſte ne pouvant s'exécuter qu'autant qu'il n'eſt pas manifeſté, ne ſauroit convenir à une monarchie héréditaire, où les paſſions des rois & les intrigues des miniſtres mettent tant d'inſtabilité dans les affaires. Ce projet, & le plan général de conduite qu'il exige, ne pouvoient naître que dans un gouvernement électif, où le chef eſt pris dans un corps toujours animé du même eſprit, imbu des mêmes maximes ; où une cour ariſtocratique gouverne le prince, plutôt qu'elle ne ſe laiſſe gouverner par lui.

Pendant que la politique Italienne épioit dans toute l'Europe, & ſaiſiſſoit les occaſions d'agrandir & d'affermir le pouvoir eccléſiaſtique, chaque ſouverain voyoit avec indifférence les révolutions qui ſe paſſoient au dehors. La

plupart étoient trop occupés à cimenter leur autorité dans leurs propres états, à diſputer les branches du pouvoir aux différents corps qui en étoient en poſſeſſion, ou qui luttoient contre la pente naturelle de la monarchie au deſpotiſme : ils n'étoient pas aſſez maîtres de leur propre héritage, pour s'occuper des affaires de leurs voiſins.

Le quinzieme ſiecle fit éclorre un autre ordre de choſes. Quand les princes eurent raſſemblé leurs forces, ils voulurent les meſurer. Juſqu'alors, les nations ne s'étoient fait la guerre que ſur leurs frontieres. Le temps de la campagne ſe paſſoit à aſſembler les troupes que chaque baron levoit toujours lentement. C'étoient des ſcarmouches entre des partis, & non des batailles entre des armées. Quand un prince, par des alliances ou des héritages, eut acquis des domaines en différents états, les intérêts ſe confondirent, & les peuples ſe brouillerent. Il fallut des troupes réglées à la ſolde du monarque, pour

aller défendre au loin des possessions qui n'appartenoient pas à l'état. La couronne d'Angleterre cessa d'avoir des provinces au cœur de la France ; mais celle d'Espagne acquit des droits en Allemagne, & celle de France forma des prétentions en Italie. Dès-lors toute l'Europe fut dans une alternative perpétuelle de guerre & de négociation.

L'ambition, les talents & les rivalités de Charles-Quint & de François I, donnerent naissance au systême actuel de la politique moderne. Avant ces deux rois, les deux nations Espagnole & Françoise s'étoient disputé le royaume de Naples, au nom des maisons d'Arragon & d'Anjou. Leurs querelles avoient excité une fermentation dans toute l'Italie, & la république de Venise étoit l'ame de cette réaction intestine contre deux puissances étrangeres. Les Allemands prirent part à ces mouvements, ou comme auxiliaires, ou comme intéressés. L'empereur & le pape s'y engagerent avec presque toute la

chrétienté. Mais François I & Charles-Quint attacherent à leur ſort les regards, les inquiétudes & la deſtinée de l'Europe. Toutes les puiſſances ſemblerent ſe partager entre deux maiſons rivales, pour affoiblir tour-à-tour la dominante. La fortune ſeconda l'habileté, la force & la ruſe de Charles-Quint. Plus ambitieux & moins voluptueux que François I, ſon caractere emporta l'équilibre, & l'Europe pencha de ſon côté, mais ne plia pas ſans retour.

Philippe II qui avoit bien toutes les intrigues, mais non les vertus militaires de ſon pere, hérita des projets & des vues de ſon ambition, & trouva des temps favorables à ſon agrandiſſement. Il épuiſa ſon royaume d'hommes & de vaiſſeaux, même d'argent, lui qui avoit les mines du nouveau monde; & laiſſa une monarchie plus vaſte, mais l'Eſpagne plus foible qu'elle n'avoit été ſous ſon pere.

Son fils crut renouer les chaînes de

l'Europe, en s'alliant à la branche de ſa maiſon qui régnoit en Allemagne. Philippe II s'en étoit détaché par négligence ; Philippe III reprit ce fil de politique. Mais il ſuivit du reſte les principes erronés, étroits, ſuperſtitieux & pédanteſques de ſon prédéceſſeur. Au dedans, beaucoup de formalités, mais point de regle, point d'économie. L'égliſe ne ceſſa de dévorer l'état. L'inquiſition, ce monſtre informe, qui cache ſa tête dans les cieux & ſes pieds dans les enfers, tarit la population dans ſa racine, tandis que les guerres & les colonies en moiſſonnoient la fleur. Au dehors, toujours la même ambition, avec des moyens plus mal-adroits. Téméraire & précipité dans ſes entrepriſes, lent & opiniâtre dans l'exécution, Philippe III réunit tous les défauts qui ſe nuiſent, & font tout avorter, tout échouer. Il épuiſa le peu de vie & de vigueur qui reſtoit au tronc de la monarchie. Richelieu profita de cette foibleſſe de l'Eſpagne, de la foi-

bleſſe du roi qu'il maîtriſoit, pour remplir ſon ſiecle de ſes intrigues, & la poſtérité de ſon nom. L'Allemagne & l'Eſpagne étoient comme liées par la maiſon d'Autriche : à cette ligue, il oppoſa par contre-poids celle de la France avec la Suede. Ce ſyſtême auroit été l'ouvrage de ſon temps, s'il n'avoit pas été celui de ſon génie. Guſtave Adolphe enchaîna tout le nord à la ſuite de ſes victoires. L'Europe entiere concourut à l'abaiſſement de l'orgueil Autrichien ; & la paix des Pyrénées fit paſſer les honneurs de la prépondérance de l'Eſpagne à la France.

On avoit accuſé Charles-Quint d'aſpirer à la monarchie univerſelle ; on accuſa Louis XIV de la même ambition. Mais ni l'un ni l'autre ne conçut un projet ſi haut, ſi téméraire. Ils avoient tous les deux paſſionnément à cœur d'étendre leur empire, en élevant leurs familles. Cette ambition eſt également naturelle aux princes ordinaires, nés ſans aucun talent, & aux monar-

ques d'un esprit supérieur, qui n'ont point de vertus ou de morale. Mais, ni Charles-Quint, ni Louis XIV n'avoient cette détermination, cette impulsion de l'ame à tout braver, qui fait les héros conquérants : ils n'avoient rien d'Alexandre. Cependant on prit, l'on sema des alarmes utiles. On ne sauroit les concevoir, les répandre trop tôt, quand il s'éleve des puissances formidables à leurs voisins. C'est entre les nations sur-tout, c'est à l'égard des rois que la crainte opere la sûreté.

Quand Louis XIV voulut regarder autour de lui, peut-être dut-il être étonné de se voir plus puissant qu'il ne croyoit. Sa grandeur venoit en partie du peu de concert qui régnoit entre les forces & les mesures de ses ennemis. L'Europe avoit bien senti le besoin d'un lien commun, mais n'en avoit pas trouvé le moyen. En traitant avec ce monarque, fier des succès & vain des éloges, on croyoit gagner beaucoup de ne pas tout perdre. Enfin les insultes de la

France, multipliées avec ses victoires ; la pente de ses intrigues à diviser tout, pour dominer seule ; le mépris pour la foi des traités ; son ton de hauteur & d'autorité acheverent de changer l'envie en haine, de répandre l'inquiétude. Les princes mêmes qui avoient vu sans ombrage ou favorisé l'accroissement de sa puissance, sentirent la nécessité de réparer cette erreur de politique, & comprirent qu'il falloit combiner & réunir entr'eux une masse de forces supérieures à la sienne, pour l'empêcher de tyranniser les nations.

Des ligues se formerent, mais longtemps sans effet. Un seul homme sut les conduire & les animer. Echauffé de cet esprit public, qui ne peut entrer que dans les ames grandes & vertueuses, ce fut un prince, mais né dans une république, qui se pénétra pour l'Europe entiere de l'amour de la liberté, si naturel aux esprits justes. Cet homme tourna son ambition vers l'objet le plus élevé, le plus digne du temps

où il vivoit. Jamais son intérêt ne put le détourner de l'intérêt public. Avec un courage qui étoit à lui, il sut braver les défaites qu'il prévoyoit, attendant moins de succès de ses talents militaires, qu'une heureuse issue de sa patience & de son activité politique. Telle étoit la situation des choses, lorsque la succession au trône d'Espagne mit l'Europe en feu.

Depuis l'empire des perses & celui des Romains, jamais une si riche proie n'avoit tenté l'ambition. Le prince qui auroit pu la joindre à sa couronne, seroit monté naturellement à cette monarchie universelle, dont le fantôme épouvantoit tous les esprits. Il falloit donc empêcher que ce trône n'échût à une puissance déjà formidable, & tenir la balance égale entre les maisons d'Autriche & de Bourbon, qui seules y pouvoient aspirer par le droit du sang.

Des hommes versés dans la connoissance des mœurs & des affaires de l'Es-

pagne, ont prétendu, si l'on en croit Bolingbroock, que sans les hostilités que l'Angleterre & la Hollande exciterent alors, on eût vu Philippes V aussi bon Espagnol que les Philippes ses prédécesseurs, & que le conseil de France n'auroit eu aucune influence sur l'administration d'Espagne ; mais que la guerre faite aux Espagnols pour leur donner un maître, les obligea de recourir aux flottes & aux armées d'une couronne qui seule pouvoit les aider à prendre un roi qui leur convînt. Cette idée profonde & juste a été confirmée par un demi-siecle d'expérience. Jamais le génie Espagnol n'a pu s'accommoder au goût François. L'Espagne, par le caractere de ses habitants, semble moins appartenir à l'Europe qu'à l'Afrique.

Cependant les événements répondirent au vœu général. Les armées & les conseils de la quadruple alliance, prirent un égal ascendant sur l'ennemi commun. Au lieu de ces campagnes lan-

guissantes & malheureuses qui avoient éprouvé, mais non rebuté le prince d'Orange, on vit toutes les opérations réussir aux confédérés. La France, à son tour, par-tout humiliée & défaite, touchoit à sa ruine, lorsque la mort de l'empereur la releva.

Alors on sentit que l'archiduc Charles venant à hériter de tous les états de la maison d'Autriche, s'il joignoit les Espagnes & les Indes à ce grand héritage, surmonté de la couronne impériale, auroit dans ses mains cette même puissance exorbitante que la guerre arrachoit à la maison de Bourbon. Les ennemis de la France s'obstinoient cependant à détrôner Philippe V, sans songer à celui qui rempliroit sa place; tandis que les vrais politiques, malgré leurs triomphes, se lassoient d'une guerre, dont les succès devenoient toujours des maux, quand ils cessoient d'être des remedes.

Cette diversité d'opinions brouilla les alliés; & cette dissention empêcha que

la paix d'Utrecht n'eût pour eux tous les fruits qu'ils devoient se promettre de leurs prospérités. Les meilleures barrieres dont on pouvoit couvrir les provinces des alliés, étoient de découvrir les frontieres de la France. Louis XIV avoit employé quarante ans à les fortifier, & ses voisins avoient vu tranquillement élever ces boulevards qui les menaçoient à jamais. Il falloit les démolir : car toute puissance forte qui se met en défense, projette d'attaquer. Philippe resta sur le trône d'Espagne ; & les bords du Rhin, la Flandre resterent fortifiés.

Depuis cette époque, aucune occasion ne s'est présentée pour parer l'imprudence commise à la paix d'Utrecht. La France a toujours conservé la supériorité dans le continent ; mais la fortune en a souvent diminué les influences. Les bassins de la balance politique ne seront jamais dans un parfait équilibre, ni assez justes pour déterminer les degrés de puissance, avec une exacte

précision. Peut-être même ce systême d'égalité n'est-il qu'une chimere. La balance ne peut s'établir que par des traités, & les traités n'ont aucune solidité, tant qu'ils ne sont faits qu'entre des souverains absolus, & non entre des nations. Ces actes doivent subsister entre des peuples, parce qu'ils ont pour objet la paix & la sûreté qui sont leurs plus grands biens : mais un despote sacrifie toujours ses sujets à son inquiétude & ses engagements à son ambition.

Mais ce n'est pas uniquement la guerre qui décide de la prépondérance des nations, comme on l'a cru jusqu'à nos jours : depuis un demi siecle le commerce y a beaucoup influé. Tandis que les puissances du continent mesuroient & partageoient l'Europe en portions inégales, que la politique, par ses ligues, ses traités & ses combinaisons, mettoit toujours en équilibre ; un peuple maritime formoit, pour ainsi dire, un nouveau systême, & soumettoit par son industrie la terre à la mer, comme

la nature l'y a soumise elle-même par ses loix. Elle créoit ou développoit ce vaste commerce qui a pour base une excellente agriculture, des manufactures florissantes, & les plus riches possessions des quatre parties du monde. C'est cette espece de monarchie universelle que l'Europe doit ôter à l'Angleterre, en redonnant à chaque état maritime la liberté, la puissance qu'il a droit d'avoir sur l'élément qui l'environne. C'est un systême de bien public, fondé sur l'équité naturelle. Ici la justice est l'expression de l'intérêt général. On ne sauroit trop avertir les peuples de reprendre toutes leurs forces, & d'employer les ressources que leur offrent le climat & le sol qu'ils habitent, pour acquérir l'indépendance nationale & individuelle où ils sont nés.

Si les lumieres étoient assez répandues en Europe, & que chaque nation connût ses droits & ses vrais biens, ni le continent, ni l'Océan ne se feroient mutuellement la loi : mais il s'établi-

roit une influence réciproque entre les peuples de la terre & de la mer, un équilibre d'induſtrie & de puiſſance, qui les feroit tous communiquer enſemble pour l'utilité générale. Chacun cultiveroit & recueilliroit ſur l'élément qui lui eſt propre. Les divers états auroient cette liberté d'exportation & d'importation qui doit régner entre les provinces du même empire.

Une grande erreur domine dans la politique moderne : c'eſt celle d'affoiblir, autant qu'on peut, ſes ennemis. Mais aucune nation ne peut travailler à la ruine des autres, ſans préparer & avancer ſon aſſerviſſement. Sans doute il eſt des moments où la fortune offre tout-à-coup un grand accroiſſement de puiſſance à un peuple ; mais une proſpérité ſubite eſt peu durable. Souvent il vaudroit mieux ſoutenir des rivaux, que de les opprimer. Sparte refuſa de rendre Athenes eſclave ; & Rome ſe repentit d'avoir détruit Carthage.

Cette élévation de ſentiments qui

convient encore plus à des nations qu'à des rois, épargneroit bien des crimes & des mensonges à la politique, des épines & des tortures d'esprit aux négociateurs. Aujourd'hui, la complication des affaires a rendu les négociations très-difficiles. La politique semblable à l'insecte insidieux qui fabrique ses filets dans l'obscurité, a tendu sa toile au milieu de l'Europe, & l'a comme attachée à toutes les cours. On ne peut toucher à un seul fil, sans les tirer tous. Le moindre souverain a quelque intérêt caché, dans les traités entre les grandes puissances. Deux petits princes d'Allemagne peuvent faire l'échange d'un fief ou d'un domaine, sans être croisés ou secondés par les cours de Vienne, de Versailles ou de Londres. Il faut négocier des années entieres dans tous les cabinets, pour un léger arrondissement de terrein. Le sang des peuples est la seule chose qu'on ne marchande pas. Une guerre est décidée en deux jours, une paix traîne des années

entieres. Cette lenteur dans les négociations, qui vient de la nature des affaires, tient encore au caractere des négociateurs.

La plupart sont des ignorants, qui traitent avec quelques hommes instruits. Il y a peut-être deux ou trois cabinets sages & judicieux en Europe. Tout le reste est livré à des intrigants, parvenus au maniement des affaires par les passions & les plaisirs honteux d'un maître & de ses maîtresses. Un homme arrive à l'administration, sans la connoître; prend le premier systême qu'on offre à son caprice; le suit sans l'entendre, avec d'autant plus d'entêtement qu'il y apporte moins de lumieres; renverse tout l'édifice de ses prédécesseurs, pour jeter les fondements du sien qui n'ira pas à hauteur d'appui. Le premier mot de Richelieu, ministre, fut: *le conseil a changé de maximes.* Ce mot qui se trouva bon une fois dans la bouche d'un seul homme, peut-être n'est-il pas un des successeurs de Riche-

lieu qui ne l'ait dit ou pensé. Tous les hommes publics ont la vanité, non-seulement de mesurer le faste de leur dépense, de leur ton & de leur air, à la hauteur de leur place ; mais aussi d'enfler l'opinion qu'ils ont de leur esprit, par l'influence de leur autorité.

Quand une nation est grande & puissante, que doivent être ceux qui la gouvernent ? La cour & le peuple le disent, mais en deux sens bien opposés. Les ministres ne voient dans leur place que l'étendue de leurs droits ; le peuple n'y voit que l'étendue de leurs devoirs. Le peuple a raison, parce qu'enfin les devoirs & les droits de chaque gouvernement devroient être réglés par les besoins & les volontés de chaque nation. Mais ce principe de droit naturel n'est point applicable à l'état social. Comme les sociétés, quelle que soit leur origine, sont gouvernées presque toutes par l'autorité d'un seul homme, les mesures de la politique sont subordonnées au caractere des princes.

Qu'un

Qu'un roi soit foible & changeant, son gouvernement variera comme ses ministres, & sa politique avec son gouvernement. Il aura tour-à-tour des ministres aveugles, éclairés, fermes, légers, fourbes ou sinceres, durs ou humains, enclins à la guerre ou à la paix; tels en un mot que la vicissitude des intrigues les lui donnera. Un tel gouvernement n'aura ni systême, ni suite dans sa politique. Avec un tel gouvernement, tous les autres ne pourront asseoir des vues & des mesures constantes. La politique alors ne peut qu'aller selon le vent du jour & du moment; c'est-à-dire, selon l'humeur du prince. On ne doit avoir que des intérêts momentanés & des liaisons subordonnées à l'instabilité du ministere, sous un regne foible & changeant.

Mais le sort des nations & l'intérêt politique sont bien différents dans les gouvernements républicains. Là, comme l'autorité réside dans la masse ou dans le corps du peuple, il y a des princi-

pes & des intérêts publics qui dominent dans les négociations. Il ne faut pas alors borner l'étendue d'un ſyſtême à la durée d'un miniſtere, ou à la vie d'un ſeul homme. L'eſprit général qui vit & ſe perpétue dans la nation, eſt la ſeule regle des négociations. Ce n'eſt pas qu'un citoyen puiſſant, un démagogue éloquent, ne puiſſe entraîner quelquefois un gouvernement populaire dans un écart politique : mais on en revient aiſément. Là, les fautes ſont des leçons, comme les ſuccès. Ce ſont de grands événements, & non des hommes, qui font époque dans l'hiſtoire des républiques. Il eſt inutile de vouloir ſurprendre un traité de paix ou d'alliance par la ruſe ou par l'intrigue, avec un peuple libre. Ses maximes le ramenent toujours à ſes intérêts permanents, & tous les engagements y cedent à la loi ſuprême. Là, c'eſt le ſalut du peuple qui fait tout, tandis qu'ailleurs c'eſt le bon plaiſir du maître.

Ce contraſte de maximes politiques a

rendu suspectes ou odieuses les constitutions populaires à tous les souverains absolus. Ils ont craint que l'esprit républicain n'arrivât jusqu'à leurs sujets, dont tous les jours ils appesantissent de plus en plus les fers. Aussi s'apperçoit-on d'une conspiration secrete entre toutes les monarchies, pour détruire & saper insensiblement les états libres. Mais la liberté naîtra du sein de l'oppression. Elle est dans tous les cœurs : elle passera, par les écrits publics, dans les ames éclairées ; & par la tyrannie, dans l'ame du peuple. Tous les hommes sentiront enfin, & le jour du réveil n'est pas loin, ils sentiront que la liberté est le premier don du ciel, comme le premier germe de la vertu. Les instruments du despotisme en deviendront les destructeurs ; & les ennemis de l'humanité, ceux qui semblent aujourd'hui n'être armés que pour la combattre, combattront pour sa défense.

CHAPITRE IV.

Guerre.

La guerre eſt, de tous les temps & de tous les pays, comme la ſociété; mais l'art militaire ne ſe trouve que dans certains ſiecles & chez quelques peuples. Les Grecs l'inſtituerent, & vainquirent toutes les forces de l'Aſie. Les Romains le perfectionnerent, & conquirent le monde. Ces deux nations, dignes de commander à toutes les autres, puiſqu'elles s'éleverent par le génie & la vertu, durent leur ſupériorité à l'infanterie, où l'homme ſeul eſt dans toute ſa force. Les phalanges & les légions menerent par-tout la victoire ſur leurs pas.

Lorſque la molleſſe, plutôt que l'induſtrie, eut fait prévaloir la cavalerie dans les armées, Rome perdit de ſa

gloire & de ses succès. Malgré la discipline de ses troupes, elle ne put résister à des nations barbares qui combattoient à pied.

Cependant ces hommes demi-sauvages, qui, avec les seules armes & les seules forces de la nature, avoient soumis l'empire le plus étendu & le plus policé de l'univers, ne tarderent pas à changer aussi leur infanterie en cavalerie. Celle-ci fut proprement appellée *la bataille*, ou l'armée. Toute la noblesse, qui possédoit seule les terres & les droits, ces apanages de la victoire, voulut monter à cheval; & la populace esclave fut laissée à pied, presque sans armes & sans honneur.

Dans un temps où le cheval faisoit la distinction du gentilhomme; où l'homme n'étoit rien, & le chevalier étoit tout; où les guerres n'étoient que des irruptions, & les campagnes qu'une journée; où l'avantage étoit dans la célérité des marches: alors la cavalerie décidoit du sort des armées.

Durant les treizieme & quatorzieme ſiecles, l'Europe n'avoit, pour ainſi dire, que de la cavalerie. L'adreſſe & la force des hommes ne ſe montroient plus à la lutte, au ceſte, dans l'exercice des bras & dans tous les muſcles du corps; mais, dans les tournois, à manier un cheval, à pouſſer une lance au galop. Ce genre de guerre, plus convenable à des Tartares errants qu'à des ſociétés fixes & ſédentaires, étoit un des vices du gouvernement féodal. Une race de conquérants, qui portoit partout ſes droits dans ſon épée; qui mettoit ſa gloire & ſon mérite dans ſes armes; qui n'avoit d'autre occupation que la chaſſe, ne pouvoit guere aller qu'à cheval, avec tout cet attirail d'orgueil & d'empire dont un eſprit groſſier devoit la ſurcharger. Mais des troupes d'une cavalerie peſamment armée, que pouvoient-elles pour attaquer & défendre des châteaux & des villes, où l'on étoit gardé par des murs & des eaux?

C'eſt cette imperfection de l'art militaire qui fit durer pendant des ſiecles une guerre ſans interruption, entre la France & l'Angleterre. C'eſt faute de combattants qu'on combattoit ſans ceſſe. Il falloit des mois pour aſſembler, pour armer, pour mener en campagne des troupes qui n'y devoient reſter que des ſemaines. Les rois ne pouvoient convoquer qu'un certain nombre de vaſſaux, & à des temps marqués. Les ſeigneurs n'avoient droit d'appeller à leur banniere que quelques tenanciers, à de certaines conditions. Les formes & les regles emportoient tout le temps à la guerre, comme elles conſument tout l'argent dans les tribunaux de juſtice. Enfin les François, las d'avoir éternellement à repouſſer les Anglois, ſemblables au cheval qui implore le ſecours de l'homme contre le cerf, ſe laiſſerent impoſer le joug & le fardeau qu'ils portent aujourd'hui. Les rois leverent, à leur ſolde, des troupes toujours ſubſiſtantes. Charles VII, après avoir

chassé les Anglois avec des mercenaires, quand il licencia son armée, conserva neuf mille hommes de cavalerie & seize mille hommes d'infanterie.

Ce fut là l'origine de l'abaissement de la noblesse & de l'accroissement de la monarchie, de la liberté politique de la nation au dehors; mais de sa servitude civile au dedans. Le peuple ne sortit de la tyrannie féodale, que pour tomber un jour sous le despotisme des rois: tant le genre humain semble né pour l'esclavage. Il fallut assigner des fonds à la solde d'une milice; & les impôts devinrent arbitraires, illimités, comme le nombre des soldats. Ceux-ci furent distribués dans les différentes places du royaume, sous prétexte de couvrir les frontieres contre l'ennemi; mais, au fond, pour contenir & opprimer les sujets. Les officiers, les commandants, les gouverneurs, furent des instruments toujours armés contre la nation même. Ils cesserent de se regarder, eux & leurs sol-

dats, comme des citoyens de l'état, dévoués uniquement à la défense des biens & des droits du peuple. Ils ne connurent plus dans le royaume que le roi, prêts à égorger, en son nom, leurs peres & leurs freres. Enfin, la milice nationale ne fut plus qu'une milice royale.

L'invention de la poudre, qui demanda de grandes dépenses & de grands préparatifs, des forges, des magasins, des arsenaux, mit plus que jamais les armes dans la dépendance des rois, & acheva de donner l'avantage à l'infanterie sur la cavalerie. Celle-ci prêtoit au feu de l'autre le flanc de l'homme & du cheval. Un cavalier démonté étoit un homme nul ou perdu ; un cheval sans guide portoit le trouble & le désordre dans tous les rangs. L'artillerie & la mousquéterie faisoient dans les escadrons un ravage plus difficile à réparer que dans les bataillons. Enfin, les hommes pouvoient s'acheter & se discipliner à

moins de frais que les chevaux : c'est ce qui fit que les rois eurent aisément des soldats.

C'est ainsi que l'innovation de Charles VII, funeste à ses sujets, du moins pour l'avenir, préjudicia, par son exemple, à la liberté de tous les peuples de l'Europe. Chaque nation eut besoin de se tenir en défense contre une nation toujours armée. La politique, s'il y en eût eu dans un temps où les arts, les lettres & le commerce n'avoient point encore ouvert la communication entre les peuples, la politique étoit que les princes eussent attaqué tous à la fois celui qui s'étoit mis dans un état de guerre continuel. Mais au lieu de l'obliger à poser les armes, ils les prirent eux-mêmes. Cette contagion gagna d'autant plus vîte, qu'elle paroissoit le seul remede au danger d'une invasion, le seul garant de la sécurité des nations.

Cependant on manquoit par-tout des connoissances nécessaires pour disci-

pliner une infanterie, dont l'importance commençoit à se faire sentir. La maniere de combattre que les Suisses avoient employée contre les Bourguignons, les avoit rendu aussi fameux que formidables. Avec de pesantes épées & de longues hallebardes, ils avoient toujours renversé les chevaux & les hommes de la milice féodale. Impénétrables eux-mêmes, marchant en colonnes épaisses, ils abattoient tout ce qui les attaquoit, tout ce qu'ils rencontroient. Chaque puissance voulut avoir de ces soldats : mais les Suisses sentant le besoin qu'on avoit de leurs bras, & se faisant acheter trop cher, il fallut se résoudre à s'en passer, & composer par-tout une infanterie nationale, pour ne pas dépendre de ces troupes auxiliaires.

Les Allemands furent les premiers à recevoir une discipline qui ne demandoit que la force du corps & la subordination des esprits. Sortis d'une terre féconde en hommes & en chevaux, ils

atteignirent presque à la réputation de l'infanterie Suisse, sans perdre l'avantage de leur cavalerie.

Les François, plus vifs, adopterent avec plus de peine & de lenteur un genre de milice qui contraignoit tous les mouvements, & qui sembloit exiger plus de patience que de fougue. Mais le goût de l'imitation & de la nouveauté prévalut chez une nation légere, sur cette vanité qui est amoureuse de ses usages.

Les Espagnols, malgré l'orgueil qu'on leur reproche, enchérirent sur les Suisses, en perfectionnant la discipline de ce peuple guerrier. Ils composerent une infanterie qui fut tour-à-tour la terreur & l'admiration de l'Europe.

A mesure que l'infanterie augmentoit, cessoient par-tout l'usage & le service de la milice féodale, & la guerre s'étendoit de plus en plus. La constitution nationale n'avoit guere permis durant des siecles aux différents peuples de franchir les barrieres de

leurs états pour aller s'égorger. La guerre ne se faisoit que sur les frontieres, entre des peuples limitrophes. Quand la France & l'Espagne eurent essayé leurs armes à l'extrêmité la plus reculée de l'Italie, il ne fut plus possible de convoquer le ban & l'arriere-ban des nations, parce que ce n'étoient pas réellement les peuples qui se faisoient la guerre, mais les rois avec leurs troupes, pour la gloire de leur personne ou de leur famille, sans aucun égard au bien de leurs sujets. Ce n'est pas que les princes ne tâchassent d'engager dans leurs querelles l'orgueil national des peuples, mais uniquement pour affoiblir ou pour soumettre cette indépendance, qui luttoit encore dans quelques corps contre l'autorité absolue où ils s'étoient élevés par degrés.

Toute l'Europe fut en combustion. On vit les Allemands en Italie, les Italiens en Allemagne ; les François dans l'une & l'autre de ces régions ; les Turcs devant Naples & devant Nice ;

les Espagnols tout à la fois en Afrique, en Hongrie, en Italie, en Allemagne, en France, & dans les Pays-Bas. Toutes ces nations, en aiguisant, en trempant leurs armes dans leur sang, se formerent dans la science de se battre & de se détruire, avec un ordre, une mesure infaillibles.

La religion mit aux prises les Allemands contre les Allemands, les François contre les François, mais sur-tout la Flandre avec l'Espagne. C'est dans les marais de la Hollande qu'échoua toute la fureur d'un roi bigot & despote, d'un prince superstitieux & sanguinaire, de deux Philippes & d'un duc d'Albe. C'est dans les Pays-Bas qu'on vit une république sortir des gibets de la tyrannie & des bûchers de l'inquisition. Après que la liberté eut rompu ses chaînes, qu'elle eut trouvé son asyle dans l'Océan, elle éleva ses remparts sur le continent. Les Hollandois imaginerent les premiers l'art de fortifier les places; tant le génie & la

création appartiennent au ames libres. Leur exemple fut imité par-tout. Les grands états n'avoient besoin que de fortifier leurs frontieres. L'Allemagne & l'Italie, partagées entre plusieurs princes, furent hérissées d'un bout à l'autre de fortes citadelles. On n'y voyage point sans trouver chaque soir des portes fermées & des ponts-levis à l'entrée des villes.

Tandis que la Hollande avoit perfectionné l'art de bâtir, d'attaquer & de défendre des places, la Suede formoit, pour ainsi dire, la science militaire des campagnes. Gustave-Adolphe posséda supérieurement l'art de la guerre, que les autres nations ont possédé par intervalle, mais que les Allemands ont toujours conservé comme un apanage de leur climat. Ailleurs il reste encore des soldats; mais l'Allemagne seule a des généraux.

Louis XIV avança singuliérement cet art, qui s'exerçoit depuis cent ans. L'esprit humain doit à ce monarque

l'usage des habits uniformes, de porter la baïonnette au bout du fusil, de servir l'artillerie avec avantage, de donner enfin au fer & au feu l'action la plus meurtriere.

Le roi de Prusse a créé seul un nouvel art de discipliner les armées, de commander des batailles, & de les gagner lui-même. Ce prince, qu'une autre nation auroit encore mieux servi, & sans doute mieux loué qu'il n'a pu l'être de la sienne ; ce roi, qui, depuis Alexandre, n'a point eu son égal dans l'histoire pour l'étendue & la variété des talents ; lui qui, sans avoir été formé par des Grecs, a su former des Lacédémoniens ; enfin, ce roi qui mérita, plus que tout autre, d'attacher son nom à son siecle, comme un titre de grandeur & de rivalité avec les plus beaux siecles : le roi de Prusse a changé les principes de la guerre, en donnant, en quelque sorte, l'avantage aux jambes sur les bras ; c'est-à-dire, que par la rapidité de ses évolutions & la célé-

rité de ses marches, il a toujours surpassé ses ennemis, lors même qu'il ne les a pas vaincus. Toutes les nations de l'Europe ont été forcées de prendre ses leçons, pour ne pas subir son joug. Il aura la gloire, puisque c'en est une, d'avoir élevé la guerre à un degré de perfection, dont elle ne peut heureusement que descendre.

Ce n'est pas à lui, c'est à Louis XIV, qu'il faut attribuer cette excessive multiplication de troupes, qui nous offrent le spectacle de la guerre jusque dans le sein de la paix. A l'exemple de ce monarque, qui tint toujours sur pied de nombreuses levées, tous les princes de l'Europe, grands ou petits, ont eu des corps de troupes, souvent plus onéreux aux sujets par les frais de leur solde, qu'utiles pour la défense de l'état. Quelques-uns des plus habiles ont mis ces troupes à la solde des grandes puissances; &, par un double avantage, ils ont su tirer beaucoup d'argent pour un sang qui étoit toujours vendu sans jamais être versé.

On parle des siecles de barbarie du gouvernement féodal ; & cependant la guerre étoit alors un état violent, un temps d'orage : aujourd'hui c'est presque un état naturel. La plupart des gouvernements sont ou deviennent militaires. La perfection même de la discipline en est une preuve. La sûreté dans les campagnes, la tranquillité dans les villes, soit que les troupes y passent ou qu'elles y séjournent ; la police qui regne autour des camps & dans les places de garnison, annoncent bien que les armes ont un frein, mais que tout est soumis au pouvoir des armes.

Si l'on réprime la licence & le brigandage du soldat, les peuples paient cher cette sécurité, par la levée des taxes & des milices. Ce n'est pas uniquement par les batailles que les guerres sont funestes. Un million d'hommes tués ou perdus est peu de chose, auprès de cent millions d'ames que peut contenir l'Europe. Mais ce million est la fleur de la population, l'élite de la jeunesse,

l'ame de la reproduction, le nerf de l'industrie & du travail. Mais pour entretenir & recruter ce million de soldats, il faut surcharger toutes les classes de la société, qui, refoulant les unes sur les autres, écrasent la derniere, la plus nécessaire, celle des cultivateurs. L'accroissement des impôts & la difficulté des recouvrements font mourir de faim & de misere ces mêmes familles, qui sont les meres & les nourrices des atteliers & des armées.

Second inconvénient : augmentation de soldats, diminution de courage. Peu d'hommes naissent propres à la guerre. Si l'on en excepte Lacédémone & Rome, où des citoyens, des femmes libres enfantoient des soldats ; où les enfants s'endormoient & s'éveilloient au bruit des fanfares & des chansons guerrieres ; où l'éducation dénaturoit les hommes, faisoit d'eux des êtres d'une nouvelle espece : tous les peuples n'ont jamais eu qu'un petit nombre de braves. Aussi, moins on en leve,

plus ils valent. Autrefois chez nos pères, moins policés & plus forts que nous, les armées étoient beaucoup moins nombreuses que les nôtres, & les guerres plus décisives. Il falloit être noble ou riche pour faire le service militaire. C'étoit un droit, un honneur que de prendre les armes. On ne voyoit sous les drapeaux que des volontaires. Les engagements finissoient avec la campagne. Un homme qui n'auroit pas aimé la guerre, pouvoit s'en retirer. D'ailleurs, il y avoit plus de cette chaleur de sang & de cette fierté de sentiments qui fait le vrai courage. Aujourd'hui, quelle gloire de servir des despotes qui mesurent les hommes à la toise, les prisent par leur paie, les enrôlent par force ou par subtilité, les retiennent, les congédient comme ils les ont pris, sans leur consentement! Quel honneur d'aspirer au commandement des armées sous la maligne influence des cours, où l'on donne & l'on ôte tout pour rien; où l'on éleve &

l'on dégrade par caprice des hommes sans mérite & sans crimes ! Aussi, hormis les empires naissants & les moments de crise, plus il y a de soldats dans un état, plus la nation s'affoiblit ; & plus un état s'affoiblit, plus on multiplie les soldats.

Troisieme inconvénient : la multiplication de la milice achemine au despotisme. Les troupes nombreuses, les places fortes, les magasins & les arsenaux peuvent empêcher les invasions ; mais en préservant un peuple des irruptions d'un conquérant, ils ne le sauvent pas des attentats d'un despote. Tant de soldats ne font que tenir à la chaîne des esclaves tout faits. L'homme le plus foible est alors le plus fort. Comme il peut tout, il veut tout. Par les seules armes il brave l'opinion & force les volontés. Avec des soldats, il leve des impôts ; avec des impôts, il leve des soldats. Il croit exercer & manifester sa puissance en détruisant ce qu'il a créé ; mais il travaille dans le néant &

pour le néant. Il refond perpétuellement ſa milice, ſans jamais retrouver une force nationale. C'eſt en vain qu'il arme des bras toujours levés ſur la tête du peuple ; ſi ſes ſujets tremblent devant ſes troupes, ſes troupes fuiront devant l'ennemi ; mais alors la perte d'une bataille eſt celle d'un royaume. Tous les cœurs aliénés volent d'eux-mêmes ſous un joug étranger, parce qu'avec un conquérant, il reſte de l'eſpérance, & qu'avec un deſpote, on ne ſent que la crainte. Quand les progrès du gouvernement militaire ont amené le deſpotiſme, alors il n'y a plus de nation. Les troupes ſont bientôt inſolentes & déteſtées ; les familles ſe deſſechent & dépériſſent dans la ſtérilité de la miſere & du libertinage. L'eſprit de déſunion & de haine gagne entre tous les états, alternativement corrompus & flétris. Les corps ſe trahiſſent, ſe vendent, ſe dépouillent, & ſe livrent tour-à-tour les uns les autres aux verges du deſpote. Il les crible tous ; il les vanne,

il les pressure dans sa main, les dévore & les anéantit. Telle est la fin de cet art de la guerre, qui mene au gouvernement militaire. Voyons quelle est l'influence de la marine.

CHAPITRE V.

MARINE.

LES anciens nous ont transmis presque tous les arts, qui sont ressuscités avec les lettres ; mais nous l'emportons sur eux dans la marine militaire. Tyr & Sydon, Carthage & Rome n'ont presque vu que la Méditerranée ; & pour courir cette mer, il ne falloit que des radeaux, des galeres & des rameurs. Les combats alors pouvoient être sanglants ; mais l'art de la construction & de l'armement des flottes ne devoit pas être savant. Pour traverser de l'Europe en Afrique, il ne falloit, pour ainsi dire,

que des bateaux plats, qui débarquoient des Carthaginois ou des Romains ; car ce furent presque les seuls peuples qui rougirent la mer de leur sang. Les Athéniens & les républiques de l'Asie firent heureusement plus de commerce que de carnage.

Après que ces nations fameuses eurent laissé la terre & la mer à des brigands & à des pirates, la marine resta durant douze siecles dans le néant où étoient tombés tous les autres arts. Ces essaims de barbares, qui dévorerent le cadavre & le squelette de Rome, vinrent de la mer Baltique, sur des radeaux ou des pirogues, ravager & piller nos côtes de l'Océan, mais sans s'écarter du continent. Ce n'étoient point des voyages, mais des descentes qui se renouvelloient chaque jour. Les Danois & les Normands n'étoient point armés en course, & ne savoient guere se battre que sur terre.

Enfin, le hasard ou la Chine donna la boussole à l'Europe, & la boussole lui donna

donna l'Amérique. L'aiguille aimantée, montrant aux navigateurs de combien ils s'approchoient ou s'éloignoient du nord, les enhardit à tenter les plus longues courses, à perdre la terre de vue durant des mois entiers. La géométrie & l'astronomie apprirent à mesurer la marche des astres, à fixer par eux les longitudes, & à estimer à peu près de combien on avançoit à l'est ou à l'ouest. Dès-lors on devoit savoir à quelle hauteur, à quelle distance on se trouvoit de toutes les côtes de la terre. Quoique la connoissance des longitudes soit beaucoup plus inexacte que celle des latitudes, l'une & l'autre eurent bientôt assez hâté les progrès de la navigation pour faire éclorre l'art de la guerre navale. Cependant elle débuta par des galeres qui étoient en possession de la Méditerranée. La plus fameuse bataille de la marine moderne fut celle de Lepante, qui fut livrée, il y a deux cents ans, entre deux cents cinquante galeres des chrétiens, & deux cents soixante

des Turcs. L'Italie, qui a tout trouvé & n'a rien gardé, l'Italie ſeule avoit conſtruit ce prodigieux armement ; mais alors elle avoit le double du commerce, des richeſſes, de la population, qui lui reſtent aujourd'hui : d'ailleurs, ces galeres n'étoient ni ſi longues, ni ſi larges que celles de nos jours, comme l'atteſtent encore d'anciennes carcaſſes qui ſe conſervent dans l'arſenal de Veniſe. La chiourme conſiſtoit en cent cinquante rameurs, & les troupes n'étoient que de quatre-vingts hommes par bâtiment. Aujourd'hui Veniſe a de plus belles galeres, & moins de puiſſance ſur cette mer qu'elle épouſe, & que d'autres ſillonnent & labourent.

Mais les galeres étoient bonnes pour des forçats ; il falloit de plus forts vaiſſeaux pour des ſoldats. L'art de la conſtruction s'accrut avec celui de la navigation. Philippe II, roi de toutes les Eſpagnes & des deux Indes, employa tous les chantiers d'Eſpagne & de Portugal, de Naples & de Sicile, qu'il poſ-

sédoit alors, à construire des navires d'une grandeur, d'une force extraordinaires, & sa flotte prit le nom de l'*invincible armada.* Elle étoit composée de cent trente vaisseaux, dont près de cent étoient les plus gros qu'on eût encore vus sur l'Océan. Vingt caravelles, ou petits bâtiments, suivoient cette flotte, voguoient & combattoient sous ses ailes. L'enflure Espagnole du seizieme siecle s'est prodigieusement appesantie sur une description exagérée & pompeuse de cet armement si formidable. Mais ce qui répandit la terreur & l'admiration il y a deux siecles, serviroit de risée aujourd'hui. Les plus grands de ces vaisseaux ne seroient que du troisieme rang dans nos escadres. Ils étoient si pesamment armés & si mal gouvernés, qu'ils ne pouvoient presque se remuer, ni prendre le vent, ni venir à l'abordage, ni obéir à la manœuvre dans des temps orageux. Les matelots étoient aussi lourds que les vaisseaux étoient massifs, les pilotes presqu'aussi ignorants que les matelots.

Les Anglois, qui connoissoient déjà toute la foiblesse & le peu d'habileté de leurs ennemis sur la mer, se reposerent du soin de leur défaite sur leur inexpérience. Contents d'éviter l'abordage de ces pesantes machines, ils en brûlerent une partie. Quelques-uns de ces énormes galions furent pris, d'autres désemparés. Une tempête survint : la plupart avoient perdu leurs ancres ; ils furent abandonnés par l'équipage à la fureur des vagues, & jetés, les uns sur les côtes occidentales de l'Ecosse, les autres sur les côtes d'Irlande. A peine la moitié de cette invincible flotte put retourner en Espagne, où son délabrement, joint à l'effroi des matelots, répandit une consternation dont la nation ne se releva plus : abattue à jamais par la perte d'un armement qui lui avoit coûté trois ans de préparatifs, où ses forces & ses revenus s'étoient comme épuisés.

La chûte de la marine Espagnole fit passer le sceptre de la mer aux mains des Hollandois. L'orgueil de leurs an-

ciens tyrans ne pouvoit être mieux puni que par la prospérité d'un peuple forcé, par l'oppression, à briser le joug des rois. Lorsque cette république levoit la tête hors de ses marais, le reste de l'Europe étoit plongé dans les guerres civiles par le fanatisme. Dans tous les états, la persécution lui préparoit des citoyens. L'inquisition que la maison d'Autriche vouloit étendre dans les pays de sa domination; les bûchers que Henri II allumoit en France; les émissaires de Rome que Marie appuyoit en Angleterre, tout concourut à donner à la Hollande un peuple immense de réfugiés. Elle n'avoit ni terres, ni moissons pour les nourrir; il leur fallut chercher une subsistance par mer dans le monde entier. Lisbonne, Cadix & Anvers faisoient presque tout le commerce de l'Europe sous un même souverain, que sa puissance & son ambition rendoient l'objet de la haine & de l'envie. Les nouveaux républicains, échappés à sa tyrannie, excités par le ressenti-

ment & le besoin, se firent corsaires, & se formerent une marine aux dépens des Espagnols & des Portugais, qu'ils détestoient. La France & l'Angleterre, qui ne voyoient que l'humiliation de la maison d'Autriche dans les progrès de la république naissante, l'aiderent à garder des conquêtes & des dépouilles, dont elles ne connoissoient pas encore tout le prix. Ainsi les Hollandois s'assurerent des établissements par-tout où ils voulurent porter leurs armes; s'affermirent dans leurs acquisitions avant qu'on pût en être jaloux, & se rendirent insensiblement les maîtres de tout le commerce par leur industrie, & de toutes les mers, par la force de leurs escadres.

Les troubles domestiques de l'Angleterre favoriserent quelque temps cette prospérité, sourdement acquise dans des pays éloignés. Mais enfin Cromwel éveilla dans sa patrie la jalousie du commerce. Elle étoit naturelle à un peuple insulaire. Partager avec lui

l'empire de la mer, c'étoit le lui céder. Les Hollandois résolurent de le garder. Au lieu de s'allier avec l'Angleterre, ils s'exposerent courageusement à la guerre. Ils combattirent long-temps avec des forces inégales ; & cette opiniâtreté contre les revers leur conserva, du moins, une honorable rivalité. La supériorité dans la construction, dans la forme des vaisseaux, donna souvent la victoire à leurs ennemis ; mais les vaincus ne firent point de pertes décisives.

Cependant ces longs & terribles combats avoient épuisé, du moins ralenti la vigueur des deux nations, lorsque Louis XIV, voulant profiter de leur affoiblissement réciproque, aspira à l'empire des mers. En prenant les rênes de son royaume, ce prince n'avoit trouvé dans ses ports que huit ou neuf vaisseaux demi-pourris, encore n'étoient-ils ni du premier, ni du second rang. Richelieu avoit su jeter une digue devant la Rochelle, mais non créer une marine, dont Henri IV & son ami Sully

devoient pourtant avoir conçu le projet; mais tout ne pouvoit naître à la fois que dans le beau siecle de la nation Françoise. Louis, qui saisissoit du moins toutes les idées de grandeur qu'il n'enfantoit pas, établit un conseil de construction dans chacun des cinq ports qu'il ouvrit à la marine royale ou militaire. Il créa des chantiers & des arsenaux : en moins de vingt ans la France eut cent vaisseaux de ligne.

Ses forces s'essayerent d'abord contre les barbaresques, qui furent châtiés. Ensuite elles firent baisser le pavillon à l'Espagne. De-là, se mesurant avec les flottes, tantôt séparées, tantôt combinées, de l'Angleterre & de la Hollande, presque toujours elles emporterent l'honneur & l'avantage du combat. La premiere défaite mémorable qu'essuya la marine Françoise en 1692, lorsqu'avec quarante vaisseaux elle attaqua vis-à-vis de la Hogue quatre-vingt-dix vaisseaux Anglois & Hollandois, pour donner à l'Angleterre un roi qu'elle ne vouloit

pas, & qui ne souhaitoit pas trop de l'être. Le parti le plus nombreux eut la victoire. Jacques II sentit un plaisir involontaire, en voyant triompher le peuple qui le repoussoit; comme si dans ce moment l'amour aveugle de la patrie l'eût emporté contre lui dans son cœur, sur l'ambition du trône. Depuis cette journée, la France vit décliner ses forces navales, qui ne se sont pas rétablies.

L'Angleterre prit dès-lors une supériorité qui l'a portée au comble de la prospérité. Une nation, qui se voit aujourd'hui la premiere sur toutes les mers, s'imagine aisément qu'elle y a eu toujours de l'empire. Tantôt elle fait remonter sa puissance maritime jusqu'au temps de César; tantôt elle veut avoir régné sur l'Océan, du moins au neuvieme siecle. Peut-être un jour, les Corses qui ne sont rien, quand ils seront devenus un peuple maritime, écriront & liront dans leurs fastes, qu'ils ont toujours dominé sur la Méditerranée. Telle est la

vanité de l'homme ; il a besoin d'agrandir son néant dans le passé comme dans l'avenir. La vérité seule, qui vit avant & après les nations, dit qu'il n'y a point eu de marine en Europe depuis l'ere chrétienne jusqu'au seizieme siecle. Les Anglois eux-mêmes n'en avoient pas besoin, tant qu'ils furent les maîtres de la Normandie & des côtes de la France.

Lorsque Henri VIII voulut équiper une flotte, il fut obligé de louer des vaisseaux de Hambourg, de Lubeck, de Dantzick, mais sur-tout de Gênes & de Venise, qui savoient seules construire & conduire une marine ; qui fournissoient les navigateurs & les amiraux ; qui donnoient à l'Europe un Colomb ; un Améric, un Cabot, un Verezani, ces hommes divins, par qui le monde est devenu si grand. Elizabeth eut besoin d'une force navale contre l'Espagne. Elle permit à des citoyens d'armer des vaisseaux, pour courir sur les ennemis de l'état. Cette permission for-

ma des soldats matelots. La reine alla voir un vaisseau qui avoit fait le tour du monde ; elle y embrassa Drake, en le créant chevalier. Elle laissa quarante-deux vaisseaux de guerre à ses successeurs. Jacques I & Charles I ajouterent quelques navires aux forces navales qu'ils avoient reçues avec le trône ; mais les commandants de cette marine étoient pris dans la noblesse, qui, contente des honneurs, laissoit les travaux à des pilotes. L'art ne faisoit point de progrès.

Le parti qui détrôna les Stuarts, avoit peu de nobles. Les vaisseaux de ligne furent donnés à des capitaines d'une naissance commune, mais d'une habileté rare dans la navigation. Ils perfectionnerent, ils illustrerent la marine Angloise.

Charles II, en remontant sur le trône, la trouva forte de cinquante-six vaisseaux. Elle s'augmenta sous son regne, jusqu'au nombre de quatre-vingt-trois bâtiments, dont cinquante-huit étoient

de ligne. Cependant elle déclina vers les derniers jours de ce prince. Mais Jacques II, son frere, le rétablit dans son premier éclat, l'éleva même à plus de splendeur. Grand amiral avant d'être roi, il avoit inventé l'art de commander la manœuvre sur les flottes, par les signaux des pavillons. Heureux, s'il avoit mieux entendu l'art de gouverner un peuple libre! quand le prince d'Orange, son gendre, prit sa couronne, la marine Angloise étoit composée de cent soixante-trois vaisseaux de toute grandeur, armés de sept mille canons, & montés par quarante-deux mille hommes d'équipage. Cette force doubla pendant la guerre pour la succession d'Espagne. Elle a fait depuis des progrès tels, que l'Angleterre se croit en état de balancer seule, par ses forces navales, toute la marine de l'univers. Cette puissance est sur mer, ce qu'étoit Rome sur la terre, quand elle tomba de sa grandeur.

La nation Angloise regarde sa marine

comme le rempart de sa sûreté, comme la source de ses richesses. C'est dans la paix, comme dans la guerre, le pivot de ses espérances. Aussi leve-t-elle, & plus volontiers, & plus promptement, une flotte qu'un bataillon. Elle n'épargne aucun moyen de dépense, aucune ressource de politique pour avoir des hommes de mer.

Elle y emploie d'abord l'attrait des récompenses. Le parlement, en 1744, déclara que toutes les prises que feroit un vaisseau de guerre, appartiendroient aux officiers & à l'équipage du navire vainqueur. Il accorda de plus cinq livres sterlings de gratification à chaque Anglois qui, dans le combat, se seroit élancé sur le navire ennemi, pris ou coulé à fond. A l'appât du gain, le gouvernement ajoute les voies de la force, si la nécessité l'exige. Dans les temps de guerre, on enleve les matelots de la marine marchande.

Rien n'est plus contraire en apparence à la liberté nationale, que ces coups

d'autorité qui frappent à la fois sur les hommes & sur le commerce. Cependant quand ces actes de violence n'ont lieu qu'en conséquence des besoins de la république, on ne peut les regarder comme des attentats contre la liberté ; parce qu'ils ont pour objet la sûreté publique, l'intérêt particulier de ceux mêmes qui paroissent en être les victimes ; & que l'état de société exige que chaque volonté particuliere soit soumise à la volonté générale. D'ailleurs, les mariniers reçoivent du gouvernement la même paie qu'ils obtiendroient du négociant ; ce qui acheve de justifier cette voie de contrainte, voie qui est toujours la plus utile à l'état. Le matelot n'est à la charge du public, que lorsqu'il le sert. Les expéditions en sont plus secretes & plus promptes : les équipages ne sont jamais oisifs. Enfin, fût-ce un inconvénient, est-il pire que la servitude perpétuelle où les classes tiennent les matelots de toute l'Europe ?

La marine est un nouveau genre de

puiſſance qui doit changer la face du monde. Elle a fait tomber l'ancien ſyſtême d'équilibre. L'Allemagne, qui tenoit la balance entre les maiſons d'Autriche & de Bourbon, l'a cédée à l'Angleterre. C'eſt cette iſle qui diſpoſe aujourd'hui du continent. Comme elle eſt voiſine, par ſes vaiſſeaux, de tous les pays qui tiennent à la mer, elle peut faire du bien & du mal à plus d'états. Elle a donc plus d'alliés, plus de conſidération & d'influence. C'eſt elle qui domine en Amérique, parce qu'elle y poſſede des hommes & des arts, au lieu d'or & de matieres de luxe. Elle ſeule eſt le lévier du monde. Voyez comme elle prépare les révolutions, comme elle promene ſur ſes flottes le deſtin des nations. On l'accuſe de vouloir être ſeule maîtreſſe de la mer & du commerce. Cet empire, dont elle pourroit s'emparer pour un moment peut-être, entraîneroit ſa perte. La monarchie univerſelle des mers n'eſt pas un projet moins vain que celle de la terre.

La France crie & répete qu'il faut établir un équilibre de puissance sur mer: mais on la soupçonne de n'y vouloir point de maîtres, pour n'avoir plus de rivaux sur le continent; du moins elle n'a persuadé jusqu'à présent que l'Espagne. C'est un bonheur pour l'Europe que les forces de la mer fassent une diversion à celles de la terre. Une puissance, qui a des côtes à garder, ne peut aisément franchir les barrieres de ses voisins. Il lui faut des préparatifs immenses, des troupes innombrables, des arsenaux de toute espece, une double provision de moyens & de ressources pour exécuter des projets de conquête. Depuis que l'Europe navigue, elle jouit d'une plus grande sécurité au dedans, d'une influence prépondérante au dehors. Ses guerres ne sont peut-être, ni moins fréquentes, ni moins sanglantes; mais elle en est moins ravagée, moins affoiblie. Les opérations y sont conduites avec plus de concert, de combinaison, & moins de ces grands effets qui déran-

gent tous les systêmes. Il y a plus d'efforts, & moins de secousses. Toutes les passions des hommes y sont entraînées vers un certain bien général, un grand but politique, un heureux emploi de toutes les facultés physiques & morales. Quel est-il ? Le commerce.

CHAPITRE VI.

COMMERCE.

SI la navigation est née de la pêche, comme la guerre de la chasse ; la marine est sortie du commerce. On a d'abord voyagé sur mer, pour posséder ; on a conquis un monde, pour enrichir l'autre. Cet objet de conquête a fondé le commerce ; & pour soutenir le commerce, il a fallu des forces navales, qui sont elles-mêmes le produit de la navigation marchande. Les Phéniciens, situés sur les bords de la mer aux confins

de l'Asie & de l'Afrique, pour recevoir & répandre toutes les richesses de l'ancien monde; les Phéniciens ne fonderent des colonies, ne bâtirent des villes que pour le commerce. A Tyr, ils étoient les maîtres de la Méditerranée; à Carthage, ils jeterent les fondements d'une république qui commerça par l'Océan sur les meilleures côtes de l'Europe.

Les Grecs succéderent aux Phéniciens; les Romains aux Carthaginois & aux Grecs : ils furent les maîtres de la mer comme de la terre; mais ils ne firent d'autre commerce que celui d'apporter pour eux, en Italie, toutes les richesses de l'Afrique, de l'Asie & du monde conquis. Quand Rome eut tout envahi, tout perdu, le commerce retourna, pour ainsi dire, à sa source vers l'orient. C'est là qu'il se fixa, tandis que les Barbares inondoient l'Europe. L'empire fut divisé : les armes & la guerre resterent dans l'occident; mais l'Italie conserva du moins une communication avec le

levant, où couloient toujours les tréſors de l'Inde.

Les croiſades épuiſerent en Aſie toutes les fureurs de zele & d'ambition, de guerre & de fanatiſme qui circuloient dans les veines des Européens : mais elles rapporterent en Europe le goût du luxe Aſiatique ; & elles racheterent, par un germe de commerce & d'induſtrie, le ſang & la population qu'elles avoient coûtés. Trois ſiecles de guerre & de voyages en orient donnerent, à l'inquiétude de l'Europe, un aliment dont elle avoit beſoin pour ne pas périr d'une ſorte de conſomption interne : ils préparerent cette efferveſcence de génie & d'activité qui, depuis, s'exhala & ſe déploya dans la conquête & le commerce des Indes orientales & de l'Amérique.

Les Portugais tenterent de doubler l'Afrique, mais pas à pas. Ils s'emparerent ſucceſſivement de toutes les pointes, de tous les ports qui devoient les conduire au cap de Bonne-Eſpérance. Ils employerent quatre-vingts ans à ſe

rendre maîtres de toute la côte occidentale, où finit ce grand cap. En 1497, Vaſco de Gama franchit cette barriere ; & remontant la côte occidentale de l'Afrique, il alla, par un trajet de douze cents lieues, aboutir à la côte de Malabar, où devoient fondre les tréſors des plus riches pays de l'Aſie. Ce fut là le théatre des conquêtes des Portugais.

Tandis que cette nation avoit les marchandiſes, l'Eſpagne s'emparoit de ce qui les achete, des mines d'or & d'argent. Ces métaux devinrent non-ſeulement un véhicule, mais encore une matiere de commerce. Ils attirerent d'abord tout le reſte, & comme ſigne, & comme marchandiſe. Toutes les nations en avoient beſoin pour faciliter l'échange de leurs denrées, pour s'approprier les jouiſſances qui leur manquoient. L'épanchement du luxe & de l'argent du midi de l'Europe changea la face & la direction du commerce, en même temps qu'il en étendit les limites.

Cependant les deux nations conquérantes des deux Indes négligerent les arts & la culture. Penſant que l'or devoit tout leur donner, ſans ſonger au travail qui ſeul attire l'or, elles apprirent un peu tard, mais à leurs dépens, que l'induſtrie qu'elles perdoient, valoit mieux que les richeſſes qu'elles acquéroient; & ce fut la Hollande qui leur fit cette dure leçon.

Les Eſpagnols devinrent ou reſterent pauvres avec tout l'or du monde; les Hollandois furent bientôt riches, ſans terres & ſans mines. C'eſt une nation au ſervice de toutes les autres, mais qui s'eſt louée à très-haut prix. Dès qu'elle ſe fut réfugiée au ſein de la mer, avec l'induſtrie & la liberté, qui ſont ſes dieux tutélaires, elle s'apperçut qu'elle n'avoit pas même aſſez de terre pour nourrir le ſixieme de ſa population. Alors elle jeta les yeux ſur la face du globe, ſe dit à elle-même: « mon do-
» maine eſt le monde entier; j'en joui-
» rai par ma navigation & mon com-

» merce. Toutes les terres fourniront à » ma subsistance ; tous les peuples à mon » aisance. » Entre le nord & le midi de l'Europe, elle prit la place de la Flandre dont elle s'étoit détachée, pour n'appartenir qu'à elle-même. Bruges & Anvers avoient attiré l'Italie & l'Allemagne dans leurs ports ; la Hollande devint à son tour l'entrepôt de toutes les puissances, riches ou pauvres, mais commerçantes. Non-contente d'appeller les autres nations, elle alla chez elles acheter de l'une ce qui manquoit à l'autre ; apporter au nord les subsistances du midi ; vendre aux Espagnols des navires pour des cargaisons ; échanger sur la Baltique, du vin pour du bois. Elle imita les intendants & les fermiers des grandes maisons, qui, par le gain & les profits qu'ils y font, se mettent en état de les acheter tôt ou tard. C'est, pour ainsi dire, aux fraix de l'Espagne & du Portugal, que la Hollande vint à bout d'enlever à ces puissances une partie de leurs conquêtes dans les deux In-

des, & presque tout le profit de leurs colonies. Elle sut endormir la paresse de ces conquérants superbes, & par son activité, sa vigilance, surprendre la clef de leurs trésors dont elle ne leur laissoit que la cassette, qu'elle avoit soin de vuider à mesure qu'ils la remplissoient. C'est ainsi qu'un peuple roturier ruina des peuples gentilshommes, mais au jeu le plus honnête & le plus légitime qui soit dans les combinaisons de la fortune.

Tout favorisa la naissance & les progrès du commerce de la république : sa position sur les bords de la mer, à l'embouchure de plusieurs grandes rivieres : sa proximité des terres les plus abondantes ou les mieux cultivées de l'Europe : ses liaisons naturelles avec l'Angleterre & l'Allemagne, qui la défendoient contre la France : le peu d'étendue & de fertilité de son terrein qui forçoit ses habitants à devenir pêcheurs, navigateurs, courtiers, banquiers, voituriers, commissionnaires ; à vivre, en

un mot, d'industrie au défaut de domaine. Les causes morales se joignirent à celles du climat & du sol, pour établir & hâter sa prospérité. La liberté de son gouvernement, qui ouvrit un asyle à tous les étrangers mécontents du leur; la liberté de sa religion, qui laissoit à toutes les autres un exercice public & tranquille, c'est-à-dire, l'accord du cri de la nature avec celui de la conscience, des intérêts avec les devoirs; en un mot, la tolérance, cette religion universelle de toutes les ames justes & éclairées, amies du ciel & de la terre, de Dieu comme leur pere, des hommes comme leurs freres. Enfin la république commerçante sut tourner à son profit tous les événements, & faire concourir à son bonheur les calamités & les vices des autres nations; les guerres civiles que le fanatisme allumoit chez un peuple ardent, que le patriotisme excitoit chez un peuple libre; l'ignorance & l'indolence que le bigotisme nourrissoit chez deux peuples soumis à l'empire de l'imagination.

Cette industrie de la Hollande, où se mêla beaucoup de cette finesse politique qui seme la jalousie & les différends entre les nations, ouvrit enfin les yeux à d'autres puissances. L'Angleterre fut la premiere à s'appercevoir qu'on n'avoit pas besoin de l'entremise des Hollandois pour trafiquer. Cette nation, chez qui les attentats du despotisme avoient enfanté la liberté, parce qu'ils précéderent la corruption & la mollesse, voulut acheter les richesses par le travail qui en est le contre-poison. Ce fut elle qui la premiere envisagea le commerce, comme la science & le soutien d'un peuple éclairé, puissant & même vertueux. Elle y vit moins une acquisition de jouissances, qu'une augmentation d'industrie; plus d'encouragement & d'activité pour la population, que de luxe & de magnificence pour la représentation. Appellée à commercer par sa situation, ce fut là l'esprit de son gouvernement & le lévier de son ambition. Tous ses ressorts tendirent à ce grand objet. Mais

dans les autres monarchies, c'est le peuple qui fait le commerce ; dans cette heureuse constitution, c'est l'état ou la nation entiere : toujours sans doute avec le plaisir de dominer qui renferme celui d'asservir, mais du moins avec des moyens qui font le bonheur du monde, avant de le soumettre. Par la guerre, le vainqueur n'est guere plus heureux que le vaincu, puisqu'il ne s'agit entr'eux que de sang & de plaies : mais par le commerce, le peuple conquérant introduit nécessairement l'industrie dans un pays qu'il n'auroit pas conquis, si elle y avoit été, ou qu'il ne garderoit pas, si elle n'y étoit point entrée avec lui. C'est sur ces principes que l'Angleterre a fondé son commerce & sa domination, & qu'elle a réciproquement, & tour-à-tour, étendu l'un par l'autre.

Les François, situés sous un ciel & sur un sol également heureux, se sont long-temps flattés d'avoir beaucoup à donner aux autres nations, & presque

rien à leur demander. Mais Colbert sentit que, dans la fermentation où se trouvoit de son temps toute l'Europe, il y auroit un gain évident pour la culture & les productions d'un pays qui travailleroit sur celles du monde entier. Il ouvrit des manufactures à tous les arts. Les laines, les soieries, les teintures, les broderies, les étoffes d'or & d'argent acquirent dans les mains des François un raffinement de luxe & de goût, qui les fit rechercher par-tout de cette noblesse qui possede les plus riches fonds de terre. Pour augmenter le produit des arts, il fallut posséder les matieres premieres, & le commerce direct pouvoit seul les fournir. Les hasards de la navigation avoient donné des possessions à la France dans le nouveau monde, comme à tous les brigands qui avoient couru la mer. L'ambition de quelques particuliers y avoient formé des colonies, qui s'étoient nourries d'abord & même agrandies par le commerce des Hollandois & des Anglois,

Une marine nationale devoit rendre à la métropole cette liaiſon naturelle avec ſes colons. Le gouvernement éleva donc ſes forces navales à l'appui de ſa navigation commerçante. La nation dut faire alors un double profit ſur la matiere & l'art de ſes manufactures. Elle pouſſa cette branche précaire & momentanée avec une vigueur, une émulation qui devoit laiſſer long-temps ſes rivaux en arriere; & la France jouit encore de ſa ſupériorité ſur les autres nations dans tous les arts de luxe & de décoration qui attirent les richeſſes à l'induſtrie.

La mobilité naturelle du caractere national, ſa frivolité même a valu des tréſors à l'état, par l'heureuſe contagion de ſes modes. Semblable à ce ſexe délicat & léger, qui nous montre & nous inſpire le goût de la parure, le François domine dans les cours, au moins par la toilette; & ſon art de plaire eſt un des ſecrets de ſa fortune & de ſa puiſſance. D'autres peuples ont maîtriſé le monde par ces mœurs

ſimples & ruſtiques, qui ſont les vertus guerrieres ; lui ſeul y devoit régner par ſes vices. Son empire durera, juſqu'à ce qu'avili ſous les pieds de ſes maîtres par des coups d'autorité ſans principes & ſans bornes, il devienne mépriſable à ſes propres yeux. Alors, avec ſa confiance en lui-même, il perdra cette induſtrie, qui eſt une des ſources de ſon opulence & des reſſorts de ſon activité. Bientôt il n'aura plus ni manufactures, ni colonies, ni commerce.

Cette nouvelle ame du monde moral s'eſt inſinuée de proche en proche, juſqu'à devenir comme eſſentielle à l'organiſation ou à l'exiſtence des corps politiques. Le goût du luxe & des commodités a donné l'amour du travail, qui fait aujourd'hui la principale force des états. A la vérité, les occupations ſédentaires des arts méchaniques rendent les hommes plus ſenſibles aux injures des ſaiſons, moins propres au grand air, qui eſt le premier aliment

de la vie. Mais enfin, on eſt encore plus heureux d'énerver l'eſpece humaine ſous les toits des atteliers, que de l'aguerrir ſous les tentes, puiſque la guerre détruit quand le commerce crée. Par cette utile révolution dans les mœurs, les maximes générales de la politique ont changé l'Europe. Ce n'eſt plus un peuple pauvre qui devient redoutable à une nation riche. La force eſt aujourd'hui du côté des richeſſes, parce qu'elles ne ſont plus le fruit de la conquête, mais l'ouvrage des travaux aſſidus & d'une vie entiérement occupée. L'or & l'argent ne corrompent que les ames oiſives qui jouiſſent des délices du luxe, au ſéjour des intrigues & des baſſeſſes, qu'on appelle grandeur. Mais ces métaux occupent les bras & les doigts du peuple; mais ils excitent dans les campagnes, à reproduire; dans les villes maritimes, à naviguer; dans le centre d'un état, à fabriquer des armes, des habits, des meubles, des édifices. L'homme eſt aux priſes

avec la nature : ſans ceſſe il la modifie, & ſans ceſſe il en eſt modifié. Les peuples ſont taillés & façonnés par les arts qu'ils exercent. Si quelques métiers amolliſſent & dégradent l'eſpece, elle s'endurcit & ſe répare dans d'autres. S'il eſt vrai que l'art la dénature, du moins elle ne ſe repeuple pas pour ſe détruire, comme chez les nations barbares des temps héroïques. Sans doute il eſt facile, il eſt beau de peindre les Romains avec le ſeul art de la guerre, ſubjuguant tous les autres arts, toutes les nations oiſives ou commerçantes, policées ou féroces ; briſant ou mépriſant les vaſes de Corinthe, plus heureux ſous les dieux d'argille qu'avec les ſtatues d'or de leurs empereurs de boue. Mais il eſt encore plus doux & plus beau, peut-être, de voir toute l'Europe peuplée de nations laborieuſes, qui roulent ſans ceſſe autour du globe, pour le défricher & l'approprier à l'homme ; agiter, par le ſouffle vivifiant

de l'induſtrie, tous les germes reproductifs de la nature ; demander aux abymes de l'Océan, aux entrailles des rochers, ou de nouveaux ſoutiens, ou de nouvelles jouiſſances ; remuer & ſoulever la terre avec tous les léviers du génie ; établir entre le deux hémiſpheres, par les progrès heureux de l'art de naviguer, comme des ponts volants de communication, qui rejoignent un continent à l'autre ; ſuivre toutes les routes du ſoleil, franchir les barrieres annuelles, ou paſſer des tropiques aux poles ſous les ailes des vents ; ouvrir, en un mot, toutes les ſources de la population & de la volupté, pour les verſer par mille canaux ſur la face du monde. C'eſt alors, peut-être, que la divinité contemple avec plaiſir ſon ouvrage, & ne ſe repent pas d'avoir fait l'homme.

Telle eſt l'image du commerce. Admirez ici le génie du négociant. Le même eſprit qu'avoit Newton pour calculer la marche des aſtres, il l'emploie à

ſuivre la marche des peuples commerçants qui fécondent la terre. Ses problêmes ſont d'autant plus difficiles à réſoudre, que les conditions n'en ſont pas priſes dans les loix invariables de la nature, comme les hypotheſes du géometre ; mais dépendent des caprices des hommes & de l'inſtabilité de mille événements. Cette juſteſſe de combinaiſons que devoient avoir Cromwel & Richelieu, l'un pour détruire, l'autre pour cimenter le deſpotiſme des rois, il la poſſede, & va plus loin ; car il embraſſe les deux mondes dans ſon coup-d'œil, & dirige ſes opérations ſur une infinité de rapports, qu'il n'eſt donné que rarement à l'homme d'état, ou même au philoſophe, de ſaiſir & d'apprécier. Rien ne doit échapper à ſa vue. Il doit prévoir l'influence des ſaiſons, ſur l'abondance ; la diſette, la qualité des denrées, ſur le départ ou le retour des vaiſſeaux ; l'influence des affaires politiques ſur celles du commerce ; les révolutions que la guerre ou la paix

doivent opérer dans le prix & le cours des marchandiſes, dans la maſſe & le choix des approviſionnements, dans la fortune des places & des ports du monde entier, les ſuites que peut avoir ſous la zone torride l'alliance des deux nations du nord ; les progrès, ſoit de grandeur ou de décadence, des différentes compagnies de commerce ; le contre-coup que portera ſur l'Afrique & ſur l'Amérique la chûte d'une puiſſance d'Europe dans l'Inde ; les ſtagnations que produira, dans certains pays, l'engorgement de quelques canaux d'induſtrie ; la dépendance réciproque entre la plupart des branches de commerce, & le ſecours qu'elles ſe prêtent par les torts paſſagers qu'elles ſemblent ſe faire ; le moment de commencer, & celui de s'arrêter dans toutes les entrepriſes nouvelles : en un mot, l'art de rendre toutes les nations tributaires de la ſienne, & de faire ſa fortune avec celle de ſa patrie, ou plutôt de s'enrichir, en étendant la proſpérité géné-

rale des hommes. Tels ſont les objets qu'embraſſe la profeſſion de négociant.

C'eſt à lui, ſur-tout, qu'il appartient d'approfondir le cœur humain, & de traiter avec ſes égaux, en apparence, comme s'ils étoient de bonne foi, mais au fond, comme s'ils n'avoient point de probité. Le commerce eſt une ſcience qui demande, à la fois, la connoiſſance des hommes & des choſes. La difficulté de la ſcience vient, il faut l'avouer, moins encore de la multiplicité des objets, que de l'avidité de ceux qui la pratiquent. Si l'émulation augmente, le concours des efforts, la jalouſie en arrête le ſuccès. Si l'intérêt eſt le vice rongeur des profeſſions, que doit-il être pour celle qu'il enfante ? Sa propre faim le dévore lui même. La paſſion de l'argent répand dans le commerce une avarice qui retrécit tout, juſqu'aux moyens d'amaſſer.

Faut-il accuſer ici les commerçants de cette rivalité des gouvernements, qui gêne l'induſtrie générale par des

prohibitions réciproques ; ou la tyrannie de l'autorité, qui, pour gagner sans commerce, gêne toutes les classes de l'industrie par des corporations ? Oui, tous ces corps étouffent l'ame du commerce : la liberté ! Ordonner à l'homme indigent de payer pour travailler, c'est le condamner en même temps à l'oisiveté par l'indigence, à l'indigence par l'oisiveté ; c'est diminuer la masse du travail national ; c'est appauvrir le peuple pour enrichir le fisc ; c'est les anéantir l'un & l'autre.

La jalousie du commerce n'est, entre les états, qu'une conspiration secrete de se ruiner tous, sans qu'aucun s'enrichisse. Ceux qui gouvernent les peuples, mettent la même adresse à se défendre de l'industrie des nations, qu'à se garantir des souplesses des grands. Un seul homme, bas & méchant, suffit pour introduire cent contraintes en Europe. Les chaînes s'y multiplient comme les armes destructives. L'art des prohibitions dans le commerce, l'art

des extorſions de la finance, ont fait les contrebandiers & les forçats, les douanes & les monopoles, les corſaires & les maltotiers. La terre & l'eau ſont couvertes de guérites & de barrieres. Le voyageur n'a point de repos, le marchand point de propriété ; l'un & l'autre ſont expoſés à tous les pieges d'une légiſlation artificieuſe, qui ſeme les crimes avec les défenſes, les peines avec les crimes. On ſe trouve coupable, ſans le ſavoir ni le vouloir : on eſt arrêté, dépouillé, taxé, ſans ceſſer d'être innocent. Le droit des gens eſt violé par ſes protecteurs ; le droit du citoyen par le citoyen ; l'homme du prince ne ceſſe de tourmenter l'homme de l'état, & le traitant vexe le négociant. Tel eſt le commerce en temps de paix. Que reſte-t-il à dire des guerres de commerce ?

Qu'un peuple confiné dans les glaces de l'Ourſe, arrache le fer aux entrailles de la terre, qui lui refuſe la ſubſiſtance, & qu'il aille le glaive à la

main couper les moiſſons d'un autre peuple ; la faim, qui n'ayant point de loix n'en peut violer aucune, ſemble excuſer ſes hoſtilités. Il faut bien qu'il vive de carnage, lorſqu'il n'a point de grains. Mais quand une nation jouit d'un grand commerce, & peut faire ſubſiſter pluſieurs états du ſuperflu de ſes richeſſes, quel intérêt l'excite à déclarer la guerre à d'autres nations induſtrieuſes, à les empêcher de naviguer & de travailler ; en un mot, à leur défendre de vivre ſous peine de mort ? Pourquoi s'arroge-t-elle une branche excluſive de commerce, un droit de pêche & de navigation à titre de propriété, comme ſi la mer devoit être diviſée en arpents de même que la terre ? Sans doute on voit le motif de ces guerres ; on ſait que la jalouſie de commerce n'eſt qu'une jalouſie de puiſſance. Mais une nation a-t-elle droit d'empêcher le travail qu'elle ne peut faire elle-même, & d'en condamner une autre à l'oiſiveté, parce qu'elle s'y dévoue ?

Des guerres de commerce : quel mot contre nature ! Le commerce alimente, & la guerre détruit. Le commerce peut bien enfanter & nourrir la guerre ; mais la guerre coupe toutes les veines du commerce. Tout ce qu'une nation gagne ſur une autre dans le commerce, eſt un germe de travail & d'émulation pour toutes les deux : dans la guerre, c'eſt une perte pour l'une & pour l'autre ; car le pillage, & le fer, & le feu n'engraiſſent ni les terres, ni les hommes. Les guerres de commerce ſont d'autant plus funeſtes, que, par l'influence actuelle de la mer ſur la terre, & de l'Europe ſur les trois autres parties du monde, l'embraſſement devient général ; & que les diſſentions de deux peuples maritimes répandent la diſcorde chez tous leurs alliés, & l'inertie dans le parti même de la neutralité.

Toutes les côtes & toutes les mers rougies de ſang & couvertes de cadavres ; les foudres de la guerre tenant d'un pole à l'autre, entre l'Afrique,

l'Asie & l'Amérique, sur l'Océan qui nous sépare du nouveau monde, sur la vaste étendue de la mer Pacifique : voilà ce qu'on a vu dans les deux dernieres guerres, où toutes les puissances de l'Europe ont tour-à-tour éprouvé des secousses & frappé de grands coups. Cependant la terre se dépeuploit de soldats, & le commerce ne la repeuploit pas ; les campagnes étoient desséchées par les impôts, & les canaux de la navigation n'arrosoient pas l'agriculture. Les emprunts de l'état ruinoient d'avance la fortune des citoyens par les bénéfices usuraires, pronostics des banqueroutes. Les nations, même victorieuses, succomboient sous le faix des conquêtes ; & s'emparant de plus de pays qu'elles n'en pouvoient garder ou cultiver, s'anéantissoient, pour ainsi dire, dans la ruine de leurs ennemis. Les nations neutres, qui vouloient s'enrichir en paix au milieu de cet incendie, recevoient & souffroient des insultes plus flétrissantes que les défaites d'une guerre ouverte.

Quel ſyſtême inſenſé que ces guerres de commerce, également nuiſibles à toutes les puiſſances qui les font, ſans être avantageuſes aux états qui n'y ſont point compris ; que ces guerres où les matelots ſont changés en ſoldats, & les vaiſſeaux marchands en corſaires ; où les métropoles & les colonies ſouffrent de l'interruption de leurs échanges, & de la cherté réciproque de leurs denrées !

Quelle ſource d'abus politiques que ces traités de commerce, qui deviennent autant de ſemences de guerre ! ces privileges excluſifs qu'une nation obtient chez une autre pour un trafic de luxe, ou pour un approviſionnement de ſubſiſtance ! La liberté générale de l'induſtrie & du commerce : voilà le ſeul traité qu'une nation maritime devroit établir chez elle, & négocier chez les autres. Ce peuple ſeroit le bienfaiteur du genre humain. Plus il y auroit de travail ſur la terre, de vaiſſeaux ſur la mer, plus il lui reviendroit

de ces jouissances qu'il recherche, & par des traités, & par des guerres. Car il n'y a point de progrès de richesses dans un pays, s'il n'y a point d'industrie chez ses voisins. Ceux-ci ne peuvent acquérir que par des matieres d'échange, ou qu'avec de l'or & de l'argent. Mais on n'a ni métaux, ni ouvrages précieux, sans commerce & sans industrie; ni ces deux sources de richesses, sans liberté. L'oisiveté d'une nation nuit à toutes les autres, ou parce qu'elle les condamne à plus de travail, ou parce qu'elle les prive des productions d'un pays. L'ordre est interverti par le systême actuel du commerce & de l'industrie.

On retrouve les belles laines d'Espagne dans les troupeaux de l'Angleterre, & les soieries de l'Italie sont cultivées jusque dans l'Allemagne. Le Portugal pourroit perfectionner ses vins, sans le commerce exclusif qu'il en donne à une compagnie protégée. Les montagnes du nord & du midi suffiroient

pour approviſionner l'Europe de bois ou de métaux, & les plaines en produiroient plus de grains & de fruits. Les manufactures s'éléveroient dans les terres arides, ſi la circulation y verſoit l'abondance des choſes communes. On ne laiſſeroit pas des provinces incultes au milieu d'un état, pour fertiliſer des marais mal-ſains, où, quand la terre vous ſubſtante, l'air & la mer vous conſument. On ne verroit pas toutes les richeſſes du commerce dans quelques villes d'un grand royaume, comme on y voit tous les droits & tous les biens du peuple dans quelques familles. La circulation ſeroit plus vive, & la conſommation plus abondante. Chaque province cultiveroit ſa production favorite, & chaque famille ſon petit champ. Sous chaque toit, il naîtroit un enfant de plus pour la navigation & pour le arts. L'Europe deviendroit, comme la Chine, un eſſaim innombrable de population & d'induſtrie. Enfin, la liberté du commerce améneroit inſenſiblement

cette paix universelle qu'un roi, guerrier, mais humain, ne croyoit pas chimérique. L'esprit de calcul & d'intérêt fonderoit le système du bonheur des nations sur le développement de la raison, qui seroit une sauve-garde des mœurs plus sûre que les fantômes de la superstition. Ces spectres s'envolent à l'âge des passions; mais la raison croît & mûrit avec elles.



CHAPITRE VII.

Agriculture.

Le commerce, qui sort naturellement de l'agriculture, y revient par sa pente & sa circulation: ainsi les fleuves retournent à la mer, qui les a produits par l'exhalaison de ses eaux en vapeurs, & par la chûte de ses vapeurs en eaux. La pluie d'or qu'attirent le transport & la consommation des fruits de la terre,

retombe enfin sur les campagnes, pour y reproduire tous les aliments de la vie & les matieres de commerce. Sans la culture des terres, tout commerce est précaire, parce qu'il manque des premiers fonds, qui sont les productions de la nature. Les nations qui ne sont que maritimes ou commerçantes, ont bien les fruits du commerce ; mais l'arbre en appartient aux peuples agricoles. L'agriculture est donc la premiere & la véritable richesse d'un état.

C'est ce qu'avoient oublié les Romains, dans l'ivresse de ces conquêtes qui leur avoient donné toute la terre sans la cultiver. C'est ce qu'avoient ignoré les Barbares qui, détruisant par le fer un empire établi par le fer, laisserent à des esclaves la culture des terres dont ils se réservoient les fruits & la propriété. C'est ce qu'on avoit méconnu, même dans le siecle qui suivit la découverte des deux Indes ; soit qu'en Europe on fût trop occupé de

guerres d'ambition ou de religion; soit qu'en effet les conquêtes faites par le Portugal & par l'Espagne au delà des mers, nous ayant rapporté des trésors sans travail, on se fût contenté d'en jouir par le luxe & les arts, avant de songer à perpétuer ces richesses.

Mais le temps vint où le pillage cessa faute de pâture. Après qu'on se fut disputé & partagé les terres conquises dans le nouveau monde, il fallut les défricher & nourrir les colons de ces établissements. Comme c'étoient des Européens, ils cultivoient pour l'Europe des productions qu'elle n'avoit pas, & lui demandoient en retour des aliments auxquels l'habitude les avoit naturalisés. A mesure que les colonies se peuplerent, & que leurs productions multiplierent les navigateurs & les manufacturiers, nos terres durent fournir un surcroît de subsistance pour un surplus de population; une augmentation de denrées indignes, pour des objets étrangers d'échange & de consomma-

tion. Les travaux pénibles de la navigation, l'altération des aliments par le transport, occasionant une plus grande déperdition de substances & de fruits, on fut obligé de solliciter, de remuer la terre, pour en tirer une surabondance de fécondité. La consommation des denrées de l'Amérique, loin de diminuer celle des productions d'Europe, ne fit que l'accroître & l'étendre sur toutes les mers, dans tous les ports, dans toutes les villes de commerce & d'industrie. Ainsi les nations les plus commerçantes durent devenir en même temps les plus agricoles.

L'Angleterre eut les premieres idées de ce nouveau systême; elle l'établit & le perfectionna par des honneurs & des prix proposés aux cultivateurs. Une médaille fut frappée & adjugée au duc de Bedfort, avec cette inscription : POUR AVOIR SEMÉ DU GLAND. Triptoleme & Cérès ne furent adorés dans l'antiquité qu'à des titres semblables; & l'on érige encore des temples & des

autels à des moines fainéants ! O Dieu de la nature, tu veux donc que les hommes périſſent ! Non : tu as gravé dans les ames généreuſes, dans tous les eſprits ſublimes, dans le cœur des peuples & des rois éclairés, que le travail eſt le premier devoir de l'homme, & que le premier travail eſt celui de la terre. L'éloge de l'agriculture eſt dans ſa récompenſe, dans la ſatisfaction de nos beſoins. *Si j'avois un homme qui me produisît deux épis de bled au lieu d'un*, diſoit un monarque, *je le préférerois à tous les génies politiques.* Pourquoi faut-il que ce roi, que ce mot ne ſoient qu'une fiction du philoſophe Swif ? Mais une nation qui produiſit de tels écrivains, devoit réaliſer cette belle ſentence. L'Angleterre doubla le produit de ſa culture.

A ſon exemple, toutes les nations qui connoiſſoient le prix de l'induſtrie, la rappellerent à ſon origine, à ſa premiere deſtination. Après la paix d'Aix-la-Chapelle, les François qui, ſous le miniſtere

miniſtere de trois cardinaux, n'avoient guere pu s'occuper d'idées publiques, oſerent enfin écrire ſur des matieres ſolides, & d'un intérêt ſenſible. L'entrepriſe d'un dictionnaire univerſel des ſciences & des arts, mit tous les grands objets ſous les yeux, tous les bons eſprits en action. L'eſprit des loix parut, & l'horizon du génie fut agrandi. L'hiſtoire naturelle d'un Pline François, qui ſurpaſſa la Grece & Rome dans l'art de connoître & de peindre la phyſique; cette hiſtoire, hardie & grande comme ſon ſujet, échauffa l'imagination des lecteurs, & les attacha fortement à des contemplations dont un peuple ne ſauroit deſcendre ſans retomber dans la barbarie. En moins de vingt ans, la nation Françoiſe fut éclairée ſur ſes intérêts: elle ouvrit les yeux au gouvernement, & l'agriculture fut, ſinon encouragée par des récompenſes, du moins protégée par quelques miniſtres.

L'Allemagne a ſenti les bénignes influences de cet eſprit de lumiere qui

féconde la terre & multiplie ſes habitants. Tout le nord s'eſt mis en mouvement pour faire valoir ſes terres ; l'Eſpagne même s'eſt remuée, & faute d'habitants, elle a, du moins, attiré des laboureurs étrangers dans ſes provinces en friche.

Il eſt ſingulier, & pourtant naturel, que les hommes ne ſoient revenus au premier des arts, qu'après avoir parcouru tous les autres. C'eſt la marche de l'eſprit humain, de ne rentrer dans le bon chemin que lorſqu'il s'eſt épuiſé dans les fauſſes routes. Il va toujours en avant; & comme il eſt parti de l'agriculture pour ſuivre la carriere du commerce & du luxe, il fait rapidement le tour du cercle, & ſe trouve enfin dans le berceau de tous les arts, où il s'attache par ce même eſprit d'intérêt qui l'en avoit fait ſortir. Tel l'homme avide & curieux qui s'expatrie dans ſa jeuneſſe, las de courir le monde, revient vivre & mourir ſous le toit de ſa naiſſance.

Tout, en effet, dépend & réſulte de la culture des terres. Elle fait la force intérieure des états; elle y attire les richeſſes du dehors. Toute puiſſance qui vient d'ailleurs que de la terre, eſt artificielle & précaire, ſoit dans le phyſique, ſoit dans le moral. L'induſtrie & le commerce qui ne s'exercent pas en premier lieu ſur l'agriculture d'un pays ſont au pouvoir des nations étrangeres, qui peuvent, ou les diſputer par émulation, ou les ôter par envie, ſoit en établiſſant la même induſtrie chez elle, ſoit en ſupprimant l'exportation de leurs matieres en nature, ou l'importation de ces matieres en œuvre. Mais un état bien défriché, bien cultivé, produit les hommes par les fruits de la terre, & les richeſſes par les hommes. Ce ne ſont pas les dents du dragon qu'il ſeme pour enfanter des ſoldats qui ſe détruiſent; c'eſt le lait de Junon qui peuple le ciel d'une multitude innombrable d'étoiles.

Le gouvernement doit donc ſa pro-

tection aux campagnes plutôt qu'aux villes : les unes sont des meres & des nourrices toujours fécondes ; les autres ne sont que des filles souvent ingrates & stériles. Les villes ne peuvent guere subsister que du superflu de la population & de la reproduction des campagnes. Les places mêmes & les ports de commerce qui, par leurs vaisseaux, semblent tenir au monde entier, qui répandent plus de richesses qu'elles n'en possedent, n'attirent cependant tous les trésors qu'elles versent, qu'avec les productions des campagnes qui les environnent. C'est donc à la racine qu'il faut arroser l'arbre. Les villes ne seront florissantes que par la fécondité des champs.

Mais cette fertilité dépend moins encore du sol que de ses habitants. L'Espagne & l'Italie même, quoique situées sous le climat le plus favorable à l'agriculture, produisent moins que la France & l'Angleterre, parce que le gouvernement y étouffe la nature

de mille manieres. Par-tout où la nation est attachée à sa patrie par la propriété, par la sureté de ses fonds & de ses revenus, les terres fleurissent & prosperent. Par-tout où les privileges ne feront pas pour les villes, & les corvées pour les campagnes, on verra chaque propriétaire amoureux de l'héritage de ses peres, l'accroître & l'embellir par une culture assidue, y multiplier ses enfants à proportion de ses biens, & ses biens à proportion de ses enfants.

L'intérêt du gouvernement est donc de favoriser les cultivateurs, avant toutes les classes oiseuses de la société. La noblesse n'est qu'une distinction odieuse, quand elle n'est pas fondée sur des services réels & vraiment utiles à l'état, comme celui de défendre la nation contre les invasions de la conquête, & contre les entreprises du despotisme. Elle n'est que d'un secours précaire & souvent ruineux, quand après avoir mené une vie molle & licencieuse

dans les villes, elle va prêter une foible défense à la patrie sur les flottes & dans les armées, & revient à la cour mendier, pour récompense de ses lâchetés, des places & des honneurs outrageants & onéreux pour les peuples. Le clergé n'est qu'une profession au moins stérile pour la terre, lors même qu'il s'occupe à prier. Mais quand, avec des mœurs scandaleuses, il prêche une doctrine que son exemple & son ignorance rendent doublement incroyable, impraticable; quand, après avoir déshonoré, décrié, renversé la religion par un tissu d'abus, de sophismes, d'injustices & d'usurpations, il veut l'étayer par la persécution : alors ce corps privilégié, paresseux & turbulent, devient le plus cruel ennemi de l'état & de la nation. Il ne lui reste de sain & de respectable, que cette classe de pasteurs, la plus avilie & la plus surchargée, qui, placée parmi les peuples des campagnes, travaille, édifie, conseille, console & soulage une multitude de malheureux.

Les cultivateurs méritent la préférence du gouvernement, même sur les manufactures & les arts, soit méchaniques, soit libéraux. Honorer & protéger les arts de luxe, sans songer aux campagnes, source de l'industrie qui les a créés & les soutient, c'est oublier l'ordre des rapports de la nature & de la société. Favoriser les arts & négliger l'agriculture, c'est ôter les pierres des fondements d'une pyramide, pour en élever le sommet. Les arts méchaniques attirent assez de bras par les richesses qu'ils procurent aux entrepreneurs, par les commodités qu'ils donnent aux ouvriers, par l'aisance, les plaisirs & les commodités qui naissent dans les cités où sont les rendez-vous de l'industrie. C'est le séjour des campagnes qui a besoin d'encouragement pour les travaux les plus pénibles, de dédommagement pour les ennuis & les privations. Le cultivateur est éloigné de tout ce qui peut flatter l'ambition ou charmer la curiosité. Il

vit séparé des honneurs & des agréments de la société. Il ne peut ni donner à ses enfants une éducation civile sans les perdre de vue, ni les mettre dans une route de fortune qui les distingue & les avance. Il ne jouit point des sacrifices qu'il fait pour eux, lorsqu'ils sont élevés loin de ses yeux. En un mot, il a toutes les peines de la nature; mais en a-t-il les plaisirs, s'il n'est pas soutenu par les soins paternels du gouvernement? Tout est onéreux & humiliant pour lui, jusqu'aux impôts, dont le nom seul rend quelquefois sa condition méprisable à toutes les autres.

Les arts libéraux attachent par le talent même qui en fait une sorte de passion; par la considération qu'ils réfléchissent sur ceux qui s'y distinguent. On ne peut admirer les ouvrages qui demandent du génie, sans estimer & rechercher les hommes doués de ce don précieux de la nature. Mais l'homme champêtre, s'il ne jouit en paix de ce

qu'il possede & qu'il recueille ; s'il ne peut cultiver les vertus de son état, parce qu'on lui en ôte les douceurs ; si les milices, les corvées & les impôts viennent lui arracher son fils, ses bœufs & ses grains, que lui restera-t-il, qu'à maudire le ciel & la terre qui l'affligent ? Il abandonnera son champ & sa patrie.

Un gouvernement sage ne sauroit donc, sans se couper les veines, refuser ses premieres attentions à l'agriculture. Le moyen le plus prompt & le plus actif de la seconder, c'est de favoriser la multiplication de toutes les especes de productions, par la circulation la plus libre & la plus illimitée.

Une liberté indéfinie dans le commerce des denrées, rend en même temps un peuple agricole & commerçant ; elle étend les vues du cultivateur sur le commerce, les vues du négociant sur la culture ; elle lie l'un à l'autre par des rapports suivis & continus. Tous les hommes tiennent ensem-

ble aux campagnes & aux villes ; les provinces se connoissent & se fréquentent. La circulation des denrées amene vraiment l'âge d'or, où les fleuves de lait & de miel coulent dans les campagnes. Toutes les terres sont mises en valeur. Les prés favorisent le labourage par les bestiaux qu'ils engraissent ; la culture des bleds encourage celle des vins, en fournissant une subsistance toujours assurée à celui qui ne seme, ni ne moissonne ; mais plante, taille & cueille

Prenez un systême opposé. Entreprenez de régler l'agriculture & la circulation de ses produits par des loix particulieres : que de calamités ! L'autorite voudra non-seulement tout voir, tout savoir, mais tout faire, & rien ne se fera. Les hommes seront conduits comme leurs troupeaux & leurs grains ; ils seront ramassés en tas, & dispersés au gré d'un despote, pour être égorgés dans les boucheries de la guerre, ou pour dépérir inutilement sur les

flottes & dans les colonies. La vie d'un état en deviendra la mort. Ni les terres, ni les hommes ne pourront prospérer; & les états marcheront promptement à leur dissolution, à ce démembrement, qui est toujours précédé du massacre des peuples & des tyrans. Que deviendront alors les manufactures?

CHAPITRE VIII.

Manufactures.

Les arts naissent de l'agriculture; lorsqu'elle est portée à ce degré d'abondance & de perfection, qui laisse aux hommes le loisir d'imaginer & de se procurer des commodités; lorsqu'elle produit une population assez nombreuse pour être employée à d'autres travaux que ceux de la terre. Alors il faut nécessairement qu'un peuple devienne ou

ſoldat, ou navigateur, ou fabricant. Dès que la guerre a émouſſé la rudeſſe & la férocité d'une nation robuſte ; dès qu'elle a circonſcrit à peu près l'étendue d'un empire, les bras qu'elle exerçoit aux armes doivent manier la rame, les cordages, le ciſeau, la navette, tous les outils, en un mot, du commerce & de l'induſtrie : car la terre qui nourriſſoit tant d'hommes ſans leur ſecours, n'a pas beſoin qu'ils reviennent à la charrue. Comme les arts ont toujours une contrée, un aſyle, où ils s'exercent & fleuriſſent en paix, il eſt plus aiſé d'aller les y chercher & de les attirer, que d'attendre chez ſoi leur naiſſance & leurs progrès de la lenteur des ſiecles & de la faveur du haſard qui préſide aux découvertes du génie. Auſſi toutes les nations induſtrieuſes de l'Europe ont-elles pris la plus riche partie de leurs arts en Aſie. C'eſt là que l'invention paroît être auſſi ancienne que le genre humain.

La beauté, la fécondité du climat

y engendra de tout temps, avec l'abondance de tous les fruits, une population nombreuse. La ſtabilité des empires y fonda les loix & les arts, enfants du génie & de la paix. La richeſſe du ſol y produiſit le luxe, créateur des jouiſſances de l'induſtrie. L'Inde & la Chine, la Perſe & l'Egypte poſſéderent, avec tous les tréſors de la nature, les plus brillantes inventions de l'art. La guerre y a ſouvent détruit les monuments du génie ; mais ils y renaiſſent de leurs cendres, de même que les hommes. Semblables à ces eſſaims laborieux, que l'aquilon des hivers fait périr dans les ruches, & qu'on voit ſe reproduire au printemps avec le même amour du travail & de l'ordre, certains peuples de l'Aſie, malgré les invaſions & les conquêtes des Tartares, ont toujours conſervé les arts du luxe avec ſes matériaux.

Ce fut dans un pays ſucceſſivement conquis par les Scythes, les Romains & les Sarraſins, que les nations de l'Eu-

rope, qui n'avoient pu être civilisées ni par le christianisme, ni par les siecles, retrouverent les sciences & les arts qu'ils ne cherchoient point. Les croisés épuiserent leur fanatisme, & perdirent leur barbarie à Constantinople. C'est en allant au tombeau de leur Dieu, né dans une crêche & mort sur une croix, qu'ils prirent le goût de la magnificence, du faste & des richesses. Ils rapporterent la pompe Asiatique dans les cours de l'Europe. L'Italie, d'où la religion dominoit sur les autres contrées, adopta la premiere une industrie utile à ses temples, aux cérémonies de son culte, à ses spectacles qui nourrissent la dévotion par les sens, quand elle s'est une fois emparée de l'ame. Rome chrétienne, qui avoit emprunté ses rites de l'orient, devoit en tirer ce qui les soutient, l'éclat des richesses.

Venise, qui avoit des vaisseaux sous l'étendard de la liberté, ne pouvoit manquer d'industrie. Les Italiens éleverent des manufactures, & furent long-

temps en possession de tous les arts, même quand la conquête des deux Indes eut fait déborder en Europe les trésors du monde entier. La Flandre tira ses métiers de l'Italie, l'Angleterre eut les siens de la Flandre, & la France emprunta son industrie de toutes les nations. Elle acheta des Anglois le métier à bas, qui travaille dix fois plus vîte que l'aiguille. Les doigts que ce métier faisoit reposer, se consacrerent à la dentelle qu'on déroba aux Flamands. Paris surpassa les tapis de Perse & les tentures de Flandre, par ses desseins & ses teintures; les glaces de Venise par la transparence & la grandeur. La France apprit à se passer de l'Italie, pour une partie de ses soies; & de l'Angleterre, pour les draps. L'Allemagne a gardé, avec les mines de fer & de cuivre, la supériorité dans l'art de fondre, de tremper & de travailler ces métaux. Mais l'art de polir & de façonner toutes les matieres qui peuvent entrer dans les décorations du

luxe & dans les agréments de la vie, semble appartenir aux François ; soit qu'ils trouvent dans la vanité de plaire, les moyens d'y réussir par tous les dehors brillants ; soit qu'en effet la grace & l'aisance accompagnent par-tout un peuple vif & gai, qui possede le goût par un instinct naturel.

Toute nation agricole doit avoir des arts pour employer ses matieres, & doit augmenter ses productions pour entretenir ses artisans. Si elle ne connoissoit que les travaux de la terre, son industrie seroit bornée dans ses causes, ses moyens & ses effets. Avec peu de desirs & de besoins, elle feroit peu d'efforts, elle emploieroit moins de bras, & travailleroit moins de temps. Elle ne sauroit accroître ni perfectionner la culture. Si cette nation avoit à proportion plus d'arts que de matieres, elle tomberoit à la merci des étrangers, qui ruineroient ses manufactures, en faisant baisser le prix de son luxe & monter le prix de sa subsistance.

Mais quand un peuple agricole réunit l'industrie à la propriété, la culture des productions à l'art de les employer, il a dans lui-même toutes les facultés de son existence & de sa conservation, tous les germes de sa grandeur & de sa prospérité. C'est à ce peuple qu'il est donné de pouvoir tout ce qu'il veut, & de vouloir tout ce qu'il peut.

Rien n'est plus favorable à la liberté, que les arts. Elle est leur élément, & ils sont, par leur nature, cosmopolites. Un habile artiste peut travailler dans tous les pays du monde, parce qu'il travaille pour le monde entier. Les talents fuient par-tout l'esclavage, que des soldats trouvent par-tout. Les protestants, chassés de la France par l'intolérance ecclésiastique, s'ouvrirent un refuge dans tous les états civilisés de l'Europe; & des prêtres bannis de leur patrie n'ont eu d'asyle nulle part, pas même dans l'Italie, berceau du monachisme & de l'intolérance.

Les arts multiplient les moyens de

fortune, & concourent, par une plus grande diſtribution de richeſſes, à une meilleure répartition de la propriété. Alors ceſſe cette inégalité exceſſive, fruit malheureux de l'oppreſſion, de la tyrannie & de l'engourdiſſement de toute une nation.

Les manufactures contribuent au progrès des lumieres & des ſciences. Le flambeau de l'induſtrie éclaire à la fois un vaſte horizon. Aucun art n'eſt iſolé; la plupart ont des formes, des modes, des inſtruments, des éléments qui leur ſont communs. La méchanique ſeule a dû prodigieuſement étendre l'étude des mathématiques. Toutes les branches de l'arbre généalogique des ſciences ſe ſont développées avec les progrès des arts & des métiers. Les mines, les moulins, les draperies, les teintures ont agrandi la ſphere de la phyſique & de l'hiſtoire naturelle. Le luxe a créé l'art de jouir, qui dépend tout entier des arts libéraux. Dès que l'architecture admet des ornements au dehors, elle

attire la décoration au dedans. La ſculpture & la peinture travaillent auſſitôt à l'embelliſſement, à l'agrément des édifices. L'art du deſſein s'empare des habits & des meubles. Le crayon, fertile en nouveautés, varie à l'infini ſes traits & ſes nuances ſur les étoffes & les porcelaines. Le génie de la penſée & de la parole médite à loiſir les chef-d'œuvres de la poéſie & de l'éloquence, ou ces heureux ſyſtêmes de la politique & de la philoſophie, qui rendent aux peuples tous leurs droits, aux ſouverains toute leur gloire, celle de régner ſur les eſprits & ſur les cœurs, ſur l'opinion & ſur la volonté, par la raiſon & l'équité.

C'eſt alors que les arts enfantent cet eſprit de ſociété, qui fait le bonheur de la vie civile, qui délaſſe des travaux ſérieux par des repas, des ſpectacles, des concerts, des entretiens, par toute ſorte de divertiſſements agréables. L'aiſance donne à toutes les jouiſſances honnêtes, un air de liberté qui lie & mêle

les conditions. L'occupation ajoute du prix ou du charme aux plaisirs qui sont sa récompense. Chaque citoyen, assuré de sa subsistance par le produit de son industrie, vaque à toutes les occupations agréables ou pénibles de la vie, avec ce repos de l'ame qui mene au doux sommeil. Ce n'est pas que la cupidité ne fasse beaucoup de victimes; mais encore moins que la guerre ou que la superstition, fléaux continuels des peuples oisifs.

Après la culture des terres, c'est donc celle des arts qui convient le plus à l'homme. L'une & l'autre sont aujourd'hui la force des états policés. Si les arts ont affoibli les hommes, ce sont donc les peuples foibles qui subjuguent les forts; car la balance de l'*Europe* est dans les mains des nations artistes.

Depuis que l'Europe est couverte de manufactures, l'esprit & le cœur humain semblent avoir changé de pente. Le desir des richesses est né par-tout de l'amour du plaisir. On ne voit plus

de peuple qui consente à être pauvre, parce que la pauvreté n'est plus le rempart de la liberté. Faut-il le dire, les arts tiennent lieu de vertus sur la terre. L'industrie peut enfanter des vices ; mais, du moins, elle bannit ceux de l'oisiveté, qui sont mille fois plus dangereux. Les lumieres étouffant par degrés toute espece de fanatisme, tandis qu'on travaille par besoin de luxe, on ne s'égorge point par superstition. Le sang humain, du moins, n'est jamais versé sans une apparence d'intérêt ; & peut-être la guerre ne moissonne-t-elle que ces hommes violents & féroces, qui, dans tous les états, naissent ennemis & perturbateurs de l'ordre, sans autre talent, sans autre instinct que celui de détruire. Les arts contiennent cet esprit de dissention, en assujettissant l'homme à des travaux assidus & réglés. Ils donnent à toutes les conditions des moyens & des espérances de jouir, même aux plus basses une sorte de considération & d'importance, par

l'utilité qu'elles rapportent. Tel ouvrier, à l'âge de quarante ans, a plus valu d'argent à l'état, qu'une famille entiere de serfs cultivateurs n'en rendoit autrefois au gouvernement féodal. Une riche manufacture attire plus d'aisance dans un village, que vingt châteaux de vieux barons chasseurs ou guerriers n'en rendoient dans une province.

S'il est vrai que dans l'état actuel du monde, les peuples les plus industrieux doivent être les plus heureux & les plus puissants; soit que dans des guerres inévitables, ils fournissent par eux-mêmes, ou qu'ils achetent par leurs richesses, plus de soldats, de munitions & de forces maritimes ou terrestres; soit qu'ayant un plus grand intérêt à la paix, ils évitent ou terminent les querelles par des négociations; soit que dans les défaites, ils réparent plus promptement leurs pertes à force de travail; soit qu'ils jouissent d'un gouvernement plus doux, plus éclairé,

malgré les instruments de corruption & de servitude que la mollesse du luxe prête à la tyrannie : si les arts, en un mot, civilisent les nations, un état doit chercher tous les moyens de faire fleurir les manufactures.

Ces moyens dépendent du climat qui, dit Polybe, forme la figure, la couleur & les mœurs des nations. Le climat le plus tempéré doit être le plus favorable à l'industrie sédentaire. S'il est trop chaud, il s'oppose à l'établissement des manufactures qui demandent le concours de plusieurs hommes réunis au même ouvrage ; il exclud tous les arts qui veulent des fourneaux ou beaucoup de lumiere. S'il est trop froid, il ne peut admettre les arts qui cherchent le grand air. Trop loin ou trop près de l'équateur, l'homme est inhabile à différents travaux qui semblent propres à une température douce. Pierre-le-Grand alla vainement chercher dans les états les mieux policés de l'Europe, tous les arts qui pouvoient

humaniſer ſa nation : depuis cinquante ans, aucun de ces germes de vie n'a pu prendre racine au milieu des glaces de la Ruſſie. Tous les artiſtes y ſont étrangers, & meurent bientôt avec leur talent & leur travail, s'ils veulent y ſéjourner. En vain les proteſtants que Louis XIV perſécuta dans ſa vieilleſſe, comme ſi cet âge étoit celui des proſcriptions, apporterent les arts & les métiers chez tous les peuples qui les accueilloient; ils ne purent y faire les mêmes ouvrages qu'en France. L'art dépérit ou déclina dans leurs mains également actives & laborieuſes, parce qu'il n'étoit plus échauffé ou éclairé des mêmes rayons du ſoleil.

A la faveur du climat pour l'encouragement des manufactures, doit ſe réunir l'avantage de la ſituation politique d'un état. S'il eſt d'une étendue qui ne lui laiſſe rien à craindre ou à deſirer pour ſa ſtabilité; s'il eſt voiſin de la mer, pour l'abord des matieres & l'iſſue des ouvrages, entre des puiſ-

ſances

sances à mines de fer pour exercer son industrie, & des états à mines d'or pour la payer ; s'il a des nations à droite & à gauche, des ports & des chemins ouverts de toutes parts : cette état aura tous les dehors qui peuvent exciter un peuple à ouvrir des manufactures.

Mais un avantage plus essentiel encore, c'est la fertilité du sol. Si la culture demande trop de bras, elle ne pourra fournir des ouvriers, ou les campagnes se trouveront dépeuplées par les atteliers : & dès-lors la cherté des denrées diminuera le nombre des métiers en haussant le prix des ouvrages.

Au défaut de la fécondité des terres, les manufactures veulent au moins la frugalité des hommes. Une nation qui consommeroit beaucoup de subsistances absorberoit tout le gain de son industrie. Quand le luxe monte plus vîte & plus haut que le travail, il dépérit dans sa source, il flétrit & desseche

le tronc qui lui donne la ſeve. Quand l'ouvrier veut ſe nourrir & ſe vêtir comme le fabricant qui l'emploie, la fabrique eſt bientôt ruinée. La frugalité que les républicains obſervent par vertu, les manufacturiers doivent la garder par avarice. C'eſt pour cela, peut-être, que les arts, même de luxe, conviennent mieux aux républiques qu'aux monarchies : car la pauvreté du peuple, dans un état monarchique, n'eſt pas toujours un vif aiguillon d'induſtrie. Le travail de la faim eſt toujours borné comme elle; mais le travail de l'ambition croît avec ce vice même.

Le caractere national influe beaucoup ſur le progrès des arts de luxe & d'ornement. Un certain peuple eſt propre à l'invention par la légéreté même qui le porte à la nouveauté. Ce même peuple eſt propre aux arts par ſa vanité, qui le porte à la parure. Une autre nation moins vive a moins de goût pour les choſes frivoles, & n'aime pas à changer de mode. Plus mélanco-

lique, elle a plus de pente aux débauches de la table, à l'ivrognerie qui la délivre de ses ennuis. L'une de ces nations doit mieux réussir que sa rivale dans les arts de décoration : elle doit primer sur elle chez tous les autres peuples qui recherchent les mêmes arts.

Après la nature, c'est le gouvernement qui fait prospérer les fabriques. Si l'industrie favorise la liberté nationale, à son tour la liberté doit favoriser l'industrie. Les privileges exclusifs sont les ennemis des arts & du commerce, que la concurrence seule peut encourager. C'est encore une espece de monopole que le droit d'apprentissage & le prix des maîtrises. Cette sorte de privilege qui favorise les corps de métiers, c'est-à-dire, de petites communautés aux dépens de la grande, est nuisible à l'état. En ôtant aux gens du peuple la liberté de choisir la profession qui leur convient, on remplit toutes les professions de mauvais ouvriers. Celles qui demandent le plus de talents, sont exer-

cées par les mains qui ont le plus d'argent; les plus viles & les moins cheres tombent ſouvent à des gens nés pour exceller dans un art diſtingué. Les uns & les autres dans un métier dont ils n'ont pas le goût, négligent l'ouvrage & perdent l'art : les premiers, parce qu'ils ſont au deſſous; les ſeconds, parce qu'ils ſe ſentent au deſſus. Mais l'exemption des maîtriſes produit la concurrence des ouvriers, & dès-lors l'abondance & la perfection des ouvrages.

On peut mettre en queſtion s'il eſt utile de raſſembler les manufactures dans les grandes villes, ou de les diſperſer dans les campagnes. Le fait a décidé la queſtion. Les arts de premiere néceſſité ſont reſtés où ils ſont nés, dans les lieux qui leur ont fourni de la matiere. Les forges ſont près des mines, & les toiles près des chanvres. Mais les arts compliqués d'induſtrie & de luxe ne ſauroient habiter les campagnes. Diſperſez dans un vaſte terri-

toire tous les arts qui concourent à la fabrication de l'horlogerie, & vous perdez Geneve avec tous les métiers qui la font vivre. La perfection des étoffes veut qu'elles se fabriquent dans une ville, où l'on peut réunir à la fois les bonnes teintures avec les beaux desseins; l'art de filer les laines & les soies, à l'art de tirer l'or & l'argent. S'il faut dix-huit mains pour former une épingle, par combien d'arts & de métiers a dû passer un habit galonné, une veste brodée? Comment trouver au fond d'une province intérieure & centrale, l'attirail immense des arts qui servent à l'ameublement d'un palais, aux fêtes d'une cour? Reléguez donc, ou retenez dans les campagnes les arts innocents & simples qui vivent isolés; fabriquez dans les provinces les draps communs qui habillent le peuple. Etablissez entre la capitale & les autres villes une dépendance réciproque de besoins ou de commodités; des matieres & des ouvrages. Mais encore n'établis-

fez rien, n'ordonnez rien ; laissez agir les hommes qui travaillent. Liberté de commerce, liberté d'industrie ; vous aurez des manufactures ; vous aurez une grande population.



CHAPITRE IX.

POPULATION.

LE monde a-t-il été plus peuplé dans un temps que dans un autre ? C'est ce qu'on ne peut savoir par l'histoire, parce que la moitié du globe habité n'a point eu d'historiens, & que la moitié de l'histoire est pleine de mensonges. Qui jamais a fait ou pu faire le dénombrement des habitants de la terre ? Elle étoit, dit-on, plus féconde dans sa jeunesse. Mais où est ce siecle d'or ? Est-ce quand un sable aride sort du lit des mers, & vient s'épurer aux rayons du soleil ? est-ce alors que le limon produit des végé-

taux, & l'animal & l'homme ? Mais toute la terre doit avoir été successivement couverte par l'Océan. Elle a donc toujours eu, comme l'individu de toutes les especes, une enfance foible & stérile, avant de parvenir à l'âge de sa fécondité. Tous les pays ont été long-temps morts sous les eaux, incultes sous les sables & les marécages déserts, sous les ronces & les forêts, jusqu'à ce que le germe de l'espece humaine ayant par hasard été jeté dans ces frontieres & ces solitudes sauvages, ait défriché, changé, peuplé la terre. Mais, toutes les causes de la population étant subordonnées aux loix physiques qui gouvernent le monde, aux influences du sol & de l'athmosphere, qui sont sujettes à mille fléaux, elle a dû varier avec les périodes de la nature, contraires ou favorables à la multiplication des hommes. Cependant, comme le sort de chaque espece semble avoir été résigné, pour ainsi dire, à ses facultés, c'est dans l'histoire du déve-

loppement de l'induſtrie humaine qu'il faut chercher en général l'hiſtoire des populations de la terre. D'après cette baſe de calcul, on doit au moins douter que le monde fut autrefois plus habité, plus peuplé qu'aujourd'hui.

Laiſſons l'Aſie ſous le voile de cette antiquité qui nous la montre de tous temps couverte de nations innombrables, & d'eſſaims ſi prodigieux, que, malgré la fertilité d'un ſol qui n'a beſoin que d'un regard du ſoleil pour engendrer toutes ſortes de fruits, les hommes ne faiſoient qu'y paroître, & les générations s'y ſuccédoient par torrents, engloutis par la famine, par la peſte, ou par la guerre. Arrêtons-nous à l'Europe, qui ſemble avoir pris la place de l'Aſie, en donnant à l'art tout le pouvoir de la nature.

Pour décider ſi notre continent étoit anciennement plus habité que de nos jours, il ſuffit d'examiner s'il étoit plus cultivé. Reſte-t-il parmi nous quelque trace de plantations abandonnées?

Quelle côte abordable, quelle terre accéssible n'a pas aujourd'hui ses habitants? Si l'on découvre quelques ruines d'anciennes villes, c'est sous les fondements de villes aussi grandes. Mais quand même l'Italie & l'Espagne auroient beaucoup déchu de leur antique population, combien tous les autres états de l'Europe n'ont-ils pas augmenté le nombre de leurs habitants? Cette multitude de peuples que César comptoit dans la Gaule, qu'étoit-ce autre chose que des especes de nations sauvages, plus redoutables par leurs noms que par leur nombre? Tous ces Bretons, qui furent subjugués dans leur isle par deux légions Romaines, étoient-ils beaucoup plus nombreux que les corses actuels? A la vérité, la Germanie devoit être, ce semble, extrêmement peuplée, puisqu'elle fournit seule, dans l'espace de trois ou quatre siecles, la plus belle moitié de l'Europe. Mais observez que ce fut la population d'un terrein décuple, qui s'em-

para d'un pays rempli de nos jours par trois ou quatre nations ; que ce ne fut point par le nombre de ses vainqueurs, mais par la défection de ses sujets, que l'empire Romain fut détruit & subjugué. Dans cette étonnante révolution, croyez que les nations conquérantes ne firent jamais la vingtieme partie des nations conquises ; parce que les unes attaquoient avec la moitié de leur population, & les autres ne se défendoient qu'avec le centieme de leurs habitants. Mais un peuple qui combat tout entier pour lui-même, est plus fort que les armées des princes ou des rois.

Au reste, ces guerres longues & cruelles qui remplissent l'histoire ancienne, détruisent l'excessive population qu'elles semblent annoncer. Si, d'un côté, les Romains travailloient à réparer au dedans les vuides que la victoire faisoit dans leurs armées, cet esprit de conquête dont ils étoient dévorés, consumoit au moins les autres

nations. A peine les avoient-ils soumises, qu'ils les incorporoient dans leurs armées, & les minoient doublement par les recrues & les tributs. On sait avec quelle rage les peuples anciens faisoient la guerre ; que souvent dans un siege une ville se jetoit dans les flammes, hommes, femmes, enfants, plutôt que de tomber au pouvoir du vainqueur ; que dans les assauts tous les habitants étoient passés au fil de l'épée ; que dans les combats on aimoit mieux périr les armes à la main que d'être conduit en triomphe dans un esclavage éternel. Ces usages barbares de la guerre ne s'opposoient-ils pas à la population ? Si l'esclavage des vaincus conservoit des victimes, comme on ne peut en disconvenir, il étoit, d'un autre côté, peu favorable à la multiplication des hommes, en établissant dans un état cette extrême inégalité des conditions entre des êtres égaux par la nature. Si la division des sociétés en petites peuplades ou républiques,

étoit propre à multiplier les familles par la division des terres, elle brouilloit aussi plus souvent les nations entr'elles : & comme ces petits états se touchoient, pour ainsi dire, par une infinité de points, il falloit, pour les défendre, que tous les habitants prissent les armes. Les grands corps résistent au mouvement par leur masse ; les petits sont dans un choc perpétuel qui les brise.

Si la guerre détruisoit les populations anciennes, la paix ne les rétablissoit pas toujours. Autrefois, tout étoit sous le despotisme ou l'aristocratie ; & ces deux sortes de gouvernements ne multiplient pas l'espece humaine. Les villes libres de la Grece avoient des loix si compliquées, qu'il en résultoit une dissention continuelle entre les citoyens. La populace même, qui n'avoit point droit de suffrage, ne laissoit pas de faire la loi dans les assemblées publiques, où l'homme de génie, avec la parole, pouvoit remuer tant de bras,

Et puis, dans ces états, la population tendoit à se concentrer dans la ville, avec l'ambition, le pouvoir, les richesses, tous les fruits & les ressorts de la liberté. Ce n'est pas que les campagnes ne dussent être bien cultivées & bien peuplées, sous un gouvernement démocratique; mais il y avoit peu de démocraties: & comme elles étoient toutes ambitieuses, sans autre moyen de s'agrandir que la guerre, si l'on en excepte Athenes, qui ne parvint encore au commerce que par les armes, la terre ne pouvoit long-temps fleurir & produire des hommes. Enfin, la Grece & l'Italie furent au moins les seuls pays de l'Europe mieux peuplés qu'aujourd'hui.

Après la Grece, qui repoussa, contint & subjugua l'Asie; après Carthage, qui parut un moment sur les bords de l'Afrique & retomba dans le néant; après Rome, qui soumit & détruisit tous les peuples connus, où vit-on une population comparable à celle qu'un

voyageur trouve aujourd'hui ſur toutes les côtes de la mer, le long des grands fleuves, & ſur la route des capitales ? Que de vaſtes forêts changées en guérets ! Que de moiſſons flottantes à la place des joncs qui couvroient des marais ! Que de peuples policés, qui vivent de poiſſons ſéchés & de viandes boucanées !

On trouve dans la police, la morale & la politique modernes, des cauſes de propagation qui n'étoient pas chez les anciens ; mais on y voit auſſi des obſtacles qui peuvent empêcher ou diminuer, parmi nous, cette ſorte de progrès qui, dans notre eſpece, doit être le comble de ſa perfectibilité ; car jamais les hommes ne ſeront plus nombreux, s'ils ne ſont plus heureux.

La population dépend beaucoup de la diſtribution des biens-fonds. Les familles ſe multiplient comme les poſſeſſions ; & quand elles ſont trop vaſtes, leur étendue démeſurée arrête toujours la population. Un grand propriétaire,

ne travaillant que pour lui ſeul, conſacre une moitié de ſes terres à ſes revenus, & l'autre à ſes plaiſirs. Tout ce qu'il donne à la chaſſe eſt doublement perdu pour la culture, parce qu'il nourrit des bêtes dans le terrein des hommes, au lieu de nourrir des hommes dans le terrein des bêtes. Il faut des bois dans un pays, pour la charpente & le chauffage : mais il faut tant d'allées dans un parc, & des parterres, des potagers ſi grands pour un château ! Ici le luxe, qui, dans ſon étalage, alimente les arts, favoriſe-t-il autant la population des hommes, qu'il pourroit la ſeconder par un meilleur emploi des terres ? Trop de grandes terres, & trop peu de petites ; premier obſtacle à la population.

Second obſtacle, les domaines inaliénables du clergé. Lorſque tant de propriétés ſeront éternelles dans la même main, comment fleurira la population, qui ne peut naître que de l'amélioration des terres par la multiplication des propriétés ? Quel intérêt a le

bénéficier de faire valoir un fonds qu'il ne doit transmettre à personne; de semer ou de planter pour une postérité qui ne sera pas la sienne ? Loin de retrancher sur ses revenus pour augmenter sa terre, ne risquera-t-il pas de détériorer son bénéfice pour augmenter des rentes qui ne sont pour lui que viageres ?

Les substitutions des biens nobles ne sont pas moins nuisibles à la propagation de l'espece ; elles diminuent à la fois, & la noblesse, & les autres conditions. De même que la primogéniture, chez les nobles, sacrifie plusieurs cadets à l'aîné d'une maison, les substitutions immolent plusieurs familles à une seule. Presque toutes les terres substituées tombent en friche, par la négligence d'un propriétaire qui ne s'attache point à des biens dont il ne peut disposer, qu'on ne lui a cédés qu'à regret, & qu'on a donnés d'avance à ses successeurs, qui ne doivent pas être ses héritiers, puisqu'il ne les a pas nommés. Le droit de primogéniture & de substitution est

donc une loi qu'on diroit faite à dessein de diminuer la population de l'état.

Des deux premiers obstacles qu'un vice de législation apporte à la multiplication des hommes, en naît un troisieme, qui est la pauvreté du peuple. Par-tout où les paysans n'ont point de propriété fonciere, leur vie est misérable & leur sort précaire. Mal assurés d'une subsistance qui dépend de leur santé, comptant peu sur des forces qu'ils sont obligés de vendre, maudissant le jour qui les a vu naître, ils craignent d'enfanter des malheureux. En vain croit-on qu'il naît beaucoup d'enfants à la campagne, quand il en meurt chaque année autant & plus qu'on n'en voit naître. Les travaux des peres & le lait des meres sont perdus pour eux & pour leurs enfants. Ils ne parviendront pas à la fleur de leur âge, à la maturité qui récompense, par des fruits, toutes les peines de la culture. Avec un peu de terre, la mere pourroit nourrir son enfant & cultiver son champ, tandis que

le pere augmenteroit au dehors, du prix de son travail, l'aisance de sa famille. Sans propriété, ces trois êtres languissent du peu que gagne un seul, ou l'enfant périt des travaux de sa mere.

Que de maux naissent d'une législation vicieuse ou défectueuse ! Les vices & les fléaux ont une filiation immense ; ils se reproduisent pour tout dévorer, & croissent les uns des autres jusqu'au néant. L'indigence des campagnes produit la multiplication des troupes ; fardeau ruineux par sa nature, destructeur des hommes durant la guerre, & des terres durant la paix. Oui, les soldats ruinent les champs qu'ils ne cultivent pas, parce que chacun d'eux prive l'état d'un laboureur, & le surcharge d'un consommateur oisif ou stérile. Il n'est le défenseur de la patrie, en temps de paix, que par systême funeste, qui, sous prétexte de défense, rend tous les peuples agresseurs. Si tous les états vouloient, & ils le pourroient, laisser à la culture les bras qu'ils lui dérobent par

la milice ; la population, en peu de temps, augmenteroit considérablement dans toute l'Europe de laboureurs & d'artisans. Toutes les forces de l'industrie humaine s'emploieroient à seconder les bienfaits de la nature, à vaincre ses difficultés : tout concourroit à la création, & non à la destruction.

Les déserts de la Russie seroient défrichés, & les champs de la Pologne ne seroient point ravagés. La vaste domination des Turcs seroit cultivée, & la bénédiction de leur prophete se répandroit sur une immense population. L'Egypte, la Syrie & la Palestine redeviendroient ce qu'elles furent du temps des Phéniciens, des rois pasteurs, des Juifs heureux & pacifiques sous des juges. Les montagnes arides de la Sierra-Morena seroient fécondées, les landes de l'Aquitaine se purgeroient d'insectes & se couvriroient d'hommes.

Mais le bien général est un doux rêve des ames débonnaires. O tendre pasteur de Cambray ! ô bon abbé de Saint-

Pierre ! vos ouvrages ſont faits pour peupler les déſerts, non pas de ſolitaires qui fuient les malheurs & les vices du monde, mais de familles heureuſes qui chanteroient la magnificence de Dieu ſur la terre, comme les aſtres l'annoncent dans le firmament. C'eſt dans vos écrits vraiment inſpirés, puiſque l'humanité eſt un préſent du ciel, que ſe trouvent la vie & l'humanité. Soyez aimés des rois, ils le feront des peuples.

Un des moyens de favoriſer la population, faut-il le dire, c'eſt de ſupprimer le célibat du clergé ſéculier & régulier. L'inſtitution monaſtique tient à deux époques remarquables dans l'hiſtoire du monde. Environ l'an ſept cent de Rome, une nouvelle religion naquit en orient avec le Meſſie, & l'empire Romain déclina promptement avec le paganiſme. Deux ou trois cents ans après la mort du Meſſie, l'Egypte & la Paleſtine ſe remplirent de moines. Environ l'an ſept cent de l'ere chrétienne, une nouvelle religion parut en orient

avec Mahomet, & le christianisme reflua dans l'Europe pour s'y concentrer. Trois ou quatre cents ans après s'élevèrent une foule d'ordres religieux. Au temps de la naissance du Christ, les livres de David & ceux de la Sybille annoncerent la chûte du monde, un déluge, ou plutôt un incendie universel, un jugement de tous les hommes; & tous les peuples, foulés par la domination des Romains, souhaiterent & crurent la dissolution de toutes choses. Mille ans après l'ere chrétienne, les livres de David & ceux de la Sybille annoncerent encore le jugement dernier; & des pénitents féroces & barbares, dans la piété comme dans le crime, vendirent leurs biens pour aller vaincre & mourir sur le tombeau de leur rédempteur. Les nations, foulées par la tyrannie du gouvernement féodal, desirerent & crurent encore la fin du monde.

Tandis qu'une partie des chrétiens, frappés de terreur, alloit périr dans les croisades, une autre partie s'ensevelit

soit dans les cloîtres. Voilà l'origine de la vie monastique en Europe. L'opinion fit les moines; l'opinion les détruira. Leurs biens resteront dans la société pour y engendrer des familles. Toutes les heures perdues à des prieres sans ferveur seront consacrées à leur destination primitive, qui est le travail. Le clergé se souviendra que dans ses livres sacrés, Dieu dit à l'homme innocent: *procréez & multipliez*; que Dieu dit à l'homme pécheur: *laboure & travaille*. Si les fonctions du sacerdoce semblent interdire au prêtre les soins d'une famille & d'une terre, les fonctions de la société proscrivent encore plus hautement le célibat. Si les moines défricherent autrefois les déserts qu'ils habitoient, ils dépeuplent aujourd'hui les villes où ils fourmillent. Si le clergé a vécu des aumônes du peuple, il réduit à son tour les peuples à l'aumône. Parmi les classes oiseuses de la société, la plus nuisible est celle qui, par ses principes, doit porter tous les hommes à l'oisiveté;

qui consume à l'autel, & l'ouvrage des abeilles, & le salaire des ouvriers; qui allume durant le jour les lumieres de la nuit, & fait perdre dans les temples le temps que l'homme doit aux soins de sa maison; qui fait demander au ciel une subsistance que la terre seule donne ou rend au travail.

C'est encore une des causes de la dépopulation de certains états que cette intolérance, qui persécute & proscrit tout autre religion que celle du prince. C'est un genre d'oppression & de tyrannie particulier à la politique moderne, que celui qui s'exerce sur les pensées & les consciences; que cette piété cruelle, qui, pour des formes extérieures de culte, anéantit en quelque sorte Dieu même, en détruisant une multitude de ses adorateurs; que cette impiété, plus barbare encore, qui, pour des choses aussi indifférentes que doivent paroître des cérémonies de religion, anéantit une chose aussi essentielle que doivent l'être la vie des hommes

& la population par états: car on n'augmente point le nombre ni la fidélité des sujets, en exigeant des serments contraires à la conscience, en contraignant à des parjures secrets ceux qui s'engagent dans les liens du mariage, ou dans les diverses professions du citoyen. L'unité de religion n'est bonne que lorsqu'elle se trouve naturellement établie par la persuasion. Dès que la conviction cesse, un moyen de rendre aux esprits la tranquillité, c'est de leur laisser la liberté. Lorsqu'elle est égale, pleine & entiere pour tous les citoyens, elle ne peut jamais troubler la paix des familles.

Après le célibat ecclésiastique & le célibat militaire, l'un de profession, l'autre d'usage, il en est un troisieme de convenance, introduit par le luxe; c'est celui des rentiers viagers. Admirez ici la chaîne des causes. En même temps que le commerce favorise la population par l'industrie de mer & de terre, par tous les objets & les travaux

de

de la navigation, par tous les arts de culture & de fabrique ; il diminue cette même population par tous les vices qu'amene le luxe. Quand les richeſſes ont pris un aſcendant général ſur les ames, alors les opinions & les mœurs s'alterent par le mêlange des conditions. Les arts & les talents agréables, en poliſſant la ſociété, la corrompent. Les ſexes venant à ſe rapprocher, à ſe ſéduire mutuellement, le plus foible entraîne le plus fort dans ſes goûts frivoles de parure & d'amuſement. La femme devient enfant, & l'homme devient femme. On ne parle, on ne s'occupe que de jouir. Les exercices mâles & robuſtes, qui diſciplinoient la jeuneſſe & la préparoient aux profeſſions graves & périlleuſes, font place à l'amour des ſpectacles, où l'on prend toutes les paſſions qui peuvent efféminer un peuple, quand on n'y voit pas un certain eſprit de patriotiſme. L'oiſiveté gagne dans les conditions aiſées ; le travail diminue dans les claſſes occupées. L'accroiſ-

sement des arts multiplie les modes ; les modes augmentent les dépenses ; le luxe devient un besoin ; le superflu prend la place du nécessaire ; on s'habille mieux, on vit moins bien ; l'habit se fait aux dépens du corps. L'homme du peuple connoît la débauche avant l'amour, & se mariant plus tard, a moins d'enfants, ou des enfants plus foibles ; le bourgeois cherche une fortune avant une femme, & perd d'avance l'une & l'autre dans le libertinage. Les gens riches, mariés ou non, vont sans cesse corrompant les femmes de tous états, ou débauchant les filles pauvres. La difficulté de soutenir les dépenses du mariage, & la facilité d'en trouver les plaisirs sans en avoir les peines, multiplient les célibataires dans toutes les classes. L'homme qui renonce à être pere de famille, consomme son patrimoine ; & d'accord avec l'état, qui lui en double la rente par des emprunts ruineux, il fond plusieurs générations dans une seule ; il éteint sa postérité, celle des femmes

dont il eſt payé, & celle des filles qu'il paie. Tous les genres de proſtitution s'attirent à la fois. On trahit ſon honneur & ſon devoir dans toutes les conditions. La déroute des femmes ne fait que précéder celle des hommes.

Une nation galante, ou plutôt libertine, ne tarde pas à être défaite au dehors, & ſubjuguée au dedans. Plus de nobleſſe, plus de corps qui défende ſes droits, ni ceux du peuple, parce que tout ſe diviſe & qu'on ne ſonge qu'à ſoi. Nul homme ne veut périr ſeul. L'amour des richeſſes étant l'unique appât, l'homme honnête craint de perdre ſa fortune, & l'homme ſans honneur veut faire la ſienne : l'un ſe retire, l'autre ſe vend, & l'état eſt perdu. Tels ſont les progrès infaillibles du commerce dans une monarchie. On ſait, par l'hiſtoire ancienne, quels ſont ſes effets dans une république. Cependant il faut, aujourd'hui, porter les hommes au commerce, parce que la ſituation actuelle de l'Europe eſt favorable au commerce, & que

le commerce eſt lui-même favorable à la population.

Mais on demandera ſi la grande population eſt utile au bonheur du genre humain. Queſtion oiſeuſe. Il ne s'agit pas, en effet, de multiplier les hommes pour les rendre heureux ; mais il ſuffit de les rendre heureux pour qu'ils ſe multiplient. Tous les moyens qui concourent à la proſpérité d'un état, aboutiſſent d'eux-mêmes à la propagation de ſes citoyens. Un légiſlateur qui ne voudroit peupler que pour avoir des ſoldats, avoir des ſujets que pour ſoumettre ſes voiſins, ſeroit un monſtre ennemi de la nature humaine, puiſqu'il ne créeroit que pour détruire : mais celui qui, comme Solon, feroit éclorre une république, dont les eſſaims iroient peupler les côtes déſertes de la mer ; celui qui, comme Penn, ordonneroit la cultivation de ſa colonie & lui défendroit la guerre ; celui-là, ſans doute, ſeroit un dieu ſur la terre. Quand même il ne jouiroit pas de l'immortalité de

ſon nom, il vivroit heureux & mourroit content, ſur-tout s'il pouvoit ſe promettre de laiſſer des loix aſſez ſages pour garantir à jamais les peuples de la vexation des impôts.

CHAPITRE X.

Impôts.

L'IMPÔT peut être défini, le ſacrifice d'une partie de la propriété, pour la conſervation de l'autre. Il ſuit de là qu'il ne doit y avoir d'impôt, ni chez les peuples eſclaves, ni chez les peuples ſauvages, parce que les uns n'ont plus de propriété, & que les autres n'en ont pas encore.

Mais lorſqu'une nation jouit d'une propriété qui mérite d'être gardée ; que ſa fortune eſt aſſez fixe, aſſez conſidérable pour exiger des dépenſes de gouvernement ; qu'elle a des poſſeſſions,

un commerce, des richesses capables de tenter la cupidité de ses voisins, pauvres ou ambitieux : alors, pour garantir ses frontieres ou ses provinces, pour protéger sa navigation & maintenir sa police, il lui faut des forces & un revenu. Il est juste & indispensable que les citoyens, occupés de quelque maniere que ce soit au bien public, soient entretenus par tous les autres ordres de la confédération.

Il y a eu des pays & des temps où l'on assignoit une portion du territoire pour les dépenses communes du corps politique. Le gouvernement ne pouvant faire valoir lui-même des possessions si étendues, étoit obligé de confier ce soin à des administrateurs qui les négligeoient ou qui s'en approprioient le revenu. Cet usage entraînoit de plus grands inconvénients encore. Ou le domaine du roi étoit trop considérable pendant la paix, ou il étoit insuffisant pour les temps de guerre. Dans le premier cas, la liberté de la république

étoit opprimée par le chef de l'état, & dans le second par les étrangers. Il a donc fallu recourir aux contributions des citoyens.

Ces fonds furent peu considérables dans les premiers temps. La solde n'étoit alors qu'un simple dédommagement donné par l'état à ceux que son service détournoit des travaux & des soins nécessaires à leur subsistance. La récompense consistoit dans cette jouissance délicieuse que nous éprouvons par le sentiment intime de notre vertu, & la vue des hommages qui lui sont rendus par les autres hommes. Ces richesses morales étoient les plus grands trésors des sociétés naissantes ; c'étoit une sorte de monnoie qu'il importoit dans l'ordre politique, autant que dans l'ordre moral, de ne pas altérer.

L'honneur ne tint guere moins lieu d'impôts dans les beaux jours des Grecs, que dans les sociétés naissantes. Ceux qui servoient la patrie, ne se croyoient pas en droit de la dévorer. L'imposi-

tion miſe par Ariſtide ſur toute la Grece, pour ſoutenir la guerre contre la Perſe, fut ſi modérée, que les contribuables la nommerent eux-mêmes, *l'heureux ſort de la Grece.* Quel temps & quel pays, où les taxes faiſoient le bonheur des peuples !

Les Romains marcherent à la domination, ſans preſqu'aucun ſecours de la part du fiſc. L'amour des richeſſes les eût détournés de la conquête du monde. Le ſervice public fut fait avec déſintéreſſement, après même que les mœurs ſe furent corrompues.

Sous le gouvernement féodal, il n'y eut point d'impôts. Où les auroit-on pris ? L'homme & la terre étoient la propriété du maître. C'étoit une ſervitude réelle & une ſervitude perſonnelle.

Lorſque le jour commença à luire ſur l'Europe, les nations s'occuperent de leur ſûreté. Elles fournirent volontairement des contributions, pour réprimer les ennemis domeſtiques & étran-

gers : mais ces tributs furent modérés, parce que les princes n'étoient pas encore aſſez abſolus pour les détourner au gré de leurs caprices, ou au profit de leur ambition.

Le nouveau monde fut découvert, & la paſſion des conquêtes s'empara de tous les peuples. Cet eſprit d'agrandiſſement ne pouvoit ſe concilier avec la lenteur des aſſemblées populaires; & les ſouverains réuſſirent, ſans beaucoup d'efforts, à s'approprier plus de droits qu'ils n'en avoient eu. L'impoſition des taxes fut la plus importante des uſurpations. C'eſt celle dont les ſuites ont été les plus funeſtes.

On n'a pas craint d'imprimer le ſceau de la ſervitude ſur le front des hommes, en taxant leur tête. Indépendamment de l'humiliation, eſt-il rien de plus arbitraire qu'un pareil impôt ?

L'aſſeoira-t-on ſur des déclarations ? Mais il faudroit, entre le monarque & les ſujets, une conſcience morale qui les liât l'un à l'autre par un mutuel

amour du bien général ; ou, du moins, une conscience publique qui les rassurât l'un envers l'autre par une communication sincere & réciproque de leurs lumieres & de leurs sentiments. Or, comment établir cette conscience publique, qui serviroit de flambeau, de guide & de frein dans la marche des gouvernements ?

Percera-t-on dans le sanctuaire des familles, dans le cabinet du citoyen, pour surprendre & mettre au jour ce qu'il ne veut pas révéler, ce qu'il lui importe même souvent de ne pas révéler ? Quelle inquisition ! quelle violence révoltante ! Quand même on parviendroit à connoître les ressources de chaque particulier, ne varient-elles pas d'une année à l'autre, avec les produits incertains & précaires de l'industrie ? Ne diminuent-elles pas avec la multiplication des enfants, avec le dépérissement des forces par les maladies, par l'âge & par le travail ? Les facultés de l'humanité, utiles & laborieuses, ne

changent-elles pas avec les vicissitudes, que le temps apporte dans tout ce qui dépend de la nature & de la fortune ? La taxe personnelle est donc une vexation individuelle, sans utilité commune. La capitation est un esclavage affligeant pour l'homme, sans profit pour l'état.

Après s'être permis l'impôt, qui est la preuve du despotisme, ou qui y conduit un peu plutôt, un peu plus tard, on s'est jeté sur les consommations. Les souverains ont affecté de regarder ce nouveau tribut comme volontaire, en quelque sorte, puisque sa quantité dépend des dépenses que tout citoyen est libre d'augmenter ou de diminuer, au gré de ses facultés & de ses goûts, la plupart factices.

Mais si la taxe porte sur les denrées de premier besoin, c'est le comble de la cruauté. Avant toutes les loix sociales, l'homme avoit le droit de subsister. L'a-t-il perdu par l'établissement des loix ; survendre au peuple les fruits

de la terre, c'est les lui ravir ; c'est attaquer le principe de son existence, que de lui ravir, par un impôt, les moyens naturels de la conserver. En pressurant la subsistance de l'indigent, l'état lui ôte les forces avec les aliments. D'un homme pauvre, il en fait un mendiant ; d'un travailleur, un oisif ; d'un malheureux, un scélérat : c'est-à-dire, qu'il conduit un famélique à l'échafaud par la misere.

Si la taxe porte sur des denrées moins nécessaires ; que de bras, perdus pour l'agriculture & pour les arts, sont employés, non pas à garder les boulevards de l'empire, mais à hérisser un royaume d'une infinité de petites barrieres ; à embarrasser les portes des villes ; à infester les chemins & les passages du commerce ; à fureter dans les caves, dans les greniers, dans les magasins ! Quel état de guerre entre le prince & le peuple, entre le citoyen & le citoyen ! Que de prisons, de galeres, de gibets, pour une foule de mal-

heureux qui ont été poussés à la fraude, à la contrebande, à la révolte même par l'iniquité des loix fiscales !

L'avidité des souverains s'est étendue des consommations aux marchandises, que les états se vendent les uns aux autres. Despotes insatiables, ne comprendrez-vous jamais que si vous mettez des droits sur ce que vous offrez à l'étranger, il achétera moins cher, il ne donnera que la valeur qui lui sera demandée par les autres nations ? Vos sujets fussent-ils seuls propriétaires de la production assujettie aux taxes, ils ne parviendroient pas encore à faire la loi ; parce qu'alors on en demanderoit en moindre quantité, & que sa surabondance les forceroit à en diminuer le prix, pour en trouver la consommation.

L'impôt sur les marchandises que votre empire reçoit de ses voisins, n'a pas une base plus raisonnable. Leur prix étant réglé par la concurrence des autres peuples, ce seront vos sujets qui paieront seuls les droits. Peut-être ce ren-

chérissement des productions étrangeres en fera-t-il diminuer l'usage. Mais si l'on vous vend moins, on achétera moins de vous. Le commerce ne donne qu'en proportion de ce qu'il reçoit. Il n'est au fond qu'un échange de valeur pour valeur. Vous ne pouvez donc vous opposer aux cours de ces changes, sans faire tomber le prix de vos productions, en retrécissant leur débit.

Soit que vous mettiez des droits sur les marchandises étrangeres ou sur les vôtres, l'industrie de vos sujets en souffrira nécessairement. Il y aura moins de moyens pour la payer, & moins de matieres premieres pour l'occuper. Plus la masse des reproductions annuelles diminuera, & plus la somme des travaux diminuera aussi. Alors toutes les loix que vous pourrez établir contre la mendicité seront impuissantes, parce qu'il faut bien que l'homme vive de ce qu'on lui donne, quand il ne peut pas vivre de ce qu'il gagne.

Mais quelle est donc la forme d'im-

position la plus propre à concilier les intérêts publics avec les droits des citoyens ? C'est la taxe sur la terre. Un impôt est une dépense qui se renouvelle tous les ans pour celui qui en est chargé. Un impôt ne peut donc être assis que sur un revenu annuel : car il n'y a qu'un revenu annuel qui puisse acquitter une dépense annuelle. Or, on ne trouvera jamais de revenu annuel que celui des terres. Il n'y a qu'elles qui restituent chaque année les avances qui leur sont faites, & de plus un bénéfice dont il soit possible de disposer. On commence depuis long-temps à soupçonner cette importante vérité. De bons esprits la porteront un jour à la démonstration ; & le premier gouvernement qui en fera la base de son administration, s'élévera nécessairement à un degré de prospérité inconnue à toutes les nations & à tous les siecles.

Peut-être n'y a-t-il, en ce moment, aucun peuple de l'Europe, à qui sa si-

tuation permette ce grand changement. Par-tout les impoſitions ſont ſi fortes, les dépenſes ſi multipliées, les beſoins ſi preſſants ; par-tout le fiſc eſt ſi obéré, qu'une révolution ſubite dans la perception des revenus publics altéreroit infailliblement la confiance & la félicité des citoyens. Mais une politique éclairée & prévoyante tendra, à pas lents & meſurés, vers un but ſi ſalutaire. Elle écartera, avec courage & avec prudence, tous les obſtacles que les préjugés, l'ignorance, les intérêts privés pourroient oppoſer à un ſyſtême d'adminiſtration, dont les avantages nous paroiſſent au deſſus de tous les calculs.

Pour que rien ne puiſſe diminuer les avantages de cette heureuſe innovation, il faudra que toutes les terres, indiſtinctement, ſoient aſſujetties à l'impôt. Le bien public eſt un tréſor commun, dans lequel chaque citoyen doit dépoſer ſes tributs, ſes ſervices & ſes talents. Jamais des noms & des titres ne changeront la nature des hommes

& des possessions. Ce seroit le comble de la bassesse & de la folie, de faire valoir les distinctions qu'on a reçues de ses peres, pour se soustraire aux charges de la société. Toute prééminence qui ne tourneroit pas au profit général, seroit destructive ; elle ne peut être juste qu'autant qu'elle est un engagement formel de dévouer plus particuliérement sa fortune & sa vie au service de la patrie.

Si de nos jours, pour la premiere fois, les terres étoient imposées, ne jugeroit-on pas nécessairement que la contribution doit être proportionnée à l'étendue & à la fertilité des possessions ? Quelqu'un oseroit-il alléguer ses places, ses services, ses dignités, pour se soustraire aux tributs qu'exige le service public ? Qu'ont de commun les taxes avec les rangs, les titres & les conditions ? Elles ne touchent qu'aux revenus ; & ces revenus sont à l'état, dès qu'ils sont nécessaires à sa défense.

Cependant il ne suffit pas que l'impôt

ſoit réparti avec juſtice, il faut encore qu'il ſoit proportionné aux beſoins du gouvernement ; & ces beſoins ne ſont pas toujours les mêmes. La guerre exigea par-tout, & dans tous les ſiecles, des dépenſes plus conſidérables que la paix. Les peuples anciens y fourniſſoient par les économies qu'ils faiſoient dans des temps de calme. Depuis que les avantages de la circulation & les principes de l'induſtrie ont été mieux développés, la méthode d'accumuler ainſi les métaux a été proſcrite. On a préféré, avec raiſon, la reſſource des impoſitions extraordinaires. Tout état qui ſe les interdiroit, ſe verroit contraint, pour retarder ſa chûte, de recourir aux voies pratiquées à Conſtantinople. Le ſultan qui peut tout, excepté augmenter ſes revenus, eſt réduit à livrer l'empire aux vexations de ſes délégués, pour les dépouiller enſuite eux-mêmes de leurs brigandages.

Pour que les taxes ne ſoient jamais exceſſives, il faut qu'elles ſoient ordon-

nées, réglées & administrées par les représentants des nations. L'impôt a toujours dépendu de la propriété. N'est pas maître du champ, qui ne l'est pas du fruit. Aussi, chez tous les peuples, les tributs ne furent-ils établis dans leur origine sur les propriétaires, que par eux-mêmes; soit que les terres fussent réparties entre les conquérants; soit que le clergé les eût partagées avec la noblesse; soit qu'elles eussent passé par le commerce & l'industrie entre les mains de la plupart des citoyens. Par-tout, ceux qui les possédoient, avoient conservé le droit naturel, inaliénable & sacré, de n'être point taxés sans leur consentement. Otez ce principe, il n'y a plus de monarchie, il n'y a plus de nation; il ne reste qu'un despote & un troupeau d'esclaves.

Peuples, chez qui les rois ordonnent aujourd'hui tout ce qu'ils veulent, relisez votre histoire. Vous verrez que vos aïeux s'assembloient, qu'ils délibéroient toutes les fois qu'il s'agissoit d'un sub-

ſide. Si l'uſage en eſt paſſé, le droit n'en eſt pas perdu ; il eſt écrit dans le ciel, qui a donné la terre à tout le genre humain, pour la poſſéder; il eſt écrit ſur ce champ que vous avez pris la peine d'enclorre, pour vous en aſſurer la jouiſſance ; il eſt écrit dans vos cœurs, où la divinité a imprimé l'amour de la liberté. Cette tête élevée vers les cieux, n'eſt pas faite à l'image du créateur, pour ſe courber devant un homme. Aucun n'eſt plus qu'un autre, que par le choix, que de l'aveu de tous. Gens de cour, votre grandeur eſt dans vos terres, & non aux pieds d'un maître. Soyez moins ambitieux, & vous ſerez plus riches. Allez rendre la juſtice à vos vaſſaux, & vous augmenterez votre fortune, en augmentant la maſſe du bonheur commun. Que gagnez-vous à élever l'édifice du deſpotiſme ſous les ruines de toute eſpece de liberté, de vertu, de ſentiment, de propriété ? Songez qu'il vous écraſera tous. Autour de ce coloſſe de terreur, vous

n'êtes que des figures de bronze, qui repréſentent les nations enchaînées aux pieds d'une ſtatue.

Si le prince a ſeul le droit des tributs, quoiqu'il n'ait pas intérêt à ſurcharger, à vexer les peuples, ils ſeront ſurchargés & vexés. Les fantaiſies, les profuſions, les entrepriſes du ſouverain ne connoîtront plus de bornes dès qu'elles ne trouveront plus d'obſtacles. Bientôt une politique fauſſe & cruelle lui perſuadera que des ſujets riches deviennent toujours inſolents; qu'il faut les ruiner pour les aſſervir; que la pauvreté eſt le rempart le plus aſſuré du trône. Il ira juſqu'à croire que tout eſt à lui, rien à ſes eſclaves, & qu'il leur fait grace de tout ce qu'il leur laiſſe.

Le gouvernement s'emparera de toutes les avenues & les iſſues de l'induſtrie, pour la traire à l'entrée & à la ſortie, pour l'épuiſer dans ſa route. Le commerce n'obtiendra de circulation que par l'entremiſe & au profit de l'ad-

miniſtration fiſcale. La culture ſera négligée par des mercenaires, qui ne peuvent jamais eſpérer de propriété. La nobleſſe ne ſervira & ne combattra que pour une ſolde. Le magiſtrat ne jugera que pour des épices & pour des gages. Les négociants mettront leur fortune à couvert, pour la tranſporter hors d'un pays où il n'y a plus de patrie ni de ſûreté. La nation n'étant plus rien prendra de l'indifférence pour ſes rois; ne verra ſes ennemis que dans ſes maîtres; eſpérera quelquefois un adouciſſement de ſervitude dans un changement de joug; attendra ſa délivrance d'une révolution, & ſa tranquillité d'un bouleverſement. Après ces mots il faut ſe taire: mais parlons d'une reſſource dont les ſouverains ſont une ruine; c'eſt le crédit public.



CHAPITRE XI.

Crédit public.

En général, ce qu'on nomme crédit n'eſt qu'un délai donné pour payer. Le crédit ſuppoſe donc une double confiance ; confiance dans la perſonne qui en a beſoin, & confiance dans ſes facultés. La premiere eſt la plus néceſſaire. Il eſt trop ordinaire qu'un débiteur de mauvaiſe foi trahiſſe ſes engagements, quoiqu'il ait aſſez de fortune pour les remplir, ou qu'il diſſipe cette fortune par une conduite peu exacte & peu modérée. Mais l'homme intelligent & juſte peut, par des opérations bien combinées, acquérir ou remplacer les moyens qui lui auroient manqué.

Le but du commerce eſt la conſommation ; mais avant que les marchandiſes ſoient arrivées aux lieux où elles

doivent être consommées, il se passe souvent un temps considérable ; il y a de grandes dépenses à faire. Réduisez encore le négociant à former ses achats avec de l'argent comptant, & le commerce languira nécessairement. Ceux qui ont à vendre, ceux qui doivent acheter, en souffriront également. De ces convenances est né le crédit entre les membres d'une société, ou même de plusieurs sociétés. Ils different du crédit public, en ce que ce dernier est le crédit d'une nation considérée comme ne formant qu'un seul corps.

Entre le crédit particulier & le crédit public, il y a cette différence, que l'un a le gain pour but, & l'autre la dépense. Il suit de là, que le crédit est richesse pour les négociants, puisqu'il devient pour eux un moyen de s'enrichir, & qu'il est pour les gouvernements une cause d'appauvrissement, puisqu'il ne leur procure que la faculté de se ruiner. Un état qui emprunte, aliene une portion de son revenu pour un capital qu'il

qu'il dépense. Il est donc plus pauvre après ces emprunts, qu'il ne l'étoit avant cette opération funeste.

Malgré la rareté de l'or & de l'argent, les gouvernements anciens ne connurent pas l'usage du crédit public, même à l'époque des plus funestes crises. On formoit durant la paix un trésor, qui s'ouvroit dans des temps de trouble. Alors les métaux, rentrés dans la circulation, excitoient l'industrie, & rendoient, en quelque maniere, légeres les calamités inévitables de la guerre. Depuis que la découverte du nouveau monde a rendu les métaux plus communs, les administrateurs des empires se sont généralement livrés à des entreprises supérieures aux facultés des nations qu'ils gouvernoient; & ils n'ont pas craint de charger les générations futures des dettes qu'ils s'étoient permis de contracter. Cette chaîne d'oppression s'est prolongée; elle doit lier nos derniers neveux, & s'appesantir sur tous les peuples & sur tous les siecles.

L'uſage du crédit public, quoique ruineux pour tous les états, ne l'eſt pas pour tous au même point. Une nation qui a beaucoup de riches productions ; dont le revenu entier eſt libre ; qui a toujours reſpecté ſes engagements ; qui n'a pas l'ambition des conquêtes ; qui ſe gouverne elle-même : une telle nation trouvera de l'argent à meilleur marché, qu'un empire dont le ſol n'eſt pas abondant ; qui eſt ſurchargé de dettes ; qui entreprend au delà de ſes forces ; qui a trompé ſes créanciers ; qui gémit ſous un gouvernement arbitraire. Le prêteur, qui dictera néceſſairement la loi, en proportionnera toujours la rigueur aux riſques qu'il lui faudra courir. Ainſi, un peuple dont les finances ſont en déſordre, tombera rapidement dans les derniers malheurs, par le crédit public : mais le gouvernement le mieux ordonné y trouvera auſſi le terme de ſa proſpérité.

Mais, diſent quelques arithméticiens politiques, n'eſt-il pas utile aux états

d'appeller dans leur sein l'argent des autres nations ? Et les emprunts publics ne produisent-ils pas cet effet important ? Oui, sans doute, on attire les métaux des étrangers par cette voie, comme on l'attiroit en leur vendant une ou plusieurs provinces de l'empire. Peut-être même seroit-il moins déraisonnable de leur livrer le sol, que de le cultiver uniquement pour eux.

Mais si l'état n'empruntoit que de ses sujets, on ne livreroit pas le revenu national à des étrangers ? Non ; mais la république énerveroit plusieurs de ses membres pour en engraisser un seul. Ne faut-il pas augmenter les impositions, en raison des intérêts qu'il faut payer, des capitaux qu'il faut rembourser ? Les propriétaires des terres, les cultivateurs, tous les citoyens ne se trouveront-ils pas plus chargés, que si on leur eût demandé directement, & tout d'un coup, les sommes empruntées par le gouvernement ? Leur position est la même que s'ils eussent emprunté eux-

mêmes, au lieu de faire des économies sur leurs dépenses ordinaires, pour subvenir à une dépense accidentelle.

Mais les papiers publics qui, résultant des emprunts faits par le gouvernement, augmentent la masse des richesses circulantes, donnent une grande extension aux affaires, facilitent toutes les opérations. Hommes aveugles ! voulez-vous voir tout le vice de votre politique ? Poussez-la aussi loin qu'elle peut aller ; faites emprunter par l'état tout ce qu'il peut emprunter ; accablez-le d'intérêts à payer ; mettez-le ainsi dans la nécessité de forcer tous les impôts : vous verrez qu'avec vos richesses circulantes, bientôt vous n'aurez plus de richesses renaissantes pour vos consommations & pour le commerce. L'argent & les papiers qui le représentent, ne circulent pas d'eux-mêmes, & sans les mobiles qui les mettent en mouvement. Tous ces différents signes ne furent qu'à raison des ventes & des achats qui se font. Couvrez d'or, si vous voulez, l'Europe en-

tiere ; si elle n'a point de marchandises dans le commerce, cet or sera sans activité. Multipliez seulement les effets commerçables, & ne vous embarrassez pas des signes ; la confiance & la nécessité les sauront bien établir sans vous. Gardez-vous, sur-tout, de vouloir les multiplier par des moyens qui diminueroient nécessairement la masse de vos productions renaissantes.

Mais l'usage du crédit public met une puissance en état de faire la loi aux autres puissances. Ne verra-t-on jamais que cette ressource est commune à toutes les nations ? Si c'est une espece de grand chemin dont vous puissiez vous servir pour aller à votre ennemi, ne pourra-t-il pas s'en servir pour venir à vous ? Le crédit des deux peuples ne sera-t-il pas proportionné à leurs richesses respectives ; & ne se trouveront-ils pas ruinés, sans avoir eu l'un sur l'autre d'autres avantages que ceux dont ils jouissoient indépendamment de tout emprunt ? Quand je vois des monar-

ques & des empires ſe battre & s'acharner les uns ſur les autres, au milieu de leurs dettes, de leurs fonds publics, & de leurs revenus engagés ; il me ſemble voir, dit un écrivain philoſophe, des gens qui s'eſcriment avec des bâtons dans la boutique d'un faïancier au milieu des porcelaines.

Il y auroit peut-être de la témérité à aſſurer que, dans aucune circonſtance, le ſervice public ne pourra exiger l'aliénation d'une portion des revenus publics. Les ſcenes qui agitent la terre ſont ſi variées ; les empires ſont expoſés à de ſi étranges révolutions ; le champ des événements eſt ſi étendu ; la politique frappe des coups ſi ſurprenants, qu'il n'eſt pas donné à la ſageſſe humaine de tout prévoir, de tout calculer. Mais, ici, c'eſt la conduite pratique des gouvernements qui nous occupe, & non une ſituation bizarre, qui vraiſemblablement ne ſe préſentera jamais.

Tout état qui ne ſera pas détourné

de la voie ruineuse des emprunts par les considérations que nous venons de peser, creusera lui-même sa tombe. La facilité d'avoir beaucoup d'argent à la fois, jettera un gouvernement dans toutes sortes d'entreprises injustes, téméraires, dispendieuses ; lui fera hypothéquer l'avenir pour le présent, & jouer le présent pour l'avenir. Un emprunt en attirera un autre ; & pour accélérer le dernier, on grossira de plus en plus l'intérêt.

Ce désordre fera passer le fruit du travail dans quelques mains oisives. La facilité de jouir sans rien faire, attirera tous les gens riches, tous les hommes vicieux, tous les intrigants dans une capitale, avec un cortege de valets dérobés à la charrue ; des filles ravies à l'innocence & au mariage ; des sujets de tout sexe voués au luxe ; instruments, victimes, objets ou jouets de la mollesse & des voluptés.

La séduction des dettes publiques se communiquera de plus en plus. Dès

qu'on peut moissonner sans labourer, tout le monde se jette dans cette espece de négoce, qui est, tout à la fois, lucratif & facile. Les propriétaires & les négociants veulent devenir rentiers. On change son argent en papier d'état, parce que c'est le signe le plus portatif, le moins sujet à l'altération du temps, à l'injure des saisons, à l'avidité des traitants. L'agriculture, le commerce & l'industrie souffrent de la préférence qu'on donne aux signes sur les choses. Comme l'état dépense toujours mal ce qu'il a mal acquis, à mesure que ses dettes s'accumulent, il augmente les impôts pour payer les intérêts. Ainsi toutes les classes actives & fécondes de la société sont dépouillées, épuisées par la classe paresseuse & stérile des rentiers. L'augmentation des impôts fait hausser le prix des denrées, & par là celui de l'industrie. Dès-lors la consommation diminue, parce que l'exportation cesse aussi-tôt que la marchandise est trop chere pour soutenir la concurrence. Les

terres & les manufactures languiſſent également.

L'impuiſſance où ſe trouve alors l'état de faire face à ſes engagements, le réduit à s'en libérer par la voie la plus deſtructive de la liberté des citoyens & de la puiſſance du ſouverain, par la banqueroute. Elle devient enfin néceſſaire, cette criſe fatale aux empires, qui bouleverſe les fortunes ; qui dépouille violemment les créanciers, après avoir attiré tous les fonds par des intérêts uſuraires, des édits d'emprunt ; qui déshonore le monarque par des faillites cruelles, après des engagements ſolemnels ; qui trahit les ferments du prince & les droits des ſujets ; qui perd, ſans retour, la plus ſûre baſe de tout gouvernement, la confiance publique. Telle eſt la fin des emprunts ; jugez par là de leur principe.



CHAPITRE XII.

Beaux Arts et Belles-Lettres.

Aprés avoir examiné les pivots & les colonnes de toute société policée, jetons un coup-d'œil sur les ornements & sur la décoration de l'édifice. Ce sont les beaux arts & les belles-lettres.

Deux peuples célebres s'étoient élevés par des monuments de génie, à une gloire qui ne finira jamais, & qui honorera toujours l'espece humaine.

Le christianisme, après avoir détruit, en Europe, toutes les idoles de l'antiquité païenne, conserva quelques arts pour servir de soutien à l'empire de la persuasion, & seconder la prédication de l'évangile. Mais à la place d'une religion embellie, égayée par les divinités riantes de la Grece & de Rome, il

érigea des monuments de terreur & de tristesse, conformes aux tragiques événements qui signalerent sa naissance & ses progrès. Les siecles gothiques nous ont laissé des monuments, où la hardiesse & la majesté respirent à travers les ruines du goût & de l'élégance. Tous ces temples furent bâtis en croix, couverts de croix, remplis de croix, décorés d'images horribles & funebres, d'échafauds, de supplices, de martyrs, de bourreaux.

Que devinrent les arts, condamnés à effaroucher continuellement l'imagination par des spectacles de sang, de mort & d'enfer? Hideux comme leurs modeles, féroces comme les princes & les pontifes qui les employoient, bas & rampants comme les adorateurs de leurs ouvrages, ils épouvanterent leurs enfants dès le berceau; ils aggraverent les horreurs du tombeau par une perspective éternelle d'ombres effrayantes; ils attristerent la face de la terre.

Enfin le temps vint de diminuer ces

échafaudages de la religion & de la police ſociale. Les beaux arts retournerent avec les lettres de la Grece en Italie, par la méditerranée, qui faiſoit commercer l'Aſie avec l'Europe. Les Huns, ſous le nom de Goths, les avoient chaſſés de Rome à Conſtantinople; ces mêmes Huns, ſous le nom de Turcs, les repouſſerent de Conſtantinople à Rome. Cette ville, dont le deſtin étoit de dominer par la force ou par la ruſe, accueillit & reſſuſcita les arts enſevelis ſous des tombeaux antiques.

Des murailles, des colonnes, des ſtatues, des vaſes ſortirent de la pouſſiere des ſiecles & des ruines de l'Italie, pour ſervir de modele à la régénération des beaux arts. Le génie, qui préſide au deſſein, éleva trois arts à la fois; je veux dire, l'architecture, où la commodité même ordonna les proportions de la ſymmétrie, qui contribue au plaiſir des yeux; la ſculpture, qui flatte les rois & récompenſe les grands hommes; la peinture, qui perpétue le ſouvenir

des belles actions & les ſoupirs des ames tendres. L'Italie ſeule eut plus de villes ſuperbes, plus de magnifiques édifices, que tout le reſte de l'Europe enſemble. Rome, Florence & Veniſe enfanterent trois écoles de peintres originaux : tant le génie appartient à l'imagination, & l'imagination au climat. Si l'Italie eût poſſédé les tréſors du Mexique & les productions de l'Aſie, combien les arts ſe feroient encore plus enrichis de la découverte des deux Indes !

Cette région, autrefois féconde en héros, & depuis en artiſtes, vit refleurir les lettres, compagnes inſéparables des arts. Elles étoient étouffées par le barbariſme continuel d'une latinité corrompue & défigurée par la religion. Un mêlange de théologie Egyptienne, de philoſophie Grecque, de poéſie Hébraïque : telle étoit la langue Latine dans la bouche des moines qui chantoient la nuit, enſeignoient le jour des choſes & des paroles qu'ils n'entendoient pas.

La mythologie des Romains fit re-

naître dans la littérature les graces de l'antiquité. L'esprit d'imitation les emprunta d'abord sans choix. L'usage amena le goût dans l'emploi de ces richesses. Le génie Italien, trop fécond pour ne pas créer, mêla ses hardiesses, ses caprices même aux regles & aux exemples de ses anciens maîtres; les fictions de la féerie à celles de la fable. Les mœurs du siecle & le caractere national imprimerent leur teinte aux ouvrages de l'imagination. Pétrarque avoit peint cette beauté virginale & céleste qui servoit de modele aux héroïnes de la chevalerie. Armide fut l'emblême de la coquetterie qui régnoit de son temps en Italie. L'Arioste confondit tous les genres dans un ouvrage qu'on peut appeller un labyrinthe de poésie, plutôt qu'un poëme. Cet auteur sera, dans l'histoire de la littérature, isolé comme les palais enchantés qu'il a bâtis dans les déserts.

Les lettres & les arts, après avoir traversé les mers, franchirent les Alpes.

De même que les croisades avoient apporté les romans orientaux en Italie, les guerres de Charles VIII & de Louis XII transporterent en France quelques germes de bonne littérature. François I, s'il ne fût pas allé disputer le Milanez à Charles-Quint, n'auroit peut-être jamais recherché le nom de *pere des lettres*; mais ces germes de culture & de lumiere furent noyés dans des guerres de religion. On les recueillit, pour ainsi dire, dans le sang & le carnage, & le temps vint où ils devoient éclorre & fructifier. Le seizieme siecle avoit été celui de l'Italie; le suivant fut celui de la France, qui, par les victoires de Louis XIV, ou plutôt par le génie des grands hommes qui se rencontrerent en foule sous son regne, mérita de faire une époque dans l'histoire des beaux arts.

Ainsi qu'en Italie, on vit en France le génie s'emparer à la fois de toutes les facultés de l'homme. Il respira dans le marbre & sur la toile; dans les édi-

fices & les jardins publics, comme dans l'éloquence & la poésie. Tout lui fut soumis, & les arts ingénieux qui dépendent de la main, & ceux qui sont uniquement du domaine de la pensée. Tout sentit son empreinte. Les couleurs visibles de la nature vinrent animer les ouvrages de l'imagination ; & les passions humaines vivifierent les desseins du crayon. L'homme donna de l'esprit à la matiere, & du corps à l'esprit. Mais qu'on l'observe bien, ce fut dans un moment où l'amour de la gloire échauffoit une nation grande & puissante par la situation & l'étendue de son empire. L'honneur qui l'élevoit à ses propres yeux, qui la caractérisoit alors aux yeux de toute l'Europe, l'honneur étoit son ame, son instinct, & lui tenoit lieu de cette liberté qui avoit créé tous les arts de génie dans les républiques d'Athenes & de Rome, qui les avoit fait revivre dans celle de Florence ; qui les forçoit de germer sur les bords nébuleux & froids de la Tamise.

Que n'eût pas fait le génie en France ſous la ſeule influence des loix, s'il oſa de ſi grandes choſes ſous l'empire du plus abſolu des rois? En voyant ce que le patriotiſme a donné d'énergie aux Anglois, malgré l'inactivité du climat; jugez de ce qu'il auroit produit chez les François, où le ciel le plus doux invite un peuple vif & ſenſible, à créer, à jouir. Un pays où l'on trouve, comme autrefois en Grece, des eſprits ardents & propres à l'invention, ſous un ciel qui les échauffe de ſes plus beaux rayons des bras nerveux, ſous un climat où le froid même excite au travail: des provinces tempérées, entre le nord & le midi: des ports de mer ſecondés par des fleuves navigables: de vaſtes plaines abondantes en grains: des côteaux chargés de pampres & de fruits de toutes les eſpeces: des ſalines qu'on peut multiplier à ſon gré: des prairies couvertes de chevaux: des montagnes où croiſſent les plus beaux bois: par-tout une terre peuplée d'hommes laborieux, les pre-

mieres reſſources pour la ſubſiſtance, les matieres communes des arts, & les ſuperfluités du luxe. En un mot, le commerce d'Athenes, l'induſtrie de Corinthe, les ſoldats de Sparte, & les troupeaux d'Arcanie. Avec tous ces avantages de la Grece, la France auroit porté les beaux arts auſſi loin que cette mere du génie, ſi elle avoit eu les mêmes loix, le même exercice de la raiſon & de la liberté, créatrices des grands hommes, ſouveraines des grands peuples.

Après la ſupériorité de la légiſlation, il n'a manqué peut-être aux nations modernes, pour égaler les anciennes dans les travaux de l'eſprit humain, que des langues plus heureuſes. L'Italienne, avec du ſon, de l'accent & du nombre, a pris tous les caracteres de la poéſie & tous les charmes de la muſique. Ces deux arts l'ont conſacrée aux délices de l'harmonie comme ſon plus doux organe.

La langue Françoiſe regne dans la

prose. Si ce n'est pas le langage des dieux, c'est celui de la raison & de la vérité. La prose parle sur-tout à l'esprit dans la philosophie. Elle éclaire ces ames privilégiées de la nature, qui semblent placées entre les rois & les peuples, pour instruire & diriger les hommes. Dans un temps où la liberté n'a plus de tribunes ni d'amphithéatres, pour agiter de vastes assemblées, une langue qui se multiplie dans les livres, qui se fait lire chez toutes les nations; qui sert d'interprete commun à toutes les autres langues, & d'instruments à toutes sortes d'idées; une langue ennoblie, épurée, adoucie, & sur-tout fixée par le génie des écrivains & la politesse des courtisans, devient enfin universelle & dominante.

La langue Angloise a produit aussi ses poëtes & ses prosateurs qui lui ont donné un caractere d'énergie & d'audace, propre à l'immortaliser. Qu'on l'apprenne chez tous les peuples qui aspirent à n'être pas esclaves. Ils ose-

ront penſer, agir, & ſe gouverner eux-mêmes. Elle n'eſt pas la langue des mots, mais celle des idées ; & les Anglois n'en ont eu que de fortes. Ce ſont eux qui ont dit les premiers, *la majeſté du peuple* ; & ce ſeul mot conſacre une langue.

L'Eſpagnol n'a proprement eu juſqu'à préſent, ni poéſie, ni proſe, avec une langue organiſée pour exceller dans l'une & dans l'autre. Eclatante & ſonore comme l'or pur, ſa marche eſt grave & meſurée comme la danſe de ſa nation ; elle eſt noble & décente comme les mœurs de l'antique chevalerie. Cette langue pourra ſoutenir un rang, acquérir même de la ſupériorité, lorſqu'elle aura beaucoup d'écrivains, tels que Cervantez & Mariana. Quand ſon académie aura fait taire l'inquiſition avec ſes univerſités, cette langue s'élévera d'elle-même aux grandes idées, aux ſublimes vérités où l'appelle la fierté naturelle du peuple qui la parle.

Avant toutes les autres langues vivantes, eſt l'Allemand, cette langue

mere, originelle & indigene de l'Europe. C'est elle qui a formé l'Anglois & même le François par son mêlange avec la langue Latine. Mais peu faite, ce semble, pour les yeux & pour des organes polis, elle est restée dans la bouche du peuple, sans oser entrer que bien tard dans les livres. Sa disette d'écrivains annonçoit un pays où les beaux arts, la poésie & l'éloquence ne devoient pas fleurir. Mais tout-à-coup le génie y a pris son essor; & des poëtes originaux en plus d'un genre y sont éclos en assez grand nombre, pour entrer en rivalité avec les autres nations.

Les langues ne pouvoient se cultiver & se polir jusqu'à un certain degré, sans que les arts de toute espece ne suivissent ce degré de perfection. Aussi, leurs monuments sont-ils tellement multipliés en Europe, que la barbarie des siecles & des peuples à venir aura de la peine à les détruire entiérement.

Cependant, comme l'espece humaine n'est qu'une matiere de fermentations

& de révolutions, il ne faut qu'un génie ardent, un enthousiaste, pour mettre de nouveau la terre en combustion. Les peuples de l'orient ou du nord, soumis au despotisme, sont encore tout prêts à répandre leurs ténebres & leurs chaînes dans toute l'Europe. Ne suffiroit-il pas d'une irruption des Turcs ou des Africains en Italie, pour y renverser les temples & les palais, pour y confondre dans une ruine générale les idoles de la religion avec les chef-d'œuvres des arts? Et nous aurions d'autant moins de courage pour défendre ces ouvrages de notre luxe, que nous y sommes plus attachés. Une ville, qui a coûté deux siecles à décorer, est brûlée & saccagée en un jour. Un Tartare brisera, peut-être d'un seul coup de hache, cette statue de Voltaire que Pigalle n'aura pas achevée en dix ans : & nous travaillons encore pour l'immortalité, vains atomes poussés les uns par les autres dans la nuit d'où nous venons. Peuples, artistes ou soldats, qu'êtes-vous entre les mains

de la nature, que le jouet de ses loix, destinés tour-à-tour à mettre de la poussiere en œuvre, & cette œuvre en poussiere ?

Mais, c'est par les arts que l'homme jouit de son existence, & qu'il se survit à lui même. Les siecles d'ignorance ne sortent jamais du néant. Il n'en reste pas plus de trace après, qu'avant leur époque. On ne peut dire le lieu & le temps où ils s'écoulerent, ni graver sur la terre d'un peuple barbare, C'EST ICI QU'IL FUT, puisqu'il ne laisse pas même des ruines pour annales. L'invention seule donne à l'homme de la puissance sur la matiere & sur le temps. Le génie d'Homere a rendu les caracteres de la langue Grecque ineffaçables. L'harmonie & la raison ont mis l'éloquence de Cicéron au dessus de tous les orateurs sacrés. Les pontifes eux-mêmes, amollis, éclairés par la lumiere & le charme des arts, en les admirant & les protégeant, ont aidé l'esprit humain à briser les chaînes de la superstition. Le

commerce a hâté les progrès de l'art par le luxe des richesses. Tous les efforts de l'esprit & de la main se sont réunis pour embellir & perfectionner la condition de l'espece humaine. L'industrie & l'invention, avec les jouissances du nouveau monde, ont pénétré jusqu'au cercle polaire, & les beaux arts tâchent de forcer la nature à Pétersbourg.



CHAPITRE XIII.

Philosophie.

Au char des lettres & des arts, est attachée la philosophie qui devroit, ce semble, en tenir le timon, mais qui, n'arrivant qu'après eux, ne doit marcher qu'à leur suite. Les arts naissent des besoins mêmes de la société, dans l'enfance de l'esprit humain. Les lettres sont les fleurs de sa jeunesse : filles de l'imagination qui aime la parure, elles ornent

ornent tout ce qu'elles touchent ; & ce goût d'embelliſſement crée ce qu'on appelle proprement les beaux arts ou les arts de luxe & de décoration qui poliſſent les premiers arts, enfants du beſoin. C'eſt alors qu'on voit les génies ailés de la ſculpture voler ſur les portiques de l'architecture ; les génies de la peinture entrer dans les palais, y deſſiner l'olympe ſur un plafond, y retracer ſur la laine & ſur la ſoie toutes les ſcenes animées de la campagne, y reproduire ſur la toile les utiles vérités de l'hiſtoire, & les agréables chimeres de la fable.

Quand l'eſprit s'eſt exercé ſur les plaiſirs de l'imagination & des ſens, la raiſon vient, avec la maturité des empires, donner aux nations une certaine gravité : c'eſt l'âge de la philoſophie. Elle marche à pas lents & ſans bruit, annonçant la vieilleſſe des empires, qu'elle s'efforce en vain de ſoutenir. C'eſt elle qui forma le dernier ſiecle des belles républiques de la Grece & de

Rome. Athenes n'eut des philoſophes qu'à la veille de ſa ruine qu'ils ſemblerent prédire. Cicéron & Lucrece n'écrivirent ſur la nature des dieux & du monde, qu'au bruit des guerres civiles qui creuſerent le tombeau de la liberté.

Cependant Thalès, Anaximandre, Anaximene, Anaxagore avoient jeté les germes de la phyſique dans leur théorie ſur les éléments de la matiere; mais la manie des ſyſtêmes les détruiſit les uns par les autres. Socrate vint, qui ramena la philoſophie à la vraie ſageſſe, à la vertu : il n'aima, ne pratiqua, n'enſeigna qu'elle; perſuadé que l'homme n'a pas beſoin de la ſcience, mais des mœurs pour être heureux. Platon, ſon diſciple, quoique phyſicien, quoique inſtruit des myſteres de la nature par ſes voyages en Egypte, donna tout à l'ame & preſque rien à la nature, noya la philoſophie dans la théologie, & la connoiſſance de l'univers dans les idées de la divinité. Ariſtote, diſciple

de Platon, parla moins de Dieu que de l'homme & des animaux. Son hiſtoire naturelle eſt venue à la poſtérité, mais elle fut médiocrement ſuivie de ſes contemporains. Epicure, qui vivoit à peu près dans le même temps, reſſuſcita les atomes de Démocrite, qui, ſans doute, balancerent les quatre éléments d'Ariſtote ; & dans cet équilibre de ſyſtêmes, la phyſique ne put avancer d'un pas. Les moraliſtes entraînerent le peuple qui les entend mieux qu'il ne comprend les phyſiciens. Ils formerent des écoles : car auſſi-tôt que des opinions font du bruit, elles font des partis.

Dans ces circonſtances, la Grece agitée au dedans d'elle-même, après s'être déchirée par une guerre inteſtine, fut ſubjuguée par la Macédoine, & diſſoute par les Romains. Alors, les calamités publiques tournerent les eſprits & les cœurs vers la morale. Zénon & Démocrite, qui n'avoient été que des philoſophes naturaliſtes, devinrent long-temps après leur mort les chefs de deux

sectes de moralistes, plus théologiens que physiciens, plus casuistes que philosophes; ou plutôt la philosophie fut livrée & restreinte aux sophistes. Les Romains, qui avoient tout pris aux Grecs, ne découvrirent rien dans le véritable champ de la philosophie. Chez les anciens, elle fit peu de progrès, parce qu'elle fut presqu'entiérement bornée à la morale. Chez les modernes, ses premiers pas ont été plus heureux, parce qu'ils ont été guidés par le flambeau de la physique.

Il ne faut pas compter un intervalle de près de mille ans, où la philosophie, les sciences, les lettres & les arts ont dormi dans le tombeau de l'empire Romain, parmi les cendres de l'antique Italie & la poussiere des cloîtres. L'Asie en conservoit les monuments, sans en jouir; & l'Europe, quelques débris sans les connoître. Le monde étoit chrétien ou mahométan, enseveli par-tout dans le sang des nations. L'ignorance seule triomphoit sous l'étendard de la croix

ou du croissant. Devant ces signes redoutés, tout genou fléchissoit, & tout esprit trembloit. La philosophie balbutioit dans une enfance continuelle les noms de Dieu & de l'ame. Elle s'occupoit des seules choses qu'elle devoit toujours ignorer. Elle perdoit le temps, la raison & tous ses travaux dans des questions du moins oiseuses, la plupart vuides de sens, indéfinissables, interminables par la nature de leur objet, source éternelle de disputes, de scissions, de sectes, de haines, de persécutions, de guerres nationales ou religieuses.

Cependant les Arabes conquérants menoient, comme en triomphe, les dépouilles du génie & de la philosophie. Aristote étoit, entre leurs mains, sauvé des ruines de l'ancienne Grece. Ces destructeurs des empires avoient quelques sciences, dont ils étoient les créateurs. Le calcul étoit de leur invention. L'astronomie & la géométrie alloient avec eux sur les côtes de l'Afrique, qu'ils dévastoient & repeuploient. La médecine

les suivit par-tout. Cette science, qui n'a rien de meilleur, peut-être, que son affinité avec la chymie & la physique, les rendit aussi fameux que l'astrologie, autre appui de la charlatanerie. Avicenne & Averroès, médecins, mathématiciens & philosophes, conserverent la tradition des véritables sciences par des traductions & des commentaires. Mais imaginez ce qu'Aristote, traduit du Grec en Arabe, & depuis eux, d'Arabe en Latin, dut devenir entre les mains des moines qui voulurent adopter la philosophie du paganisme avec les codes Hébraïques de Moïse & de Jesus. Cette confusion des systêmes, des idées & des langues arrêta long-temps l'édifice des sciences. Le théologien renversoit les matériaux qu'apportoit le philosophe. Celui-ci sapoit par les fondements l'édifice de son rival. Cependant avec quelques pierres de l'un, beaucoup de sable de l'autre, de méchants architectes bâtirent un monument gothique & bizarre; c'est

la philosophie de l'école. Toujours refaite, étayée & recrépite de siecle en siecle par des métaphysiciens Irlandois ou Espagnols, elle se soutint à peu près jusqu'à la découverte du nouveau monde, qui devoit changer la face de l'ancien.

La lumiere naquit au sein des ténebres. Un moine Anglois cultiva la chymie; & préparant l'invention de la poudre, qui devoit soumettre l'Amérique à l'Europe, il ouvrit la porte aux vraies sciences par la physique expérimentale. Ainsi la philosophie sortit du cloître, & l'ignorance y resta. Quand Bocace eut mis au jour les débauches du clergé séculier & régulier, Galilée osa deviner la figure de la terre. La superstition en fut effrayée : elle jeta ses cris; elle lança ses foudres : mais la philosophie arracha le masque du monstre, & le voile dont étoit couverte la vérité. On sentoit bien la foiblesse & le mensonge des opinions populaires, sur quoi portoit la base de l'édifice social : mais pour

détrôner l'erreur, il falloit connoître les loix de la nature, & la cauſe de ſes phénomenes. C'eſt ce que chercha la philoſophie.

Dès que Copernic fut mort, après avoir conjecturé, par la raiſon, que le ſoleil étoit au centre du monde, Galilée naquit & confirma, par l'invention du téleſcope, le vrai ſyſtême d'aſtronomie, ignoré ou mis en oubli, depuis Pythagore qui l'avoit imaginé. Tandis que Gaſſendi remuoit les élémenrs de la philoſophie ancienne ou les atomes d'Epicure, Deſcartes agitoit & combinoit les éléments d'une nouvelle philoſophie ou ſes tourbillons ingénieux & ſubtils. Preſqu'en même temps, Toricelli inventoit, à Florence, le thermometre pour peſer l'air; Paſcal meſuroit la hauteur de l'athmoſphere ſur les montagnes d'Auvergne; & Boyle, en Angleterre, vérifioit & conſtatoit les expériences de l'un & de l'autre.

Deſcartes avoit appris à douter, pour détromper avant d'inſtruire. Son doute

méthodique fut le plus grand inſtrument de la ſcience, & le ſervice le plus ſignalé qu'on pût rendre à l'eſprit humain, dans les ténebres & les chaînes dont il étoit enveloppé. Bayle, en appliquant cette méthode aux opinions les plus conſacrées par l'autorité de la force & du temps, a fait ſentir depuis l'importance du doute.

Le chancelier Bacon, philoſophe, & malheureux à la cour comme le moine Bacon l'avoit été dans le cloître, comme lui précurſeur plutôt que légiſlateur de la nouvelle philoſophie, avoit proteſté contre les préjugés des ſens, des écoles; contre ces fantômes qu'il appelloit les idoles de l'entendement. Il avoit prédit les vérités qu'il ne pouvoit révéler. D'après ſes oracles, tandis que la philoſophie expérimentale découvroit des faits, la philoſophie rationnelle cherchoit les cauſes.

L'une & l'autre concouroient à l'étude des mathématiques, qui devoient diriger les efforts de l'eſprit, & aſſurer ſes

ſuccès. Ce fut en effet la ſcience de l'algebre appliquée à la géométrie, & l'application de la géométrie à la phyſique, qui fit ſoupçonner à Newton le vrai ſyſtême du monde. En levant les yeux au ciel, il vit dans la chûte des corps ſur la terre, il vit entre les mouvements des aſtres, des rapports qui ſuppoſoient un principe univerſel différent de l'impulſion, ſeule cauſe viſible de tous les mouvements. En étudiant l'optique après l'aſtronomie, il conjectura l'origine de la lumiere ; & les expériences où l'entraîna cette conjecture, la changerent en ſyſtême.

Quand Deſcartes mourut, Newton & Leibnitz étoient à peine nés, pour achever, corriger & perfectionner ſon ouvrage, c'eſt-à-dire, l'établiſſement de la bonne philoſophie. Ces deux hommes ſeuls en hâterent prodigieuſement les progrès. L'un pouſſa la ſcience de Dieu & de l'ame auſſi loin que la raiſon peut la conduire ; & l'inutilité de ſes efforts déſabuſa pour jamais l'eſprit humain

de cette fausse métaphysique. L'autre étendit les principes de la physique & des mathématiques beaucoup plus avant que le génie de plusieurs siecles n'avoit pu les amener, & montra le chemin de la vérité. En même temps, Locke poursuivoit les préjugés scientifiques dans tous les retranchements de l'école ; il faisoit évanouir tous les spectres de l'imagination, que Mallebranche laissoit renaître en les abaissant, parce qu'il n'alloit pas à la racine des têtes de l'hydre.

Ne croyez pas que les philosophes seuls aient tout découvert & tout imaginé. C'est le cours des événements qui a donné une certaine pente aux actions & aux pensées de l'homme. Une complication de causes physiques ou morales, un enchaînement des progrès de la politique avec les progrès des études & des sciences, un mélange de circonstances impossibles à hâter comme à prévoir, a dû concourir à la révolution qui s'est faite

dans les esprits. Chez les nations comme dans l'individu, le corps & l'ame agissent & réagissent tour-à-tour l'un sur l'autre. Le peuple entraîne les philosophes, & les philosophes menent le peuple. Galilée avoit dit que la terre tourne autour du soleil, il devoit y avoir des antipodes; & Drake l'avoit prouvé par un voyage autour du monde. L'église se disoit universelle, le pape se disoit le maître de la terre; & plus des deux tiers de ses habitants ignoroient qu'il y eût une religion catholique, & sur-tout qu'il y eût un pape. Des Européens qui voyageoient & commerçoient par-tout, apprirent à l'Europe qu'une partie de la terre vivoit dans les visions de Mahomet, & une plus grande partie encore dans les ténebres de l'idolâtrie, ou dans *l'inscience & l'incuriosité* de l'athéisme. Ainsi la philosophie étendoit l'empire des connoissances humaines, par la découverte des erreurs de la superstition & des vérités de la nature.

L'Italie, dont le génie impatient s'élançoit à travers les obstacles qui l'environnoient, fonda la premiere une académie de physique. La France & l'Angleterre, qui devoient s'agrandir par leur rivalité même, éleverent à la fois deux monuments éternels à l'accroissement de la philosophie ; deux académies où tous les savants de l'Europe vont puiser & verser leurs lumieres. C'est de là que sont émanés dans le monde une foule de mysteres de la nature, d'expériences & de phénomenes, de découvertes dans les arts & dans les sciences ; les secrets de l'électricité, les causes de l'aurore boréale. C'est de là que sont sortis les instruments & les moyens pour purifier l'air dans les vaisseaux ; pour rendre potable l'eau de la mer ; pour déterminer la figure de la terre & fixer les longitudes ; pour perfectionner l'agriculture, & donner plus de grains avec moins de semence & de peine.

Ariſtote avoit régné dix ſiecles dans toutes les écoles de l'Europe ; & les chrétiens après avoir perdu les traces de la raiſon, n'avoient pu la retrouver que ſur ſes pas. Long-temps même ils s'étoient égarés à la ſuite de ce philoſophe, parce qu'ils y marchoient à tâtons, dans les ténebres de la théologie. Mais enfin Deſcartes avoit donné le fil, & Newton des ailes, pour ſortir de ce labyrinthe. Le doute avoit diſſipé les préjugés, & l'analyſe avoit trouvé la vérité. Après les deux Bacons, Galilée & Deſcartes, Locke & Bayle, Leibnitz & Newton ; après les mémoires des académies de Florence & & de Leipſick, de Paris & de Londres, il reſtoit un grand ouvrage à faire pour la perpétuité des ſciences & de la philoſophie. Il a paru.

Ce livre, qui contient toutes les erreurs & les vérités qui ſont ſorties de l'eſprit humain depuis la théologie juſqu'à l'inſectologie ; tous les ouvrages de la main de l'homme, depuis le vaiſ-

ſeau juſqu'à l'épingle : ce dépôt des lumieres de toutes les nations caractériſera, dans les ſiecles à venir, le ſiecle de la philoſophie.

Après tant de bienfaits, elle devroit tenir lieu de la divinité ſur la terre. C'eſt elle qui lie, éclaire, aide & ſoulage les humains. Elle leur donne tout, ſans en exiger aucun culte. Elle leur demande, non pas le ſacrifice de leurs paſſions, mais un emploi juſte, utile & modéré de toutes leurs facultés. Fille de la nature, diſpenſatrice de ſes dons, interprete, de ſes droits, elle conſacre ſes lumieres & ſes travaux à l'uſage de l'homme. Elle le rend meilleur, pour qu'il ſoit plus heureux. Elle ne hait que la tyrannie & l'impoſture, parce qu'elles foulent le monde. Elle ne veut point régner, mais elle exige que ceux qui regnent n'aiment à jouir que de la félicité publique. Elle fuit le bruit & le nom des ſectes; mais elle les tolere toutes. Les aveugles & les méchants la calomnient; les uns ont peur de voir,

les autres d'être vus : ingrats, qui se soulevent contre une mere tendre, quand elle veut les guérir des erreurs & des vices qui font les calamités du genre humain.

Cependant la lumiere gagne insensiblement un plus vaste horizon. Une espece d'empire s'est formé, celui de la littérature, qui commence & prépare la république Européenne. Si jamais, en effet, la philosophie peut s'insinuer dans l'ame des souverains ou de leurs ministres, les systêmes de politique s'agrandiront, & seront simplifiés. On aura plus d'égard à l'humanité dans tous les projets ; le bien public entrera dans les négociations, non comme un mot, mais comme une chose utile, même aux rois.

Déjà l'imprimerie a fait des progrès qu'on ne sauroit arrêter dans un état, sans reculer la nation, pour vouloir avancer l'autorité du gouvernement. Les livres éclairent la multitude, humanisent les hommes puissants, charment le

loisir des riches, instruisent toutes les classes de la société. Les sciences perfectionnent les différentes branches de l'économie politique. Les erreurs mêmes des esprits systématiques se dissipent au grand jour de l'impression, parce que le raisonnement & la discussion les mettent au creuset de la vérité.

Le commerce des lumieres est devenu nécessaire à l'industrie, & la littérature seule entretient cette communication. La lecture d'un voyage autour du monde a occasioné, peut-être, les autres tentatives de ce genre; car l'intérêt seul ne fait pas trouver les moyens d'entreprendre. Aujourd'hui, rien ne se peut cultiver sans quelque étude, ou sans des connoissances transmises & répandues par la lecture. Les princes eux-mêmes n'ont recouvré leurs droits sur les usurpations du clergé, qu'à la faveur des lumieres qui ont détrompé le peuple des abus de toute puissance spirituelle.

Mais la plus grande folie de l'esprit

humain, feroit d'avoir employé toutes fes forces à augmenter le pouvoir des monarques, & à rompre plufieurs chaînes, pour forger de leurs débris celle du defpotifme. Le même courage que la religion infpire pour fouftraire la confcience à la tyrannie exercée fur les opinions; l'homme de bien, le citoyen, l'ami du peuple doit l'avoir, pour garantir les nations de la tyrannie des puiffances conjurées contre la liberté du genre humain. Malheur à l'état où il ne fe trouveroit pas un feul défenfeur du droit public! Bientôt ce royaume fe précipiteroit avec fa fortune, fon commerce, fes princes & fes citoyens, dans une anarchie inévitable. Les loix, les loix pour fauver une nation de fa perte, & la liberté des écrits pour fauver les loix! Mais quel eft le fondement & le rempart des loix? Les mœurs.



CHAPITRE XIV.

Morale.

IL y a des bibliotheques entieres de morale. Que de livres inutiles ! Que de livres même pernicieux ! Ils sont la plupart l'ouvrage des prêtres & de leurs disciples, qui, ne voulant pas voir que la religion ne devoit considérer les hommes que dans leurs rapports avec la divinité, il falloit chercher une autre base aux rapports que les hommes avoient entr'eux. S'il y a une morale universelle, elle ne peut être l'effet d'une cause particuliere. Elle a été la même dans les temps passés, elle sera la même dans les siecles à venir ; elle ne peut donc avoir pour base les opinions religieuses, qui, depuis l'origine du monde & d'un pôle à l'autre, ont toujours varié. Les Grecs ont eu des dieux méchants ; les

Romains ont eu des dieux méchants ; l'adorateur stupide du fétiche adore plutôt un diable qu'un dieu. Chaque peuple se fit des dieux, & les fit comme il lui plut ; les uns bons, & les autres cruels ; les uns débauchés, & les autres de mœurs austeres. On diroit que chaque peuple a voulu déifier ses passions & ses opinions. Malgré cette diversité de systêmes religieux & de culte, toutes les nations ont senti qu'il falloit être juste. Toutes les nations ont honoré, comme des vertus, la bonté, la commisération, l'amitié, la fidélité, la sincérité, la reconnoissance, l'amour de la patrie, la tendresse paternelle, le respect filial, tous les sentiments enfin qu'on peut regarder comme autant de liens propres à unir plus étroitement les hommes. L'origine de cette unanimité de jugement si constante & si générale, ne devoit donc pas être cherchée au milieu d'opinions contradictoires & passageres. Si les ministres de la religion ont paru penser autrement, c'est

que par leur systême, ils devenoient les maîtres de régler toutes les actions des hommes; ils disposoient de toutes les fortunes, de toutes les volontés; ils s'assuroient, au nom du ciel, le gouvernement arbitraire de la terre. Le masque est tombé.

Au tribunal de la philosophie & de la raison, la morale est une science, dont l'objet est la conservation & le bonheur commun de l'espece humaine. C'est à ce double but que ses regles doivent se rapporter. Leur principe physique, constant, éternel, est dans l'homme même, dans la similitude d'organisation d'un homme à un autre; similitude d'organisation qui entraîne celle des mêmes besoins, des mêmes plaisirs, des mêmes peines, de la même force, de la même foiblesse; source de la nécessité de la société, ou d'une lutte commune contre les dangers communs & naissants du sein de la nature même, qui menace l'homme de cent côtés différents. Voilà l'origine des liens particuliers & des

vertus domeſtiques ; voilà l'origine des liens généraux & des vertus publiques ; voilà la ſource de la notion d'une utilité perſonnelle & publique ; voilà la ſource de tous les pactes individuels & de toutes les loix.

Beaucoup d'écrivains ont cherché les premiers principes de la morale dans les ſentiments d'amitié, de tendreſſe, de compaſſion, d'honneur, de bienfaiſance, parce qu'ils les trouvoient gravés dans le cœur humain. Mais n'y trouvoient-ils pas auſſi la haine, la jalouſie, la vengeance, l'orgueil, l'amour de la domination ? Pourquoi donc ont-ils plutôt fondé la morale ſur les premiers ſentiments que ſur les derniers ? C'eſt qu'ils ont compris que les uns tournoient au profit commun de la ſociété, & que les autres lui ſeroient funeſtes. Ces philoſophes ont ſenti la néceſſité de la morale ; ils ont entrevu ce qu'elle devoit être, mais ils n'en ont pas ſaiſi le premier principe, le principe fondamental. En effet, les mêmes ſentiments qu'ils

adoptent pour fondement de la morale, parce qu'ils leur paroissent utiles au bien général, abandonnés à eux-mêmes, pourroient être très-nuisibles. Comment se déterminer à punir le coupable, si l'on n'écoutoit que la compassion? Comment se défendre des partialités, si l'on ne prenoit conseil que de l'amitié? Comment ne pas favoriser la paresse, si l'on ne consultoit que la bienfaisance? Toutes ces vertus ont un terme, au delà duquel elles dégénerent en vices; & ce terme est marqué par les regles invariables de la justice par essence, ou, ce qui revient au même, par l'intérêt commun des hommes réunis en société, & par l'objet constant de cette réunion.

Ce terme, il est vrai, n'a point encore été connu; mais comment auroit-il pu l'être, puisque l'intérêt commun ne l'étoit pas lui-même? Et voilà pourquoi, chez tous les peuples & dans tous les temps, on s'est formé des idées si différentes des vertus & des vices; pourquoi, jusqu'ici, la morale a paru n'être

parmi les hommes qu'une choſe de pure convention. Que tant de ſiecles ſe ſoient écoulés dans cette ignorance profonde des premiers principes d'une ſcience ſi importante à notre félicité, c'eſt un fait certain, mais qui doit nous paroître incroyable. On ne conçoit pas comment on n'a pas vu plutôt, que la réunion des hommes en ſociété, n'ayant ni ne pouvant avoir d'autre but que le bonheur commun des individus, il n'eſt, ni ne peut être parmi eux d'autre lien ſocial que celui de leur intérêt commun : que rien ne peut convenir à l'ordre des ſociétés, s'il ne convient à l'utilité commune des membres qui les compoſent ; que c'eſt là ce qui détermine néceſſairement le vice & la vertu ; qu'ainſi nos actions ſont plus ou moins vertueuſes, ſelon qu'elles tournent plus ou moins au profit commun de la ſociété ; qu'elles ſont plus ou moins vicieuſes, ſelon que la ſociété en reçoit un préjudice commun plus ou moins grand.

Eſt-ce pour lui-même qu'on érige en

vertu

vertu le courage ? Non, c'est à cause de l'utilité dont il est pour la société : la preuve en est qu'on le punit comme vice dans l'homme qui s'en sert pour troubler l'ordre public. Pourquoi l'ivrognerie est-elle un vice ? Parce que chaque citoyen est tenu de concourir à l'utilité commune, & qu'il a besoin, pour remplir cette obligation, du libre exercice de ses facultés. Pourquoi certaines actions sont-elles plus blâmables dans un magistrat ou un général, que dans un particulier ? C'est qu'il en résulte de plus grands inconvénients pour la société.

Puisque la société doit être utile à chacun de ses membres, il est de la justice que chacun de ses membres soit utile à la société. Ainsi, être vertueux, c'est être utile ; être vicieux, c'est être inutile ou nuisible. Voilà la morale.

Oui, la voilà cette morale universelle ; cette morale qui, tenant à la nature de l'homme, tient à la nature des sociétés ; cette morale qui ne peut ainsi

varier que dans ses applications, mais jamais dans son essence, dans son principe ; cette morale enfin à laquelle toutes les loix doivent se rapporter, se subordonner. D'après cette regle commune de toutes nos actions publiques & privées, voyons s'il y a jamais eu, s'il peut y avoir de bonnes mœurs en Europe.

Depuis l'invasion des Barbares dans cette partie du monde, presque tous les gouvernements n'ont eu pour base que l'intérêt d'un seul homme ou d'un seul corps, au préjudice de la société générale. Fondés sur la conquête, ouvrage de la force, ils n'ont varié que dans la maniere d'asservir les peuples. D'abord la guerre en fit des victimes, vouées au glaive de leurs ennemis ou de leurs maîtres. Que de siecles s'écoulerent dans le sang & le carnage des nations, c'est-à-dire, dans la distribution des empires, avant que les conditions de la paix eussent divinisé cet état de guerre intestine, qu'on appella société ou gouvernement !

Quand le gouvernement féodal eut à jamais exclu ceux qui labouroient la terre du droit de la posséder; quand, par une collusion sacrilege entre l'autel & le trône, on eut associé Dieu à l'épée, que faisoit la morale de l'évangile, qu'enhardir la tyrannie par l'obéissance passive; que cimenter l'esclavage par le mépris des biens & des sciences; qu'ajouter enfin à la crainte des grands, la crainte des démons? Et qu'étoient les mœurs avec de telles loix? Ce qu'elles sont de nos jours en Pologne, où le peuple, sans terres & sans armes, se laisse hacher par les Russes, enrôler par les Prussiens; & n'ayant ni vigueur, ni sentiment, croit qu'il suffit d'être chrétien, & reste neutre entre ses voisins & ses palatins.

A un semblable état d'anarchie, où les mœurs ne prirent ni caractere ni stabilité, succéda l'épidémie des guerres saintes où les nations se pervertirent & se dégraderent, en se communiquant la contagion des vices avec celle

du fanatisme. On changea de mœurs, pour avoir changé de climat. Toutes les passions s'allumerent & s'exalterent entre les tombeaux de Jesus & de Mahomet. On rapporta de la Palestine un germe de luxe & de faste, un goût ardent pour les épiceries de l'orient, un esprit romanesque qui poliça la noblesse, sans rendre le peuple plus heureux, ni dès-lors plus vertueux : car, s'il n'y a point de bonheur sans vertu, jamais aussi la vertu ne se soutiendra sans un fonds de bonheur.

Environ deux siecles après la dépopulation de l'Europe en Asie, arriva sa transmigration en Amérique. Cette révolution substitua le chaos au néant, & mêla parmi nous les vices & les productions de tous les climats. La morale ne se perfectionna pas davantage, parce qu'on égorgea par avarice, au lieu de massacrer par religion. Les nations, qui avoient le plus acquis dans le nouveau monde, semblerent recueillir en même temps toute la stupidité, la férocité,

l'ignorance de l'ancien. Elles devinrent l'égoût des vices & des maladies, pauvres & sales dans l'or, débauchées avec des temples & des prêtres, fainéantes & superstitieuses avec toutes les sources du commerce & les facilités de s'éclairer. Mais aussi l'amour des richesses corrompit toutes les autres nations.

Que ce soit la guerre ou le commerce qui introduise de grandes richesses dans un état, elles sont bientôt l'objet de l'ambition publique. Ce sont d'abord les hommes les plus puissants qui s'en emparent. Alors, comme les richesses se trouvent dans les mains qui tiennent le timon des affaires, elles se confondent dans l'esprit du peuple avec les honneurs; & le citoyen vertueux qui n'aspiroit aux emplois que pour l'amour de la gloire, aspire, sans le savoir, à l'honneur pour le lucre. On ne conquiert pas, on n'acquiert pas des terres & des trésors sans vouloir en jouir; & l'on ne jouit des richesses que par la volupté ou l'ostentation du luxe. Par ce double

usage, elles corrompent, & le citoyen qui les possede, & le peuple qu'elles fascinent. Dès qu'on ne travaille que par l'attrait du gain, & non par l'amour du devoir, on préfere les conditions les plus lucratives aux plus honorables. C'est alors qu'on voit l'honneur de profession se détourner, s'obscurcir & se perdre dans les routes de l'opulence.

A l'avantage de la fausse considération où parviennent les richesses, se joignent les commodités naturelles de l'opulence, nouvelle source de corruption. L'homme en place veut attirer chez lui. Ce n'est pas assez des honneurs qu'il reçoit en public ; il lui faut des admirateurs, ou de son esprit, ou de son luxe, ou de sa table. Si les richesses corrompent en conduisant aux honneurs, combien plus encore en répandant le goût des plaisirs ? La misere vend la chasteté ; la paresse vend la liberté ; le prince vend la magistrature, & les magistrats vendent la justice ; la cour vend les places, & les hommes en place vendent le

peuple au prince, qui le revend à ses voisins par des traités de guerre ou de subside, de paix ou d'échange.

Tels sont les trafics sordides qu'introduit l'amour des richesses dans un pays où elles sont tout, & où la vertu n'est rien. Mais il n'est point d'effets sans causes. L'or ne devient point l'idole d'un peuple, & la vertu ne tombe point dans l'avilissement, si la mauvaise constitution du gouvernement ne provoque cette corruption. Malheureusement, il la provoquera toujours, s'il est organisé de maniere que l'intérêt momentané d'un seul ou d'un petit nombre, puisse impunément prévaloir sur l'intérêt commun & invariable de tous; il la provoquera toujours, si les dépositaires de l'autorité peuvent en faire un usage arbitraire, se placer au dessus de toutes les regles de la justice, faire servir leur puissance à la spoliation, & la spoliation à prolonger les abus de leur puissance. Les bonnes loix se maintiennent par les bonnes mœurs; mais les bonnes

mœurs s'établissent par les bonnes loix. Les hommes sont ce que le gouvernement les fait. Pour les modifier, il est toujours armé d'une force irrésistible, celle de l'opinion publique ; & le gouvernement deviendra toujours corrupteur, quand, par sa nature, il sera corrompu. Voilà le mot. Les nations de l'Europe auront de bonnes mœurs, lorsqu'elles auront de bons gouvernements. Finissons.

Peuples, je vous ai entretenus de vos plus grands intérêts. J'ai mis sous vos yeux les bienfaits de la nature & les fruits de l'industrie. Trop souvent malheureux les uns par les autres, vous avez dû sentir que l'avarice jalouse, & l'ambitieux orgueil repoussent loin de votre commune patrie le bonheur qui se présente à vous entre la paix & le commerce. Je l'ai appellé ce bonheur que l'on éloigne. La voix de mon cœur s'est élevée en faveur de tous les hommes, sans distinction de secte ni de contrée. Ils ont été tous égaux à mes yeux, par

le rapport des mêmes besoins & des mêmes miseres ; comme ils le sont aux yeux de l'Etre suprême par le rapport de leur foiblesse à sa puissance.

Je n'ai pas ignoré qu'assujettis à des maîtres, votre sort doit être sur-tout leur ouvrage ; & qu'en vous parlant de vos maux, c'étoit leur reprocher leurs erreurs ou leurs crimes. Cette réflexion n'a pas abattu mon courage. Je n'ai pas cru que le saint respect que l'on doit à l'humanité pût jamais ne pas s'accorder avec le respect dû à ses protecteurs naturels. Je me suis transporté en idée dans le conseil des puissances. J'ai parlé sans déguisement & sans crainte, & je n'ai pas à me reprocher d'avoir trahi l'honorable cause que j'osois plaider. J'ai dit aux souverains quels étoient leurs devoirs & vos droits. Je leur ai retracé les funestes effets du pouvoir inhumain qui opprime, ou du pouvoir indolent & foible qui laisse opprimer. Je les ai environnés des tableaux de vos malheurs, & leur cœur a dû tressaillir. Je

les ai avertis que s'ils en détournoient les yeux, ces fidelles & effrayantes peintures feroient gravées fur le marbre de leur tombe, & accuferoient leur cendre que la poſtérité fouleroit aux pieds.

Mais le talent n'eſt pas toujours égal au zele. Il m'eût fallu fans doute beaucoup plus de cette pénétration qui apperçoit les moyens, & de cette éloquence qui perfuade les vérités. Quelquefois, peut-être, mon ame a élevé mon génie. Mais je me fuis fenti le plus fouvent accablé de mon fujet & de ma foibleſſe.

Puiſſent des écrivains plus favoriſés de la nature achever par leurs chef-d'œuvres ce que mes eſſais ont commencé ! Puiſſe, fous les auſpices de la philoſophie, s'étendre un jour d'un bout du monde à l'autre cette chaîne d'union & de bienfaiſance qui doit rapprocher toutes les nations policées ! Puiſſent-elles ne plus porter aux nations fauvages l'exemple des vices & de l'oppreſſion ! Je ne me flatte pas qu'à l'époque de cette

heureuse révolution mon nom vive encore. Ce foible ouvrage qui n'aura que le mérite d'en avoir produit de meilleurs, sera sans doute oublié. Mais au moins je pourrai me dire que j'ai contribué autant qu'il a été en moi au bonheur de mes semblables, & préparé peut-être de loin l'amélioration de leur sort. Cette douce pensée me tiendra lieu de gloire. Elle sera le charme de ma vieillesse, & la consolation de mes derniers instants.

Fin du dix-neuvieme & dernier livre.

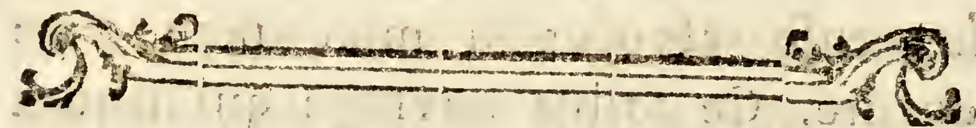


TABLE
DES MATIERES
Contenues dans ce volume.

A

F

G

Henri VIII,

J

M

R

U

V

Z

Fin de la Table des Matieres.



